

MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Trente-huitième séance – Mardi 25 février 2014, à 17 h

Présidence de M. Pascal Rubeli, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{me} Esther Alder*, vice-présidente, *M^{me} Maria Casares*, *M. Sylvain Clavel*, *M^{me} Sandra Golay*, *M. Ahmed Jama*, *M^{me} Maria Pérez* et *M. Christian Zaugg*.

Assistent à la séance: *M^{me} Sandrine Salerno*, maire, *MM. Rémy Pagani*, *Sami Kanaan* et *Guillaume Barazzone*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 14 février 2014, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 25 février et mercredi 26 février 2014, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Bonsoir, Mesdames et Messieurs. Les magistrats suivants nous prient d'excuser leur absence. M^{me} Esther Alder sera absente toute la session, aujourd'hui et demain, en raison d'une opération planifiée de longue date. La suppléance est assurée par M. le magistrat Sami Kanaan. M^{me} la maire, Sandrine Salerno, sera absente le mercredi 26 février, car elle est retenue par une représentation. Pour sa part, M. Sami Kanaan devra nous quitter le mercredi 26 février à 18 h, mais il sera de retour à 20 h 30.

Je poursuis avec la lecture de la lettre du Service de surveillance des communes, adressée au groupe Ensemble à gauche, concernant la plainte du 25 novembre 2013 à propos d'une irrégularité dans le traitement de la délibération PR-956. Je demande à notre secrétaire, Rémy Burri, de la lire.

Lecture de la lettre:

Genève, le 10 février 2014

Concerne: Votre plainte du 25 novembre 2013
Irrégularité dans le traitement d'une proposition du Conseil administratif

Monsieur le conseiller municipal,

Je reviens sur votre courrier du 25 novembre 2013 portant sur les éventuelles irrégularités dans la procédure de traitement de la délibération PR-956, pour laquelle plusieurs conseillers municipaux n'auraient pas pu s'exprimer lors des premier et second débats.

Le bureau du Conseil municipal a fait part de sa position au Service de surveillance des communes, par courrier du 9 janvier 2014, reçu le 20 janvier 2014.

En substance, le bureau considère que la procédure de vote n'a pas été entachée d'un vice de forme, notamment, en raison du fait que le troisième débat a

permis à chacun et chacune de s'exprimer et de revoter en toute connaissance de cause et dans le respect des règles du Conseil municipal.

Il ressort de l'article 92 du règlement de votre Conseil municipal que lors du troisième débat, si celui-ci est demandé, toutes les questions traitées lors du deuxième débat peuvent être reprises. La discussion est ouverte sur la base de l'objet tel qu'il a été proposé initialement au Conseil municipal.

En application de l'article 86 du règlement du Conseil municipal, le président peut décider de clore la liste des intervenants.

Le fait de clore la liste des intervenants est conforme au règlement de votre Conseil municipal et de la compétence de la présidence. Le troisième débat ayant eu lieu et les membres du Conseil municipal ayant tous pu s'exprimer, ce qui n'est pas contesté dans votre courrier, il ressort que la procédure suivie est bien correcte.

Dès lors, le Service de surveillance des communes n'entrera pas en matière sur votre demande.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le conseiller municipal, l'assurance de ma considération distinguée.

Guillaume Zuber
Directeur

Le président. Merci, Monsieur le secrétaire. Nous avons tous reçu la liste des objets en suspens arrêtée au 28 janvier 2014, qui figurera au *Mémorial*. Naturellement, elle comporte des objets qui ne sont déjà plus en suspens, puisque des rapports ont été rendus depuis sa publication.

Je rappelle qu'en fonction du résultat du vote des motions d'ordonnancement, auquel nous procéderons tout à l'heure après les questions orales, la commission des finances se réunira à la salle Nicolas-Bogueret, de 19 h à 20 h 30.

Après décision du bureau et des chefs de groupe, les seuls objets qui seront liés seront la motion M-1065 et le projet de délibération PRD-72.

Trois retraits avaient été annoncés. Pour deux d'entre eux, les auteurs sont revenus sur leur position. Seul le retrait de la résolution R-165 est maintenu.

Il n'y a qu'un renvoi direct en commission, malgré notre tentative de le faire pour le plus d'objets possible. Cela concerne le projet de délibération PRD-79. Vous serez donc vraisemblablement convoqués à des séances supplémentaires...

3. Projet de délibération du 25 février 2014 de la commission des finances: «Approbation du budget 2014 de la Fondetec» (PRD-79).

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre i), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 11, alinéa 3, des statuts de la Fondation communale de droit public pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec);

sur proposition de la commission des finances,

décide:

Article unique. – Le Conseil municipal approuve le budget de fonctionnement 2014 de la Fondation communale de droit public pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).

Annexe: Budget de fonctionnement 2014

BUDGET 2014 DE FONCTIONNEMENT Voté le 12.12.2013

N°	Produits	budget 2012	réalisé 2012	budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
3100	produits divers	1'600.00	13'508.45	30'000.00	10'474.00	19'200.00
3103	Indemnités APG & AMAT & ARE	19'738.00	31'437.30	27'016.60	11'015.35	
3102	Mandat oce-new start	19'200.00	14'400.00	19'200.00	16'200.00	16'800.00
	dissolution provision		50'000.00			
	Total	40'538.00	109'345.75	76'216.60	37'689.35	36'000.00

N°	Charges	budget 2012	réalisé 2012	budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
3000	salaires administration	738'633.70	723'377.95	679'061.60	567'658.50	695'396.11
3001	jetons de présence	50'000.00	54'520.95	54'000.00	35'695.00	45'000.00
3010 - 3015	charges sociales, LPP, assurances LAA, APG	172'715.35	146'153.35	138'825.50	116'802.85	142'580.25
3022	Formation & séminaires	20'000.00	4'968.60	20'000.00	8'954.12	15'000.00
3020	frais personnel	4'000.00	2'891.75	4'000.00	428.20	4'000.00
3023	frais recrutement	2'500.00	1'274.40	2'500.00	0.00	1'500.00
3021	frais de déplacements	5'000.00	2'627.25	5'000.00	2'912.20	5'000.00
3050	Loyers locaux + charges + locaux hugo de senger occupés par personnel Fondetec	109'948.20	104'442.25	96'748.20	88'685.85	96'748.20
3051	electricité	5'512.80	5'494.10	4'250.00	5'053.40	6'000.00
3052	Loyers parking	9'180.00	8'730.00	8'280.00	7'590.00	8'280.00
3053	Entretien locaux	3'000.00	6'024.20	5'000.00	1'131.65	3'500.00
3054	assurance RC, incendie	1'270.00	1'667.90	1'700.00	1'904.85	1'950.00
3060	fournitures de bureau	10'000.00	8'685.25	9'000.00	5'244.85	7'000.00
3061	frais tél - fax- natel-internet	17'940.00	13'010.45	14'000.00	10'370.36	12'000.00
3033	frais juridique - frais RC	3'000.00	1'180.00	1'200.00	630.00	1'200.00
3031	révision et évaluation	30'000.00	23'760.00	25'000.00	23'760.00	20'520.00
3062	maintenance matériel bureau	3'220.00	1'151.35	5'000.00	1'912.70	3'000.00
3063	leasing photocopieur	13'596.00	12'393.40	13'235.00	12'322.95	13'440.00
3070	frais informatique consommables	1'000.00	3'274.50	2'000.00	3'624.15	4'000.00
3071	maintenance informatique	10'000.00	12'297.60	12'000.00	19'952.64	12'000.00

N°	Produits	budget 2012	réalisé 2012	budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
4000	affranchissements & frais postaux	3'000.00	1'548.40	2'000.00	2'879.90	3'000.00
4001	action prospective manifestations, cotisations associations & clubs	53'690.00	24'824.69	59'190.00	59'376.48	65'150.00
4002 - 4004	imprimés, publicité, carte vœux & visite +Abonnements	10'000.00	15'289.80	10'000.00	21'566.65	18'000.00
3040	amortissement mobilier	8'850.30	7'485.30	8'866.30	7'673.60	8'429.30
3044	amortissement informatique	9'731.00	10'045.15	10'131.00	9'631.97	11'432.30
3043	amortissement matériel expo	1'466.00	1'465.80	1'465.80	1'343.65	2'293.10
	amortissement site Internet & outil gestion+ stat	12'517.00		14'202.00	11'629.38	15'000.00
	amortissement travaux	10'408.20	6'723.95	10'925.80	10'015.19	10'977.20
	amortissement travaux sécurité	1'344.95	1'409.10	1'590.45	1'457.99	1'590.40
	amortissements machines bureau	5'468.05	1'958.60	3'665.00	1'795.38	1'958.61
	Total	1'326'991.55	1'208'676.04	1'222'836.65	1'042'004.47	1'235'945.47
	Résultat de fonctionnement	-1'286'453.55	-1'099'330.29	-1'146'620.05	-1'004'315.12	-1'199'945.47

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 2014 (après-midi)
 Projet de délibération: budget 2014 de la Fondetec

4059

BUDGET 2014 GESTION S/ TITRES Voté le 12.12.2013

N°	Produits					
		budget 2012	réalisé 2012	Budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
5400-5401	intérêts bancaires	1'000.00	3755.35	1'500.00	0.00	1'500.00
5402-5403	dividendes s/titres	8012.00	19555.22	31'250.00	14'787.00	37'500.00
5500	gain de change	0.00		0.00		
5501	produit vente sur titres	0.00	67.30	0.00	131.00	
5600	dissolution provision s/titres	0.00	9'517.01	0.00		
	Total	9'012.00	32'894.88	32'750.00	14'918.00	39'000.00

Charges		budget 2012	réalisé 2012	Budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
5000	charges financières c/c	2'500.00	967.22	1'200.00	707.76	1'000.00
5001	charges et droits de garde s/titres	3'060.00	3'178.64	3'200.00	3'402.12	4'600.00
5100	perte de change	0.00		0.00		
5101	perte vente s/titres	0.00	374.06	0.00		
5200	provision moins valeur s/titres	0.00		0.00		
	Total	5'560.00	4'519.92	4'400.00	4'109.88	5'600.00
	Résultat s/titres	3'452.00	28'374.96	28'350.00	10'808.12	33'400.00

BUDGET 2014 ACTIVITE DE SOUTIEN Voté le 12.12.2013

N°	Produits					
		budget 2012	réalisé 2012	budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
4500	taxe inscription	15'000.00	15'900.00	15'000.00	17'150.00	21'000.00
4600	intérêts & commissions s/prêts	220'000.00	249'203.65	241'727.00	191'444.70	251'496.00
4700	dissolution provisions s/dossiers	1'617'630.00	1'779'190.00	2'155'215.00	1'732'125.00	1'801'935.00
4800	récupération s/ créances amorties	0.00	86'437.50	0.00	144'744.48	
	Total	1'852'630.00	2'130'731.15	2'411'942.00	2'085'464.18	2'074'431.00

Charges		budget 2012	réalisé 2012	budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
4005	fraîs de représentation	6'000.00	6'247.40	6'000.00	5'377.70	6'000.00
4100	expertises & honoraires s/dossiers	70'000.00	71'961.75	60'000.00	8'234.65	50'000.00
4200	pertes s/ débiteurs	400'000.00	357'147.70	400'000.00	300'358.56	300'000.00
4301	provision s/risque dossiers	1'760'000.00	1'732'125.00	2'355'215.00	1'801'935.00	1'801'935.00
	Total	2'176'000.00	2'167'481.85	2'821'215.00	2'115'905.91	2'247'935.00
	Résultat s/activité de soutien	-323'370.00	-36'750.70	-409'273.00	-30'441.73	-173'504.00

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 2014 (après-midi)
 Projet de délibération: budget 2014 de la Fondetec

BUDGET 2014. ACTIVITE PEPINIERE Voté le 12.12.2013

N°	Produits	budget 2012	réalisé 2012	budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
	sous-locations bureau	114'415.00	77'260.00	127'095.00	57'701.60	179'775.00
	sous-locations parkings	9'430.00	0.00	10'580.00	536.65	10'810.00
	produits divers et sous- location salle de conference		2'928.25	0.00	1'689.21	1'850.00
				0.00		
	Total	123'845.00	80'188.25	138'275.00	59'927.46	192'435.00

	Charges	budget 2012	réalisé 2012	budget 2013	réalisé 2013 au 30.11.2013	budget 2014
	salaires pépinière			105'801.30	73'356.45	95'255.45
	charges sociales pépinière			17'373.75	9'757.85	16'065.05
	Loyer locaux et charges locatives	149'481.60	149'398.80	149'481.60	137'012.15	149'484.00
	Loyer parking	19'320.00	19'320.00	19'320.00	17'710.00	19'320.00
	Frais SIG	8'527.20	2'350.45	8'520.00	1'036.45	5'000.00
	frais internet téléphone et maintenance pépinière		7'755.60		6'339.30	6'915.60
	leasing photocopieur	7'776.00	7'772.40	7'776.00	7'124.70	7'772.40
	Frais entretien pépinière	13'113.00	16'249.70	2'500.00	4'765.05	5'000.00
	Petits aménagements	0.00	9'956.49	7'500.00	8'430.24	7'500.00
	frais juridiques, frais d'avocats, taxes pépinière	0.00	2'608.20	1'500.00	263.50	1'500.00
	Amortissement travaux	16'081.80	10'385.35	16'875.20	15'468.70	16'954.60
	Amortissement travaux sécurité	2'078.05	2'176.40	2'456.55	2'251.60	2'456.40
	amortissement mobilier	13'674.70	11'561.30	13'689.70	11'851.95	13'019.30
	amortissements divers aménagements					
	amortissement informatique					
	Amortissement machines de bureau	2'786.00	3'025.15	1'421.00	2'772.90	3'025.15
	Total	232'838.35	242'559.84	354'215.10	299'160.84	349'267.95
	Résultat s/activité pépinière	-108'993.35	-162'371.59	-215'940.10	-238'233.38	-156'832.95
	Résultat entreprise	-1'715'364.90	-1'270'077.62	-1'743'483.15	-1'262'182.11	-1'496'882.42

Tableau des indicateurs Fondetec

(voté par le conseil de fondation lors de sa séance du 21 juin 2012)

Famille	Indicateurs	Objectifs	Informations complémentaires
Activité de soutien (financement)	Nombre de nouvelles demandes	50	
	Nombre d'entreprises en cours de suivi	90	
Activité pépinière	Nombre d'entreprises hébergées	≥ 10	
	Taux d'occupation	80%	
Fonctionnement	Nombre de premier rendez-vous	≥ 120	
	Nombre de mandats	≥ 2	
Résultat entreprise	Taux d'autofinancement de l'activité	≥ 15%	Produits liés à l'activité/(résultat d'entreprise-produits liés à l'activité) Nb : Produits liés à l'activité = intérêts/prêts + Taxes d'inscription + Produits pépinière + Mandat
	Charges salariales totales des entreprises soutenues/ Résultat entreprise Fondetec	≥ 5	

Mis aux voix, l'entrée en matière sur le projet de délibération et son renvoi à la commission des finances sont acceptés à l'unanimité (52 oui).

4. Questions orales.

Le président. Je rappelle que l'auteur de la question dispose d'une minute et le magistrat de deux minutes pour y répondre. Je passe la parole à M. Daniel-Dany Pastore.

M. Daniel-Dany Pastore (MCG). Ma question s'adresse à M. Guillaume Barazzone. En 2013, vous avez déclaré, au sein de ce Conseil municipal, que vous reverseriez à la Ville de Genève les jetons de présence que vous touchez du Conseil national. Pourriez-vous nous indiquer si vous avez mis à exécution vos bonnes intentions?

M. Guillaume Barazzone, conseiller administratif. J'avais en effet indiqué au Conseil national, lors de mon élection, en novembre dernier, que je souhaitais reverser les indemnités journalières que je touche en commission et en plénière à la Ville de Genève. J'ai fait cette proposition à mes collègues du Conseil administratif. Or, pour des raisons que je ne souhaite pas commenter ici, le Conseil a considéré qu'il n'avait pas la possibilité d'accepter ce versement. J'ai donc décidé, dans la droite ligne de ce que j'avais promis – puisque je n'allais pas à Berne pour m'enrichir mais bien pour défendre mes idées ainsi que, sur certains dossiers, les intérêts de la Ville de Genève – de reverser les montants de mes jetons de présence 2013 à une œuvre caritative locale sans but lucratif de mon choix. Je ferai de même cette année.

M. Eric Bertinat (UDC). Ma question s'adresse à M^{me} Salerno. Les villes, dont Genève, ont écrit à Berne pour faire part de leurs revendications après le vote sur l'initiative populaire de l'Union démocratique du centre contre l'immigration de masse. Dans cette lettre, elles indiquent entre autres, je cite: «Les villes auront besoin à l'avenir d'un accès garanti aux marchés et à la main-d'œuvre européens et étrangers, de même qu'aux échanges internationaux.» Cette initiative populaire n'empêche en rien l'accès aux marchés et à la main-d'œuvre! Elle demande que celle-ci soit régularisée pour favoriser, voire protéger la population genevoise, y compris les travailleurs étrangers. J'aimerais donc bien savoir ce

que vous entendez par «accès garanti», si ce n'est de poursuivre dans la voie de la libre circulation...

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Il s'agit effectivement d'un courrier que les plus grandes villes suisses ont signé à l'initiative de deux de mes collègues, la présidente de la Ville de Zurich et un représentant de la Ville de Bâle qui, par ailleurs, siège avec moi au sein du comité de l'Union des villes suisses. La volonté des grandes villes suisses, et notamment de la vôtre, Monsieur Bertinat, est de rappeler au Conseil fédéral que 80% du produit intérieur brut national sont réalisés dans les villes, et que les besoins en termes de main-d'œuvre y sont différents de ceux d'autres régions de la Confédération helvétique. Il s'agit aussi de rappeler qu'on a dans les villes – et notamment dans la nôtre – rejeté de manière très franche la proposition de l'Union démocratique du centre. Le Conseil fédéral devra y être sensible dans les négociations qu'il aura avec les partenaires de l'Union européenne, mais également dans sa façon de proposer aux parlements la mise en œuvre de l'initiative acceptée par le peuple le 9 février dernier.

Vous vous interrogez sur la voie que je défends en tant que maire de la Ville de Genève. Tout en prenant acte de la votation populaire du 9 février, je pense que, pour des espaces comme les nôtres, il est très important de garantir à la fois la circulation des capitaux et des marchandises – ce qu'on a fait jusqu'à présent – et, pour de multiples raisons, celle des individus. D'abord parce que la mixité, le côté cosmopolite, est un atout indéniable de notre cité. Il y a aussi des raisons plus prosaïques, puisque, économiquement et financièrement, nous avons besoin d'un apport de main-d'œuvre étrangère et que le seul bassin de recrutement local n'y suffirait pas. Voilà le sens de ce courrier.

M. Jean-Philippe Haas (MCG). Ma question s'adresse à M^{me} Salerno. Lors des dernières séances plénières, il y a plus d'un mois, je vous demandais pourquoi le navigateur Mozilla, qui est mis à notre disposition, ne nous permettait pas de voir nos messages privés. Vous m'aviez dit que vous nous donneriez une réponse très rapidement – je ne l'ai toujours pas reçue – mais les informaticiens de la Ville m'avaient clairement dit que cela prendrait entre quatre et six mois. J'aurais voulu savoir s'il y a une possibilité de mettre cela à jour plus rapidement.

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Je pensais vous répondre en aparté, mais je le fais volontiers en plénière. Vous avez posé la question de la compatibilité du navigateur Mozilla, pour du matériel privé, avec les outils que l'on utilise aujourd'hui en Ville de Genève. Il y a là en effet une première distinction, puisque la Direction des systèmes d'information et de communication fait la maintenance de votre

matériel à usage politique, mais pas forcément de celui qui est à usage personnel. La réponse qui vous a été donnée ne concernait donc pas votre matériel à usage privé, mais bien celui mis à la disposition de l'ensemble de la Ville. Si on voulait faire migrer la Ville sur Internet Explorer – cela concerne les versions 11 et 12 – il faudrait effectivement beaucoup de temps, compte tenu de la masse de données à prendre en considération.

Le délai de six mois ne concernait donc pas votre matériel privé mais l'ensemble des serveurs Ville. Cela dit, la Ville ne travaille pas avec Internet Explorer mais avec Mozilla; nous n'avons donc pas cette difficulté-là. Si on veut imaginer une migration pour votre matériel personnel et privé, celle-ci sera même plus rapide qu'avec le revendeur que vous êtes allé consulter – cela ne prendrait pas six mois. Mais, je le répète, il y a une différence entre le matériel qu'on vous prête et celui dont vous avez usage à titre privé.

M. Adrien Genecand (LR). Ma question s'adresse à M. Pagani et concerne la fameuse ligne de comptes 31. On peut lire dans le détail des comptes 2012 que vous avez fait pour 2 millions de francs de travaux de rénovation au Muséum d'histoire naturelle. J'aurais bien voulu savoir à quoi précisément ce montant correspondait, puisque nous avons déjà accordé un petit crédit juste avant pour la rénovation du Muséum.

Le président. M. Pagani vous répondra demain. Monsieur Simon Brandt, vous avez la parole.

M. Simon Brandt (LR). Merci, Monsieur le président. Ma question s'adresse également à M. Rémy Pagani. J'ai pu lire dans la presse, il y a quelque temps, qu'un chevreuil était mort au bois de la Bâtie et qu'on avait de fortes présomptions sur le fait que le décès de cet animal avait un lien avec les travaux effectués à proximité pour l'aménagement des réservoirs. Avez-vous donc pu faire la lumière sur la mort de ce chevreuil? Est-ce que le stress causé par les travaux en est la cause?

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, je ne suis pas vétérinaire, je suis incapable de vous dire de quoi est mort ce chevreuil. Il s'agit de travaux d'entretien. L'amalgame qui a été fait avec de supposés sondages n'est, à ma connaissance, pas corroboré par les services. Ces travaux d'entretien se font usuellement. En revanche, la question qu'il faudrait

peut-être se poser est de savoir s'il est bien judicieux d'avoir des chevreuils dans un enclos...

M. Pascal Holenweg (S). Ma question s'adresse probablement à notre maire. Dans le plus total mépris de la loi, qui prévoit d'affecter 0,7% du budget cantonal à la coopération au développement – et alors que le Canton n'alloue à ce poste que 0,2% de son budget – la majorité parlementaire de la capitale mondiale des droits de l'homme et du droit humanitaire a décidé de couper 15% de sa subvention annuelle à la Fédération genevoise de coopération (FGC). Cette coupure a été faite explicitement parce que les prises de position de la FGC déplaisent à la majorité parlementaire cantonale. En punition de sa «mal-pensance» politique, la FGC a donc perdu un demi-million de francs.

La FGC étant activement soutenue par la Ville pour la qualité de ses projets, pouvez-vous nous dire quelles sont les conséquences prévisibles sur ces projets de ce «règlement de compte minable», pour reprendre les termes fort judicieux utilisés par la députée démocrate-chrétienne Anne-Marie von Arx-Vernon pour qualifier cette opération parlementaire consistant à priver la FGC d'un demi-million de francs

M^{me} Sandrine Salerno, maire. La FGC avait déjà imaginé de devoir faire avec le demi-million manquant pour son budget 2014, puisque la commission des finances avait déjà agité cette volonté. Elle a donc adapté son budget avant que le parlement ne prenne sa décision. Très concrètement, si on a plus de projets mais moins d'argent, on doit opérer des choix douloureux. De toute façon, indépendamment de la question du demi-million de francs, la FGC a aujourd'hui beaucoup plus de demandes que d'argent à disposition pour y répondre. Un groupe de travail, piloté, je crois, par l'une de vos anciennes collègues Verte, Marguerite Contat-Hickel, s'est mis en place pour voir si la FGC devait changer ses critères et sa façon d'attribuer les montants.

Pour information, aujourd'hui, parmi les membres de la FGC, neuf grosses organisations dépensent à elles seules 46% du budget coopération et développement de cette fédération. Cela pose des problèmes pour toutes les autres associations – qu'il s'agisse de membres qui ont vu leur budget réduit ou d'associations qui souhaiteraient devenir membres pour avoir accès aux budgets mais qui font face à une porte close, puisqu'il n'y a plus assez d'argent à disposition.

Je pense que cette situation est préoccupante, en termes de soutien aux projets, si l'on a la volonté affirmée et claire de mettre en avant le fait que l'on est une ville un peu exceptionnelle, une ville internationale, une capitale des droits humains qui est quand même très à la pointe vu le nombre d'organisations inter-

nationales spécialisées qui siègent sur notre territoire. Telle est en tout cas la volonté du Conseil municipal, même si elle a été particulièrement discutée il y a deux exercices budgétaires. Ce n'est visiblement pas la même volonté qui anime le parlement cantonal, je ne peux que le déplorer...

M^{me} Sandrine Burger (Ve). Ma question s'adresse à M. Guillaume Barazzone et concerne l'ancien marché de la rue De-Grenus, qui est maintenant situé en face de Manor. A l'époque où l'on nous avait proposé la rénovation de la place Simon-Goulart on nous avait expliqué, en commission de l'aménagement et de l'environnement, qu'on laisserait un large espace vide pour y accueillir le marché, qui y serait plus agréable à vivre et qui ne serait plus coincé dans la circulation. On n'aurait plus été obligé non plus de fermer la rue des Corps-Saints. La place Simon-Goulart a été inaugurée il y a bientôt un an, mais le marché n'a pas bougé... Je voulais donc savoir s'il resterait là où il est, ou s'il serait déplacé sur la place Simon-Goulart.

Le président. M. Guillaume Barazzone vous répondra demain. Je donne la parole à M. Guy Dossan.

M. Guy Dossan (LR). Ma question s'adresse à M. Pagani. Dans le quartier de Plainpalais, une forêt de coussins berlinois ont été implantés, en particulier à la rue Dancet. Mais c'est la première fois que je vois des coussins berlinois qui ne sont pas au milieu de la rue! Si vous prenez la rue Dancet en voiture, vous pouvez parfaitement passer à côté du coussin berlinois. Je serais donc curieux de savoir s'il s'agit d'une erreur de pose ou s'il manque quelque chose. Je suis d'ailleurs venu ce soir par la rue de l'Aubépine; il y a le même genre de problèmes, si ce n'est que le coussin berlinois n'est pas au milieu de la route, mais quasiment sur la piste cyclable qui vient en sens inverse! En pleine nuit, je pense que c'est plus dangereux pour les cyclistes que pour les voitures... C'est assez curieux. Alors j'aimerais savoir si cet aménagement avait mal été posé et, dans ce cas, combien cela nous a coûté.

Le président. Il vous sera également répondu demain, Monsieur Dossan. Je donne la parole à M. Gary Bennaim.

M. Gary Bennaim (LR). Ma question s'adresse à Sami Kanaan. A titre d'introduction, je vous lis une question que l'on peut trouver sur le site du service

InterroGE: «Je cherche une chanson intitulée *Wild Thing*, reprise en version rock je crois, dans le film *Days of Thunder*... Pourrais-je savoir s'il s'agit bien de ce film? Où pourrais-je trouver la version de la chanson?» S'ensuit une réponse fantastique sur qui l'a écrite à l'origine, sur les groupes qui l'ont reprise, les années d'interprétation, la bande originale du film... Le bibliothécaire qui répond à la question termine en disant qu'il a eu beau écouter toutes les chansons, aucune ne ressemblait à *Wild Thing*; c'est pourquoi il invitait l'internaute à le contacter avec des indices...

Cette réponse sous-entend-elle que les bibliothécaires se tournent les pouces tous les jours et qu'ils n'ont rien d'autre à faire que de répondre sur des pages entières à des questions surréalistes, ou ce réseau InterroGE a-t-il vraiment un objectif pour la population et la qualité de vie en ville de Genève? Je reviens volontiers avec d'autres questions...

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Je remercie M. Bennaïm pour sa question. Le hasard fait bien les choses, il y a eu, hier ou samedi, un très bel article à ce sujet dans le *Temps*, qui montrait que la réponse était humaine et que c'était effectivement une très belle prestation de service public. Je vous remercie, d'ailleurs, car vous avez voté, sur le budget 2012, les deux postes nécessaires à cette opération. Vous serez peut-être surpris, Mesdames et Messieurs, car les bibliothèques municipales font évidemment du prêt de livres, au guichet, dans leur vie quotidienne – c'est là leur fonction historique – mais elles ont aussi beaucoup de contacts humains. Elles répondent aux questions parfois surprenantes que les gens se posent. Evidemment, il y a internet, il y a Google, il y a Wikipedia... On y a tous recours et on continuera à le faire. Sur Google, vous avez des millions de réponses en moins d'une seconde – ils en sont très fiers, d'ailleurs. Mais quelle est la bonne réponse dans un tel fatras d'informations, si l'on veut en obtenir une qui soit documentée?

Vous avez choisi un exemple particulier, Monsieur le conseiller municipal, mais cela vous intéressera de savoir que la très grande majorité des questions émanent soit d'enfants, soit d'adultes en relation avec des enfants, notamment des enseignants et des parents. Eh bien, les bibliothécaires relaient des questions qui correspondent à celles qu'ils ont souvent au guichet, telles que la recherche d'une œuvre ou d'une référence bibliographique ou discographique. Les questions sont souvent en lien avec la littérature. Nous nous sommes d'ailleurs inspirés d'un projet lyonnais qui marche très bien et qui est maintenant largement reconnu et accepté.

Je comprends que cela puisse surprendre, mais il n'est pas forcément facile, pour un simple citoyen comme vous et moi qui n'a pas la science infuse, de trouver une bonne réponse, si l'on croule sous les sources d'information. La philoso-

phie de ce projet est de montrer que des gens, dans les réseaux de bibliothèques genevoises, peuvent fournir des réponses documentées. Je pense que c'est effectivement une très belle prestation de service public et je relève, d'ailleurs, l'excellente collaboration de l'ensemble des bibliothèques genevoises, que ce soient les bibliothèques municipales, la Bibliothèque de Genève, les bibliothèques scientifiques ou universitaires.

Cela étant, si certaines questions peuvent paraître un peu plus loufoques – la motivation réelle est d'ailleurs toujours vérifiée – l'immense majorité d'entre elles – et vous le voyez sur le site – sont on ne peut plus sérieuses. Le projet fera évidemment l'objet d'une évaluation après six mois, et je viendrai volontiers en commission – notamment à la commission des arts et de la culture qui m'a déjà posé des questions à ce sujet – pour documenter à la fois sur la genèse, les buts et la mise en œuvre de ce projet.

M. Alfonso Gomez (Ve). Ma question s'adresse à M^{me} Salerno. Sur l'île Rousseau, qui est un lieu de promenade très prisé des Genevois et Genevoises, il existe une buvette. Selon le panneau placardé sur sa porte, elle devrait être ouverte – et principalement le week-end, au plus grand profit des Genevois. J'ai constaté à plusieurs reprises, en tout cas ces derniers temps, qu'elle était fermée. Pouvez-vous me dire si cette buvette ouvrira définitivement les samedis et dimanches sur l'île Rousseau, où se rencontrent les parents et les enfants?

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Cette buvette devrait être ouverte. Elle est gérée par l'Hôtel des Bergues et, selon le contrat que l'on a passé avec lui, elle devrait être ouverte non seulement les week-ends, mais également en semaine, hormis les jours d'intempéries. On m'avait déjà alertée sur le fait qu'elle était fermée. J'ai rencontré le directeur général de l'Hôtel des Bergues, qui m'a expliqué qu'elle avait dû fermer parce qu'on traversait à ce moment-là une période de fortes intempéries. Il avait là une bonne excuse... Nous allons vérifier et, si ce que vous dites est corroboré par la Gérance immobilière municipale – je n'ai pas de raison de douter de vos observations – je téléphonerai au responsable de l'hôtel; je lui écrirai même, pour que les engagements qu'il a pris en signant le contrat avec la Ville soient respectés.

M. Grégoire Carasso (S). Ma question s'adresse à Rémy Pagni et concerne la zone 30 km/h de la rue des Délices. J'aimerais savoir où en est la procédure. J'habite ce quartier et j'ai eu des échos selon lesquels il y avait des soubresauts dans l'association qui a fait recours. J'espère que c'est vrai... La Ville, qui défend cette zone 30 km/h, a-t-elle des informations?

Le président. M. Pagani vous répondra demain, Monsieur Carasso. Monsieur Guillaume Käser, vous avez la parole.

M. Guillaume Käser (Ve). Ma question s'adresse a priori à M. Guillaume Barazzone, et probablement à l'ensemble du Conseil administratif. Elle concerne les fournitures de vêtements pour les collaboratrices et collaborateurs de la Ville de Genève. On sait que l'approvisionnement de la filière textile est un grand enjeu. Des montants importants sont passés par la Ville en termes de marchés publics, alors je voudrais savoir si l'approvisionnement de ces fournitures respecte les principes éthiques, puisqu'on sait que des filières certifiées garantissent maintenant les bonnes conditions d'emploi des travailleurs du textile. Je voudrais connaître le montant annuel qui est passé en commandes d'approvisionnement. Je voudrais savoir aussi si la Ville applique ces critères éthiques et, dans le cas contraire, si elle compte le faire.

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Ma réponse pourrait être beaucoup plus large, mais on ne va pas prendre une demi-heure pour parler des vêtements des collaborateurs et collaboratrices de la Ville... En définitive, il y a plusieurs sortes de vêtements. Il y a d'abord les vêtements de travail. Cela a fait partie d'un gros chantier de réflexion interdépartemental pour avoir des vêtements conformes aux normes de santé et de sécurité, qui soient identiques et aussi identifiables «Ville de Genève». Pour rappel, nous vous avons fait une proposition liée à l'acquisition de ces vêtements de travail dans le cadre du budget 2014. Nous l'avons finalement retirée parce qu'elle était financièrement assez lourde.

Cela dit, sur toutes les questions environnementales, de respect des conditions sociales, vous pouvez être rassurés, Mesdames et Messieurs, car la plupart des vêtements sont faits ici. En plus, s'agissant des vêtements de travail, la maintenance et le nettoyage étaient assurés par Pro, une entreprise sociale et solidaire qui avait gagné le marché. Nous avons retiré cette masse financière du budget 2014; nous allons la transférer sur les budgets existants d'une manière un peu différente. C'est moi qui vous répond parce que c'est la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI) qui s'est occupée de structurer le marché. Pour l'administration, ce fut un long travail de deux ans et demi.

Ensuite, vous avez un autre type de vêtement; ce sont les uniformes. Ils peuvent être régis dans le cadre des agents de la police municipale (APM) par un marché qui concerne l'ensemble des collectivités communales. Il y a une distinction selon la commune, mais tout le monde a le même type d'uniforme. Vous avez aussi les uniformes du Service d'incendie et de secours (SIS), des musées... Ce sont également des vêtements de travail, mais ils ne sont pas dans le premier lot

dont je vous ai parlé; ils ne faisaient pas partie du projet Vetra. Dans tous les cas, les normes sociales et environnementales sont respectées. La grande majorité des vêtements sont faits ici à Genève. Après, selon leur usage, ils sont traités soit par la CMAI soit par les services. Typiquement, c'est le SIS qui gère l'entretien et le renouvellement des vêtements des hommes et des femmes du service.

Le président. Merci, Madame la maire. Je clos la liste des demandes de parole. Le dernier intervenant sera M. Pierre Gauthier. Je donne la parole à M. Morten Gisselbaek.

M. Morten Gisselbaek (EàG). Merci, Monsieur le président. Ma question s'adresse à M. Barazzone. Dans le bas du parc des Crochettes, il y a des bancs autour d'un petit carrousel et des jeux d'enfants. Ces bancs sont dans un état extrêmement lamentable, ils auraient besoin d'un sérieux entretien. Certaines planches sont tellement pourries qu'elles partent en petits morceaux. Maintenant que les beaux jours arrivent, j'aurais voulu savoir si un entretien est prévu.

M. Guillaume Barazzone, conseiller administratif. Merci pour votre question, Monsieur le conseiller municipal. Vous parlez d'un cas particulier, je vous répondrai de manière générale. C'est mon collègue Rémy Pagani – avec le Service de l'aménagement urbain et de la mobilité – qui s'occupe des commandes de mobilier urbain, notamment des nouveaux bancs que nous acquérons. Mais il est vrai que ce sont mes services qui s'occupent de leur entretien, en particulier le Service logistique et manifestations, mais aussi le Service des espaces verts, s'agissant des bancs dans les parcs. Une partie des bancs sont en très mauvais état – je l'ai constaté comme vous – et cela ne peut nous satisfaire. D'une part, parce qu'ils font partie de notre patrimoine, d'autre part, parce que, au même titre que les poubelles, les bancs contribuent à embellir ou à enlaidir les parcs dans les espaces verts.

Genève mérite quand même mieux que des bancs délabrés et en lambeaux. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à mes équipes de travailler sur un plan d'action qui nous permettra, dans un avenir très proche, de rénover une centaine de bancs, en particulier dans les parcs. Pourquoi une centaine? Certes, les bancs se rénovent, mais nous avons besoin, à cet effet, d'acquérir du matériel. Aujourd'hui, nos budgets de fonctionnement ne nous permettent pas d'acheter tout le matériel nécessaire pour rénover l'ensemble des bancs. J'ai donc demandé à mes services de rédiger une proposition de crédit qui vous sera soumise, à condition que mes collègues l'acceptent – et je ne doute pas de leur soutien sur ce thème important. Vous pourrez ensuite, sur la base de cette proposition, voter un

crédit qui nous permettra non pas d'acquérir de nouveaux bancs, mais d'entretenir l'ensemble des bancs qui doivent être renouvelés année après année, selon un tournus que nous avons imaginé.

Priorité donc à la rénovation de ces bancs, parce qu'ils embellissent la ville et qu'ils sont souvent un espace de respiration pour les personnes qui n'ont pas la possibilité de sortir en dehors de la ville. C'est profiter de son quartier; c'est tout simplement la qualité de vie. On se doit, à Genève, d'avoir une qualité de mobilier urbain qui soit le nec plus ultra. Cela prendra du temps, mais j'espère que, d'ici à deux ou trois ans, nous aurons pu rénover l'ensemble des bancs. En tout cas, sachez que le processus est engagé. Vous serez les artisans de ce processus en votant éventuellement un crédit d'investissement.

M. Robert Pattaroni (DC). Ma question s'adresse à M^{me} la maire. Le 9 février, il y a aussi eu une votation sur un sujet concernant la Ville, Naxoo. Comme vous le savez, il y a eu pas mal de soucis et d'inquiétudes chez les abonnés. La population pense maintenant que Naxoo est sous contrôle de la Ville, puisque cette vente ne s'est pas réalisée. Que fera la Ville de Genève? Donnera-t-elle des indications précises sur l'avenir, en disant qu'il se passera ceci ou cela, ou que l'on étudiera ce qui se passera et que d'autres décisions devront être prises? Délivrera-t-elle un message en particulier à tous les abonnés qui étaient inquiets avant la campagne et qui le sont d'autant plus maintenant que la votation a donné un sens différent à la décision que voulait prendre le Conseil administratif et une majorité de ce Conseil?

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Avant de vous répondre, Monsieur le conseiller municipal, je compléterai quand même ma réponse à M. Alfonso Gomez concernant l'ouverture de la buvette de l'île Rousseau. En fait, la buvette n'est pas ouverte toute l'année. Elle est saisonnière et n'ouvre qu'à partir du 15 mars. C'était donc normal qu'elle soit fermée...

Je reviens à votre question, Monsieur Pattaroni, pour parler de 022 Télégenève SA, la société dont la Ville de Genève détient 51% de l'actionariat. En définitive, le vote du 9 février ne change pas la donne actuelle. Nous restons l'actionnaire majoritaire de cette société anonyme. Nous sommes en train de discuter avec l'autre partie, UPC Cablecom, pour voir comment ils entendent se déterminer à la suite du scrutin du 9 février.

Les abonnés à rassurer? Il y a relativement peu d'abonnés à des bouquets, puisqu'ils ne sont que 15 000 en ville de Genève. Le reste était composé de personnes qui étaient abonnées, mais dont les communes ont basculé dans un

actionnariat entièrement en main d'UPC Cablecom. Cela a suscité la perte de 47% du «disponible clientèle» pour cette société. Aujourd'hui, le bassin de développement de 022 Télégenève SA, ce n'est que la ville de Genève; c'est 15 000 abonnés. J'ouvre une rapide parenthèse: la migration a très bien fonctionné en ville de Genève, puisque 76% des personnes qui avaient souscrit des offres chez 022 Télégenève SA ont basculé sur celles proposées par UPC Cablecom. Ce contrat échoit en 2016. Nous verrons à partir de 2015, comment nous souhaitons le renégocier avec UPC Cablecom ou avec d'autres, sachant toutefois qu'UPC Cablecom détient un droit de la dernière offre, y compris sur cette prestation à la société.

Pour le reste, le conseil d'administration décidera, en sachant que le bassin de clientèle et son potentiel d'augmentation résident sur les personnes dont le bail inclut la prise – qui coûte environ 21 francs. Potentiellement, ou ce sont des personnes qui peuvent aller acheter des bouquets audiovisuels ou des offres triple play auprès de 022 Télégenève SA, ou qui sont passées ou qui passeront à la concurrence chez Sunrise, chez Swisscom ou chez d'autres. Elles pourraient d'ailleurs demander de cesser de payer les 21 francs pour des services que, potentiellement, elles n'utilisent pas toutes. L'avenir de la société est incertain. Il sera compliqué à gérer, mais nous le ferons en accord avec la volonté de la majorité du peuple, qui a décidé que nous resterons l'actionnaire majoritaire de cette société anonyme.

M. Marc-André Rudaz (UDC). Ma question s'adresse à n'importe quelle personne du Conseil administratif, car je pense que vous devez avoir la même vue sur le sujet. Je me suis rendu hier à la soirée citoyenne – c'était vraiment très intéressant, du grand comique... mais très peu formateur sur le plan des connaissances au niveau politique. J'avais une question concernant les drapeaux. J'y ai vu le drapeau genevois, le drapeau suisse et le drapeau de la Communauté européenne. Vis-à-vis d'une grande partie de notre population, qui vient de tous les pays du monde, je trouve que faire mettre le drapeau de la Communauté européenne, à laquelle la Suisse n'a pas adhéré, est un peu réducteur. J'aurais préféré celui de l'ONU. D'un point de vue idéaliste, je pense que vous êtes très restrictifs, alors je me demande ce que vous en pensez. (*Remarque.*)

M^{me} Sandrine Salerno, maire. M. Kanaan tient à préciser qu'il ne s'agit pas du drapeau de la Communauté européenne, mais de celui de l'Europe. Cela dit, en termes d'accueil des populations à Genève, notamment de primo-migrants, les pays de l'Europe sont bien le premier bassin pour la Suisse et pour Genève, qu'ils soient membres de l'Union européenne ou pas. J'imagine que si M^{me} Alder a repris la tradition, puisque M. Tornare avait déjà fait mettre ces drapeaux sur

scène, c'est parce qu'elle veut à la fois saluer les nouveaux citoyens genevois, suisses, mais également ceux qui, indépendamment de leur nationalité, auront le droit, au niveau municipal, de s'exprimer à l'occasion des élections, initiatives ou référendums et qui, dans une proportion très importante, sont des ressortissants européens.

M^{me} Michèle Roulet (LR). Ma question s'adressait à M^{me} Alder, mais comme elle n'est pas là, je vais la transmettre à M^{me} Salerno qui, comme responsable de la Gérance immobilière municipale, se sentira sûrement intéressée par la question. Elle concerne les appartements de fonction pour les responsables de bâtiments scolaires, que l'on pourrait appeler des concierges pour faciliter la compréhension.

J'avais déjà signalé à M^{me} Alder qu'un superbe appartement était vide à l'école Le Corbusier. Je pensais que c'était une exception sur le territoire de la Ville de Genève. Or, j'ai appris récemment que cela semble être une politique largement généralisée. On m'a indiqué que neuf appartements de fonction étaient actuellement libres, certains depuis deux ans, trois ans, d'autres depuis Noël. Ils sont situés dans les écoles Hugo-de-Senger, des Eaux-Vives, des Vollandes, Le Corbusier, des Allières, Vieusseux, du Mail, à quoi s'ajoutent deux appartements qui ont été pour le moment prêtés au parascolaire. Deux d'entre eux sont de superbes six-pièces; trois sont des cinq-pièces, les autres des quatre-pièces.

Comme il n'y a plus de concierge, le nettoyage est donné en sous-traitance à des entreprises privées. On ne peut pas penser que M^{me} Alder veuille laisser des appartements inoccupés dans le but de spéculer sur le logement à Genève... Alors ma question est la suivante: la fonction de concierge sera-t-elle bientôt bradée? Au vu de l'importance des concierges dans le bon fonctionnement des écoles, on pourrait le déplorer! Enfin, est-il raisonnable, lorsqu'il y a une telle pénurie de logements, de laisser ces appartements vides?

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Madame Roulet, vous me donnerez peut-être la liste des appartements concernés, dans quelles écoles et pour quelles raisons. La volonté du Conseil administratif et de notre collègue, M^{me} Alder, n'est absolument pas de supprimer la fonction de responsable de bâtiment scolaire. Au contraire, c'est une fonction que nous avons maintenue en Ville de Genève, à l'instar, d'ailleurs, de ce que nous avons fait pour les conciergeries d'immeubles, dont nous avons largement étendu les fonctions.

Vous désiriez savoir si nous voulons brader cette profession, indépendamment des qualités que présente le fait d'avoir un responsable par bâtiment scolaire. La réponse est non. Nous n'entendons pas supprimer cette fonction de l'adminis-

tration municipale. Au contraire, nous entendons la renforcer, car la sollicitation des écoles est toujours plus grande. On le voit avec l'occupation des locaux scolaires par les sociétés, mais aussi parce que l'on va étendre le temps scolaire des écoliers le mercredi matin ainsi que celui de l'accueil périscolaire. Cette fonction ne tend pas à disparaître en Ville de Genève. Dans aucune commune, d'ailleurs. Concernant les logements de fonction dont vous parlez, nous regarderons dans le détail pourquoi ils sont vides, et je pourrai vous répondre en aparté; mais sur la question de la fonction, la réponse est non, elle sera maintenue.

M^{me} Natacha Buffet (LR). Ma question s'adresse à M. Pagani et concerne la sécurité de l'avenue Peschier. Une habitante de cette rue m'a rapporté les inquiétudes d'un certain nombre de riverains qui ont constaté, malgré la présence de beaucoup d'enfants et de personnes qui se promènent en sortant du parc Bertrand, que les conducteurs avaient tendance à accélérer à certains endroits, notamment aux entrées du parc. Je voulais savoir s'il était possible ou s'il était envisagé d'améliorer la sécurité sur cette avenue.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. C'est vrai que c'est un problème, et ça l'est, d'ailleurs, sur toutes les rues pénétrantes de notre ville. Un certain nombre d'automobilistes ne respectent pas les 50 km/h, ou les 30 km/h quand la rue est en zone 30 km/h. Nous essayons de mettre en place une série de mesures, notamment des «parcours futés» pour les enfants. J'en ai inauguré un ce matin pour les enfants de l'école Hugo-de-Senger. Il y a trois parcours futés; nous allons essayer de généraliser cette pratique. Certains de mes collègues, responsables de l'aménagement et des constructions dans d'autres villes, proposent de mettre toute la ville en zone 30 km/h. Je crois que l'on va arriver aussi à cette mesure, au moins pour calmer les ardeurs des automobilistes qui, sur les pénétrantes qui sont mises à leur disposition, veulent récupérer, sans respecter les limitations de vitesse, les minutes qu'ils ont perdues dans les files d'attente bien loin de notre ville. Voilà, je ne peux que constater le problème et faire en sorte de sécuriser ces parcours, avec les moyens dont nous disposons et les conditions-cadres fixées par la Direction générale des transports, l'ancienne Direction générale de la mobilité, puisque, je vous le rappelle, nous ne sommes que force de proposition. J'entends bien vos préoccupations, Madame la conseillère municipale, et je les fais miennes.

(La présidence est momentanément assurée par M. Olivier Baud, vice-président.)

M^{me} Brigitte Studer (EàG). Ma question s'adresse à M. Barazzone et concerne la plantation d'arbres dans les quartiers très bétonnés. Vous étiez venu il y a quelques mois rencontrer des représentants des différentes associations du quartier des Pâquis. A cette occasion, vous aviez évoqué le projet de végétalisation de la Ville de Genève et aviez sollicité les habitants pour qu'ils fassent des propositions. Ceux-ci vous ont ensuite fait parvenir une liste d'une vingtaine de plantations, voire de souhaits d'aménagements. Un récent article de la *Tribune de Genève* a présenté votre projet, qui est bien intéressant mais qui, pour le moment, reste encore sans propositions pour le quartier des Pâquis, dont l'intérieur est particulièrement peu végétalisé, comme vous l'avez-vous-même relevé. Quel calendrier avez-vous prévu pour la mise en place de cette politique de végétalisation, pour la ville de manière générale, pour les Pâquis en particulier? Et comment envisagez-vous la concertation avec les habitants dans les quartiers?

M. Guillaume Barazzone, conseiller administratif. En effet, je suis venu avec un certain nombre de mes collaborateurs vous rendre visite dans le quartier des Pâquis pour rencontrer l'ensemble des associations qui forment le tissu associatif et social du quartier. J'avais annoncé, il y a plus de huit mois, ma volonté d'avoir une politique très active en matière de végétalisation de l'espace public. On a de magnifiques parcs à Genève, et je crois que l'on peut tous en être fiers, car on doit être l'une des villes les plus vertes d'Europe, voire du monde. Cela dit, il est vrai que dans un certain nombre de quartiers, en particulier aux Pâquis – mais c'est le cas dans l'ensemble des quartiers de la Ville – la population ne peut malheureusement que constater que son quartier est trop gris, trop bétonné. C'est la raison pour laquelle j'avais proposé à l'ensemble des associations des Pâquis de me faire des propositions, puisqu'elles connaissent bien les lieux. Quand on habite un quartier, on se rend peut-être davantage compte, en effet, que des fonctionnaires ou des magistrats de ce qui peut améliorer la qualité de vie du lieu.

Vous m'aviez donc dressé une liste d'emplacements où l'on pourrait planter des arbres. Je l'ai fait analyser mais, malheureusement, l'ensemble des endroits que vous aviez mentionnés, à une exception près, je crois, ne permettent pas de recevoir des plantations. A Genève, en effet, que ce soit pour l'eau, le gaz ou l'électricité, on a malheureusement construit les canalisations sous les trottoirs et pas sous les routes, contrairement à ce qui prévaut dans d'autres villes en Europe. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à mes équipes de continuer à travailler pour identifier d'autres lieux, que je viendrai vous présenter.

Dernièrement, j'ai annoncé qu'une politique de végétalisation et d'arborisation de la ville avait commencé. On a démarré par la place Neuve, j'ai moi-même planté le premier arbre. Nous poursuivrons ensuite avec la Corratierie, puis avec l'avenue de la Croix-Rouge. Vous savez que les magnifiques micocouliers qui

sont tombés malades ont dû être abattus, et j'estime qu'il faut absolument se dépêcher de les replanter. On ne le fera vraisemblablement pas au printemps mais à l'automne, car vous savez qu'on ne peut pas planter en été.

S'agissant des quartiers, les Pâquis en particulier – il y aura peut-être également les Eaux-Vives – je reviendrai vers vous à l'automne avec mes services pour vous faire des propositions. Puis, année après année – puisque c'est un processus continu qui prendra plusieurs années – nous analyserons les capacités dans les quartiers pour planter davantage. Aux endroits où l'on ne peut pas forcément planter, il est possible d'aménager un certain nombre de bacs qui permettent de végétaliser l'ensemble des quartiers. Vous le savez parce que vous en avez eu un certain nombre aux Pâquis. Mes services travaillent dans ce sens sur une proposition d'investissement, que je viendrai vous présenter, car les bacs que nous avons dans les quartiers sont malheureusement soit trop vieux, soit souvent pourris. L'idée est donc d'avoir un certain nombre de bacs à disposition pour pouvoir végétaliser les quartiers.

La politique de végétalisation de la ville que je mène comporte un troisième volet. Il s'agit du programme «Urbanature», qui comprend un ensemble de projets de végétalisation de l'espace public. Vous avez pu remarquer l'année dernière les magnifiques réalisations du jardin itinérant à la place Bel-Air – qui ont été déplacées ensuite dans les quartiers – ainsi que le tunnel de verdure au pont de la Machine. Avec mes équipes, et en partenariat avec des entreprises – en vue du financement privé de ce type d'action – nous avons souhaité continuer cette expérience parce que la population adore ça. Nous n'avons jamais eu autant de félicitations. Je pense que les gens veulent voir leur quartier plus vert. Ils veulent que l'on embellisse cette ville par le biais de plus de nature et de fleurissement en ville. Ils veulent voir des plantes dans la ville, et je pense que c'est important que l'on en tienne compte. (*Remarque.*) Pour finir sur le quartier des Pâquis, rendez-vous à l'automne avec des propositions concrètes.

M. Jacques Pagan (UDC). Je crois pouvoir dire que ma question s'adresse au Conseil administratif, mais comme je ne connais pas la réponse, je ne peux pas dire qui doit répondre. Samedi dernier, un groupe d'amis, de «solides Genevois» très attachés à notre patrimoine architectural et à la rade, qui est véritablement un fleuron pour notre industrie touristique et pour l'image de marque de Genève, m'ont interpellé pour savoir ce que faisait la Ville à propos d'une acquisition dont la presse a parlé. Il s'agit de l'achat d'un magnifique immeuble en pleine rade par une famille étrangère. Je leur ai dit que j'avais vu la publication où figure la photographie de cet immeuble, qu'il y est fait allusion à une famille qui viendrait d'un pays méditerranéen, mais que je ne savais pas ce qu'il en était. Je me fais donc le porte-parole de ces personnes. Que doit-on dire en pareil cas?

Je pense que la Ville de Genève est soucieuse du patrimoine architectural de notre commune et qu'elle suit quand même toutes les transactions ayant trait à des objets de prestige, de luxe. Je ne pense pas qu'elle jouisse d'une quelconque autorité dans l'application de la loi Koller, la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger, mais je voulais simplement savoir si elle était sensible à cet aspect des choses. La Ville a-t-elle une sorte de cellule de crise qui regarde un peu les transactions et qui dit si quelque chose paraît louche? Ou est-ce, ma foi, le régime de la liberté totale qui prévaut, de sorte qu'on fermerait les yeux?

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Je suis aussi préoccupé que vous, Monsieur Pagan, par cette situation absurde où des immeubles se vendent 100 millions de francs au bord de la rade, tandis que nous rénovons juste derrière – par exemple à la rue du Cendrier – pour sortir de terre des logements à 3600 francs la pièce par année qui correspondent aux besoins de la population! En construisant, par exemple, sur la parcelle dite du Petit Jacob à 4500 francs la pièce par année, on obtient une subvention... C'est absurde! La seule protection qu'a trouvée la génération qui nous a précédés a été de conserver le patrimoine. C'est pour cela qu'une loi – qui est issue du pataquès commis avec l'ancien Hôtel de Russie – protège la rade en tant que telle, avec ses immeubles historiques. Cette loi vise à protéger le patrimoine de notre ville, et ces bâtiments en font partie.

Après, il y a la question politique de savoir si j'ose venir devant ce Conseil vous demander d'acheter cet hôtel au prix du marché, à 100 millions de francs – on est dans ces eaux-là! Or, à voir les réticences de certains pour acheter un étage de l'immeuble de la Tour de l'Ile – ce qui n'est finalement pas passé – ou concernant cet immeuble qui se délabrait, qui partait en morceaux sur la Grand-Rue, alors qu'il s'agit de notre patrimoine, notamment culturel, j'ai un peu de difficulté, je l'avoue, à venir devant votre Conseil pour acheter ce genre d'immeuble. Mais on est soumis à la loi du marché et à l'absurdité que constitue le fait que la marchandise que représente un immeuble sur la rade vaut aujourd'hui une centaine de millions. C'est la réalité du marché, si j'ose dire... Mais quel marché!

M^{me} Sophie Courvoisier (LR). Ma question s'adresse à M. Pagani. Des citoyens nous ont interpellés pour demander quand le quai Capo-d'Istria serait enfin goudronné jusqu'au bout. Merci pour votre réponse.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Le quai Capo-d'Istria pose un problème à la Direction générale des transports (DGT) en ce qui concerne

l'implantation de la piste cyclable, puisque les travaux impliquent de supprimer quatre places de stationnement et qu'il n'y a pas de compensation. Personne n'arrive à se mettre d'accord. C'est d'ailleurs le même problème au boulevard Emile-Jaques-Dalcroze où, effectivement, il manque le revêtement. Nous n'arrivons pas à faire en sorte que la DGT, qui doit encore situer l'arrêt de bus, prenne une décision. Je suis soumis à l'autorité cantonale. J'espère arriver à mes fins. Cela fait trois ans que ça dure et, comme vous, je suis un peu dépité sur ce dossier. Mais vous savez que je suis déterminé à faire aboutir les dossiers, celui-là en particulier, et j'arriverai à mes fins...

(La présidence est reprise par M. Pascal Rubeli, président.)

M^{me} Delphine Wuest (Ve). Ma question s'adresse à l'ensemble du Conseil administratif, car je ne sais pas qui va répondre. Elle concerne le petit train touristique de la Vieille-Ville. Ce train roule sûrement au diesel; en tout cas on le sent et on l'entend de loin. A mon avis, il pollue beaucoup. Ce qui n'est pas super pour l'image de Genève, pour les touristes, ni même pour la population. J'imagine qu'un propriétaire de voiture doit respecter des normes légales. J'imagine que ce petit train ne respecte pas ces normes de pollution, et j'aimerais savoir pourquoi. Son cousin du bord du lac roule à l'électricité solaire. Alors je sais qu'au bord du lac il y a du soleil, et que c'est tout plat, mais ne peut-on pas faire quelque chose pour ce petit train de la Vieille-Ville?

Le président. Il vous sera répondu ultérieurement. Monsieur Lionel Ricou, vous avez la parole.

M. Lionel Ricou (DC). Ma question concerne l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse et s'adresse à notre maire, M^{me} Salerno. Tout au long de la campagne, on a dit et redit que cette initiative porterait préjudice à la prospérité, aux entreprises, à l'activité économique de l'ensemble du pays. On l'a vu à l'issue de l'acceptation, un certain nombre de décisions ont été prises. Elles porteront effectivement préjudice – ou elles sont les prémices d'un risque de préjudice – à l'activité économique. On a également remarqué l'initiative des villes – judicieuse d'ailleurs – consistant à suivre la mise en application de l'initiative populaire, afin qu'elles ne soient pas préteritées. J'aimerais savoir si les services de M^{me} Salerno ont connaissance d'une évaluation de l'impact de l'initiative sur l'activité économique de la Ville de Genève, sur sa fiscalité et ses emplois, en tout cas dans quelle fourchette. Le cas échéant et si cette analyse n'avait pas encore été faite, avez-vous l'intention de suivre dans le détail la mise

en œuvre de cette initiative et son effet sur la fiscalité, les finances de la commune et les emplois?

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Monsieur Ricou, aujourd'hui, j'ai de la peine à vous répondre car, en définitive, on ne connaît absolument pas les répercussions concrètes de la mise en œuvre de l'initiative sur les collectivités locales. On en saura plus lorsqu'on aura eu des nouvelles de la part du Conseil fédéral à ce sujet. Une chose est sûre, malgré le fait qu'on nous oppose le secret fiscal quasiment à chaque fois que l'on pose une question au responsable cantonal des finances, on aura, s'agissant des frontaliers, des réponses très claires sur la fiscalité des personnes physiques. Vous savez qu'on a deux sources: les personnes soumises au barème ordinaire et les personnes soumises à l'impôt à la source. Dans cette catégorie-ci, il y a les internationaux, mais il y a principalement les personnes frontalières et, là, on pourra quand même mesurer une partie de l'impact. Pour les ressortissants de l'Union européenne qui ne sont pas des frontaliers, qui habitent à Genève et qui verraient leur permis ne pas être renouvelé, je pense qu'on aura quand même beaucoup plus de peine à mesurer ces impacts, à moins que l'administration fiscale cantonale, pour une fois, ne soit beaucoup plus généreuse en termes de transmission de documents. Jusqu'à présent, elle ne l'a jamais été. On verra bien à l'avenir.

On pourra aussi mesurer cet impact dans certains secteurs d'activité en discutant avec des responsables d'entreprise, pour voir les difficultés où ils achopperont concernant les citoyens de l'Union européenne et, plus largement – c'est quand même la crainte – les citoyens extra-européens, pour lesquels il sera encore plus compliqué de venir travailler en Suisse et à Genève. Je vous remercie de votre question. Quand j'aurai plus de renseignements, je vous les communiquerai bien volontiers.

M^{me} Marie Barbey (DC). Ma question s'adresse à M. Pagani. Nous avons appris la semaine passée que la Ville s'était opposée pendant douze ans – jusqu'au Tribunal fédéral – à la construction d'appartements aux Eaux-Vives. J'aurais souhaité savoir combien cette procédure avait coûté aux contribuables de la Ville de Genève en termes de frais de justice et d'heures de travail des fonctionnaires. De manière plus générale, j'aurais souhaité connaître le nombre de recours déposés par la Ville de Genève devant les instances judiciaires cantonales ou fédérales depuis le début de la législature.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Nous n'avons pas été les seuls à engager des procédures. Des associations d'habitants et des particuliers ont également recouru auprès de toutes les instances. Rassurez-vous, cela s'est fait à

l'interne, Madame la conseillère municipale! Nous n'avons pas confié de mandat externe. Nous avons d'excellentes juristes qui font valoir les droits de la Ville de Genève. A ma connaissance, cela n'a pris qu'une journée de travail pour chaque recours. Seules la capacité de travail et la compétence des collaboratrices qui travaillent au sein du département ont été mises à profit; elles sont relativement bien payées pour cela...

En ce qui concerne les recours, je vous renvoie à la réponse que j'ai donnée à M. Genecand il y a six mois. Il avait d'ailleurs pratiqué de façon différente, puisqu'il s'était renseigné directement auprès du Tribunal administratif de première instance pour avoir ces informations. Elles sont connues, elles figurent au *Mémorial*, et il n'y en a pas eu d'autres à ma connaissance.

M. Vincent Subilia (LR). Ma question s'adresse au conseiller administratif Rémy Pagani. Par voie de presse, nous apprenions récemment que la Ville de Genève avait interjeté un recours contre le projet de démolition-reconstruction de l'immeuble situé au 37, rue de la Servette, alors même – et nous nous en étonnons au sein du groupe libéral-radical – que celui-ci était destiné à abriter un nombre plus important de logements. La question est la suivante: le Conseil administratif, dans son ensemble, a-t-il été saisi de cet objet? La prise de décision a-t-elle été de nature collégiale, à l'exception – on l'aura compris en lisant l'article – de l'un de vos collègues?

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Vous en avez conclu par vous-même, Monsieur le conseiller municipal, ce recours a été décidé, à ma demande, par le Conseil administratif. M. Guillaume Barazzone a fait valoir son droit d'opposition, qui était tout à fait légitime. En passant, il aurait pu dire que cette décision n'avait pas seulement été de mon fait mais de celle de la majorité du Conseil administratif... Cela dit, c'est un problème de fond qui est posé aujourd'hui à notre municipalité. Comme vous le savez, un très grand nombre d'appartements sont stigmatisés par les milieux immobiliers, lesquels voudraient voir leurs loyers augmenter. Les loyers d'un grand nombre d'appartements de notre ville, les quatre-pièces, par exemple, sont en augmentation. Or, dans ce bâtiment, Mesdames et Messieurs, il y a un quatre-pièces à 800 francs... (*Remarque.*) Je pense qu'il est de notre devoir de maintenir ces loyers bas, car aujourd'hui le chômage est ce qu'il est – et heureusement! – mais, demain, il risque de remonter. Les couples qui n'auront pas deux revenus seront bien contents d'avoir des loyers aussi bas pour pouvoir subsister dignement et pour ne pas aller directement à l'aide sociale. Telle est la question de fond. C'est faire en sorte qu'une garantie soit donnée pour que des logements bon marché soient mis à disposition, et il en existe une quantité très importante.

En l'occurrence, c'est une fondation de droit public qui a fait la demande de démolition-reconstruction. Je vous rappelle que la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) s'est opposée à cette demande. Le Conseil d'Etat a passé outre. Cela dit, il y a encore des problèmes au niveau de l'application de la loi sur les constructions et les installations diverses pour évaluer l'état réel de ce bâtiment. A ma connaissance, ce bâtiment est comme les nôtres. Faut-il démolir des bâtiments qui sont dans notre giron, sous prétexte que leur indice de dégradation, selon la méthode Stratus, serait juste en dessous du niveau, à 0,5? Je ne le pense pas, car c'est mettre le doigt dans un processus qui, une fois de plus – je le répète – sera extrêmement préjudiciable pour la majorité des locataires de notre ville.

D'autre part, je vous rends attentifs, Mesdames et Messieurs, au fait que la Ville avait émis un préavis favorable pour la rénovation et la surélévation de cet immeuble, ce qui, évidemment, est toujours possible. Cela rendrait un nombre supérieur de logements disponibles, bien évidemment dans une moindre mesure que ce qui est proposé dans le cadre d'une démolition-reconstruction. Cela étant, j'attends de voir les plans effectifs et les études faites, car nul n'est censé ignorer que, pour démolir un bâtiment, il faut justifier de son état réel. Pour l'instant, nous n'avons eu que des approximations.

M. Sylvain Thévoz (S). Je me jette à l'eau... Ma question s'adresse à M. Sami Kanaan. Elle porte sur les horaires des piscines. La piscine de Varembe est actuellement fermée pendant trois semaines en raison de la rénovation de bassins, tandis que les horaires restent les mêmes aux Vernets, où la piscine est fermée les lundis matin. Serait-il possible d'aménager les horaires des piscines, afin que les habitants de la ville puissent quand même avoir accès aux bassins lorsque l'une d'elles ferme? Il y a un autre problème le samedi matin aux Vernets, puisque, de 7 h à 9 h 30, toutes les lignes sont occupées par les clubs et que cela ne laisse qu'une portion extrêmement congrue aux habitants. Est-il aussi possible d'étaler les horaires de présence des clubs dans les piscines?

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Merci pour votre question, Monsieur le conseiller municipal. Elle me permet d'abord de vous confirmer ce que vous sentez bien, à savoir qu'il y a une réelle saturation des piscines de la Ville de Genève, notamment les piscines couvertes en période hivernale. Nous manquons de capacité d'accueil, notamment pour les piscines des Vernets et de Varembe, qui sont complètement saturées. Les bassins scolaires – de 25 m – sont également saturés. A certaines heures, ils sont occupés par les écoles, à d'autres, ils sont à la disposition des habitants, comme aux Pâquis, à Liotard et aux Contamines.

Nous faisons un arbitrage extrêmement complexe entre les besoins des personnes qui nagent à titre individuel, ceux des clubs qui entraînent leurs membres

pour la natation, et ceux des écoles de sport et des corps constitués comme les pompiers ou la police, qui ont des lignes dédiées pour leur entraînement professionnel, en général à des heures extrêmement matinales, avant l'ouverture au grand public. Je dirais presque que c'est un travail d'horlogerie, de haute précision. Mais il est extrêmement difficile et nous n'arrivons pas à satisfaire la demande.

En plus, chaque bassin principal doit fermer trois semaines par année pour un entretien approfondi; c'est la pérennité des installations qui en dépend. Nous pourrions effectivement augmenter les horaires d'une demi-heure dans un autre bassin, mais cela ne réglerait pas le problème, car les heures les plus demandées sont typiquement la pause de midi. Or, le seul moment où nous pourrions élargir les horaires, c'est encore plus tôt le matin... Aujourd'hui, les Vernets fonctionnent en gros de 6 h 30 à 23 h, si j'inclus les clubs.

Cela dit, nous sommes en train de terminer une étude sur les pratiques sportives et l'occupation réelle de l'ensemble des installations sportives, piscines incluses. Je n'entre pas dans les détails, on n'a pas le temps ici et j'en ai déjà parlé à la commission des sports, mais cette étude montre qu'il y a encore un peu de marge de manœuvre sur les bassins scolaires. Je me réjouis que la construction d'un bassin scolaire dans le futur complexe école-crèche de Chandieu ait commencé. Vous l'avez voté, malgré un amendement qui demandait de supprimer le bassin. Heureusement, le Conseil municipal l'a maintenu. A terme, il est aussi prévu un bassin de 25 m à la gare des Eaux-Vives, si on arrive à le réaliser. Et puis, je me réjouis que l'agglomération d'Annemasse inaugure un bassin couvert de 50 m, de caractère olympique, qui offrira certainement aussi une possibilité. Je pense de toute façon qu'il faudra à terme un nouveau bassin couvert de 50 m sur la rive droite. J'en discute fréquemment avec mes collègues des autres communes pour essayer de concrétiser ce projet. Dans l'intervalle, nous allons examiner si nous pouvons encore donner un peu de place au public dans les lignes dédiées à la natation de longue distance dans les piscines municipales.

Le président. Merci, Monsieur le magistrat. Je tiens à rappeler à cette assemblée que j'ai clos la liste des intervenants avec M. Pierre Gauthier il y a environ une demi-heure; je l'ai clairement dit, et assez fort. J'ai vu que d'autres intervenants se sont inscrits, mais ils ne pourront pas prendre la parole...

M. Pierre Rumo (EàG). Ma question s'adresse également à M. Sami Kanaan. Il y a quelques mois, j'avais déposé une question écrite sur l'avenir du local situé à l'arrêt TPG du rond-point de Plainpalais. Dans sa réponse, le Conseil administratif m'avait indiqué que la Ville de Genève – et je pense plus précisément votre

département – devait réexaminer d’ici à la fin 2013 la question du renouvellement de la convention la liant au collectif Zabriskie Point, qui s’occupe des expositions mensuelles. Elles ne sont d’ailleurs pas toutes d’un intérêt artistique évident – mais c’est mon avis personnel. Nous sommes en février 2014; qu’est-il advenu de cette convention?

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Nous avons prolongé la convention avec Zabriskie Point. Nous avons aussi tiré les leçons des expériences passées. Effectivement, il y a un côté expérimental de l’art contemporain sur l’espace public à explorer. On a eu le célèbre exemple «équin» du congé de Pâques 2013 – un peu trop médiatisé, d’ailleurs... Il faut peut-être faire un peu plus d’accompagnement, de pédagogie et donner davantage d’explications, car le but de cette expérience, finalement, est que les gens aillent dans un endroit où ils ne s’attendent pas à voir de l’art contemporain et qu’ils aient l’occasion de le découvrir. Cela implique peut-être un peu plus de pédagogie et d’obligations que ce qui avait prévalu jusque-là. L’association en a bien pris note, et on devrait prolonger l’expérience jusqu’à la fin de 2014. On fera un bilan à ce moment-là.

M. Javier Brandon (S). Ma question s’adresse à M. Guillaume Barazzone. Des habitants du quartier des Acacias m’ont récemment interpellé en raison du tapage nocturne occasionné, ces derniers temps, tous les samedis et dimanches matin par la présence de la discothèque Monte Cristo. Les habitants en ont un peu marre parce qu’ils n’arrivent plus à dormir. Ma question est la suivante: que pouvez-vous faire, en lien avec la police cantonale, pour remédier à cette situation afin que les gens puissent dormir?

M. Guillaume Barazzone, conseiller administratif. Vous soulevez la question extrêmement problématique des nuisances sonores que vivent un grand nombre d’habitants de la ville de Genève, en particulier la nuit, et qui sont dues notamment aux établissements nocturnes. Vous citez un établissement malheureusement bien connu des services de police, qui se situe d’ailleurs à la lisière de la limite entre la Ville de Genève et la Ville de Carouge. Que pouvons-nous faire? Vous savez que nous n’accordons pas d’autorisation d’exploiter les bars ou les boîtes de nuit; nous ne sommes compétents que pour octroyer l’autorisation d’exploiter des terrasses.

Dans le cas particulier, la seule chose que nous puissions faire est d’envoyer les policiers municipaux sur le terrain pour calmer le jeu à la sortie de cette boîte de nuit. Le problème est que la boîte de nuit ferme à 6 h du matin et que les agents de la police municipale travaillent jusqu’à 3 h. Vous savez qu’ils travaillaient par

le passé jusqu'à minuit et que j'ai décidé, en fonction des effectifs à disposition – les moyens étant pour l'instant encore limités – d'élargir ces horaires jusqu'à 3 h.

Cela dit, j'ai rencontré la semaine dernière ma collègue Stéphanie Lammar, en charge de la police municipale de Carouge, qui a la chance de bénéficier d'un corps de police qui travaille toute la nuit. Nous sommes convenus que nous pourrions collaborer, dans le cas précis, notamment pour faire en sorte de calmer le jeu aux horaires où la boîte de nuit pose vraiment le plus de problèmes, c'est-à-dire entre 2 h et 5 h du matin. Je ne nie pas qu'il y ait des problèmes plus tôt, mais ils se posent plus particulièrement à ce moment-là. Voilà ce que nous pouvons faire. Et puis, bien évidemment, il y a la police cantonale, qui vient en soutien de l'action de la police municipale.

Je ne souhaite pas répondre à sa place, mais il y a des choses que le Canton peut faire, notamment sur la question de l'autorisation d'exploiter, puisqu'un certain nombre de conditions doivent être respectées, notamment d'insonorisation. Et l'Etat a tout simplement le loisir, si la situation dégénère – et je sais que c'est malheureusement le cas à cet endroit – de notifier un avertissement au patron de l'établissement. Si l'avertissement n'est pas suivi d'effets, il peut alors éventuellement supprimer l'autorisation d'exploiter, et c'est l'*ultima ratio*.

Nous essayons, quant à nous, de faire ce que nous pouvons à notre échelle, à savoir envoyer la police municipale. Mais nous ne pouvons pas tout régler. Nous n'avons pas la baguette magique, nous avons besoin du Canton. Sachez que nous parlons désormais entre autorités communales et cantonales pour régler cette problématique, qui ne concerne malheureusement pas que le cas d'espèce mais qui est générale en ville. Les gens veulent dormir; malheureusement ils n'y arrivent pas en raison des trop fortes nuisances.

M^{me} Maria Vittoria Romano (S). Ma question s'adresse à M. Pagani et concerne l'écoquartier Jonction, construit sur l'ancien site d'Artamis. On a pu lire dans la presse qu'on avait découvert des poches importantes d'hydrocarbures et qu'il y avait un problème pour poursuivre la dépollution du site. J'aimerais d'une part connaître le *timing*, d'autre part les coûts, puisque vous ne savez apparemment pas qui paiera pour ce travail de dépollution.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. C'est extrêmement complexe pour vous répondre, Madame la conseillère municipale, mais j'essaierai d'être très synthétique. Nous avons, en effet, découvert de nouvelles poches de pollution. Notre Conseil, et moi en particulier, avons décidé de ne pas creuser jusqu'au socle aquifère, c'est-à-dire jusqu'au niveau où la pollution ne peut plus entrer dans la

mollasse. Pour économiser de l'argent, nous avons décidé de descendre jusqu'à 4 m, jusqu'à 8 m même, dans un certain secteur. Le budget pour nettoyer complètement jusqu'à la mollasse se situait dans une fourchette de 70 à 80 millions de francs; jusqu'à présent, nous nous en sommes sortis – je le dis de tête – pour 56 millions. Nous avons mis 56 millions pour dépolluer ce terrain, montant qui ne sera pas répercuté dans les plans financiers – et heureusement! – parce que nous n'aurions plus la possibilité de construire du logement, encore moins du logement social.

Nous avons malheureusement trouvé une nouvelle poche de pollution à 4 m, et celle-ci devra faire l'objet d'une proposition du Conseil administratif. Cela dit, le Canton et la Confédération ne jouent pas le jeu. Si nous avons dépollué tout d'un coup, en prévenant le risque, évident pour tout le monde, que la nappe phréatique descende dans le Rhône, tout le monde aurait dû passer à la caisse... Or, le Canton, plus exactement le Service de géologie, sols et déchets (GES-DEC), dit maintenant que cette nappe est stagnante, qu'elle ne crée pas de risque pour le Rhône et qu'en conséquence c'est au propriétaire des terrains de payer. On est donc bloqué par la Fondation des parkings pour la rampe d'accès au parking, car l'Etat est propriétaire et il ne veut pas payer, et pour nos entrepôts nous sommes bloqués sur notre terrain pour construire les entrepôts de l'ensemble de nos musées et 100 logements. On essaie de trouver une solution en discutant avec le Canton à la faveur du nouveau Conseil d'Etat. Cela ne sera pas facile, mais nous espérons pouvoir faire en sorte que le chantier ne soit pas bloqué. C'est quand même 300 logements qui sont «en jeu» – enfin, entre guillemets – puisque le bâtiment de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS) a quant à lui démarré. Je remercie encore une fois les personnes de la FVGLS qui siègent dans cette enceinte d'avoir au moins fait démarrer un immeuble de 100 logements.

M. Pierre Gauthier (EàG). A la suite d'un concours, la gérance du restaurant La Potinière a été attribuée. Or, malgré cette attribution, qui date de l'automne 2013, La Potinière est toujours fermée au public. Avec le retour des beaux jours, peut-on espérer que ce lieu ouvre bientôt?

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Oui, Monsieur Gauthier, nous avons imaginé une attribution, mais nous avons rouvert le concours sur l'attribution de La Potinière pour la simple et bonne raison que les personnes qui avaient postulé et qui, potentiellement, auraient pu avoir le bail se sont séparées entre le moment de la désignation et celui de la signature du bail. *In fine*, au lieu d'avoir un couple de repreneurs, nous nous serions retrouvés avec une seule personne, qui souhaitait le

bail à son nom. Cela ne correspondait plus au projet d'origine. J'ai donc proposé au Conseil administratif de rouvrir la procédure d'attribution pour ce lieu. Libre à quiconque de se présenter. La personne qui aurait souhaité reprendre le bail s'est d'ailleurs représentée en son nom propre avec un concept différent.

Une commission d'attribution s'est réunie avec deux représentants de départements, M^{me} Bietenhader, de la Gérance immobilière municipale, pour mon département, et M^{me} Keller, pour le département de M. Kanaan, puisqu'il y a un volet culturel dans cet établissement. Elles ont fait leur travail d'évaluation des dossiers. Je soumettrai prochainement une note au Conseil administratif pour qu'il redéfinisse sa position sur la société à responsabilité limitée, ou sur l'individu qui obtiendra cet établissement public de la Ville de Genève. Il devrait donc rouvrir très prochainement; en tout cas, c'est le souhait du Conseil administratif.

Le président. Merci, Madame la maire. Nous passons maintenant au vote des motions d'ordonnancement, pour la plupart des urgences. Il y en a onze. (*Exclamations.*) Eh oui, ce n'est pas moi qui les ai écrites... Je vous rappelle la procédure de vote: la parole sera donnée pendant une minute au groupe ou au conseiller administratif qui l'a déposée. Ensuite, la parole sera donnée pendant une autre minute au groupe ou au conseiller administratif qui souhaite s'exprimer. Suite à cela, je mettrai aux voix l'acceptation ou le refus de la motion d'ordonnancement. Si elle est acceptée, l'objet sera traité ultérieurement; si elle ne l'est pas, on n'en parle plus... Je vous rappelle que vous avez toutes et tous reçu les documents. Je vous avais promis, au début de ma présidence, que nous travaillerions avec des documents remis.

Nous sommes saisis d'une première motion d'ordonnancement de M. Pagani, qui demande d'inscrire à notre ordre du jour et de traiter en urgence la proposition PR-1064 du Conseil administratif du 26 février 2014 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 635 000 francs destiné à l'acquisition par l'exercice du droit de préemption de la Ville de Genève dans le cadre de la vente de la parcelle N° 1473 de la commune de Genève, section Plainpalais, d'une surface de 377 m², sise chemin de Ternier 3, par M. Jean-Paul Gargantini à Développement Acacias Société en commandite de placements collectifs. Monsieur le magistrat, vous avez la parole.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, j'ai vu transiter un certain nombre de courriels selon lesquels plusieurs parmi vous étaient une fois de plus étonnés de la procédure, qu'ils jugent un peu cavalière. Je vous prie de m'en excuser, mais nous sommes devant des délais impératifs en ce qui concerne le droit de préemption. La loi ayant changé, les délais judiciaires ne se suspendent plus, et le droit de préemp-

tion doit malheureusement être exercé dans les trente jours après la notification par l'Etat. Nous nous étions mis d'accord pour que l'Etat préempte pour avoir un pied dans ce projet Praille-Acacias-Vernets, dans l'un des projets qui pouvaient peut-être démarrer rapidement, avec le soutien des autorités. Il y a eu un pataquès au niveau de l'Etat, et nous nous retrouvons dans la situation de devoir vous prier humblement ce soir de faire droit à notre demande, en tout cas pour que je puisse vous exposer cette situation de préemption dans le projet Praille-Acacias-Vernets.

Je vous rappelle que nous devons réaménager trois quartiers dans les vingt à trente ans. C'est pourquoi il faut que nous ayons un pied dans ce projet, non seulement comme aménagiste, mais aussi comme propriétaire. Je vous demande de faire droit à cette motion d'ordonnancement.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la proposition PR-1064 est acceptée par 54 oui contre 16 non (1 abstention).

Le président. Je rappelle également que la commission des finances se réunira à 19 h, car M. le magistrat Rémy Pagani voudrait dire encore quelques mots à ladite commission, d'entente avec son président.

Nous sommes saisis d'une deuxième motion d'ordonnancement demandant d'inscrire à notre ordre du jour et de traiter en urgence la motion M-1113 du 25 février 2014 de M^{mes} et MM. Pierre Vanek, Olivier Baud, Vera Figurek, Pierre Gauthier, Morten Gisselbaek, Maria Pérez, Pierre Rumo, Brigitte Studer, Salika Wenger et Christian Zaugg: «Naxoo est à nous!», un message à entendre et une responsabilité à assumer». Je donne la parole à M. Pierre Vanek.

M. Pierre Vanek (EàG). Merci de me donner la parole, Monsieur le président. Tout est dans le titre! Le souverain, les habitants, les citoyens se sont prononcés sur la privatisation qui était envisagée, la vente des actions de la part majoritaire que nous avons dans la société 022 Télégénève SA. Ces actions sont désormais conservées au patrimoine administratif de la Ville de Genève. Il s'agit maintenant de prendre acte du message qui a été envoyé par la population, de faire un état des lieux technique et juridique de la situation de cette entreprise qui a subi ces assauts, et des problèmes liés à la volonté de la transférer à UPC Cablecom. Il faut élaborer un plan d'action à court, moyen et long terme pour que la Ville défende ses intérêts et ceux de ses habitants, et se conforme au message démocratique qui lui a été envoyé.

De ce point de vue, la motion ne préjuge en aucune manière des orientations qu'il s'agit de donner. Mais elle demande au Conseil administratif de se sortir les

pouces et de s'occuper sérieusement de cette entreprise, de donner des orientations, de nous les soumettre, et de faire preuve de transparence, ce qui a douloureusement manqué dans ce dossier jusqu'à maintenant. Je vous invite donc, en effet, à voter l'inscription à l'ordre du jour et le traitement en urgence de cette motion.

Le président. Bien, Monsieur Vanek. Je donne la parole à M^{me} la maire pour qu'elle rétorque ou donne sa position.

M^{me} Sandrine Salerno, maire. «De se sortir les pouces...» C'était particulièrement bien imagé de la part de M. Vanek. Je rappellerai quand même que nous ne sommes pas seuls dans cette société anonyme, même si elle nous appartient à 51%. Vous avez un autre actionnaire, qui est certes minoritaire, mais il l'est quand même à 49%. Et nous avons bien entendu le message de la population le 9 février... Je pense, Mesdames et Messieurs, que si vous voulez préserver les intérêts de la société, et notamment des personnes qui y travaillent, il est largement temps de faire descendre un peu la pression sur cette société, qui a particulièrement été chahutée, notamment par les référendaires et par le nombre de propos parfois erronés ou tronqués qu'ils ont véhiculés au sein de l'entreprise.

La meilleure façon de tuer une entreprise, de la déstabiliser, d'y créer un climat social délétère, pour celles et ceux qui sont dans le monde de l'entreprise, c'est de continuer à en débattre publiquement en avançant à peu près tout et n'importe quoi sur sa santé. Je vous rappelle quand même que nombreux sont les groupes dans cette enceinte qui ont des représentants au sein du conseil d'administration de 022 Télégenève SA. Le Conseil administratif y a deux représentants; vous en avez bien plus, Mesdames et Messieurs. Franchement, en tant que membre du Conseil administratif, je vous appelle à vous calmer sur ce dossier et à poser des questions, si vous en avez, en commission des finances, notamment lorsque vous étudierez les comptes de mon département. Pour le reste, évitez de trop vous agiter car, à trop le faire, c'est l'entreprise que vous tuerez. En définitive, la meilleure façon de la tuer – alors que relativement peu de personnes y travaillent – est qu'elle fasse la une des journaux et qu'elle ait de potentiels «plans d'action à court et moyen terme» que la Ville définirait seule alors qu'elle n'en est actionnaire qu'à 51%.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1113 est acceptée par 33 oui contre 28 non (2 abstentions).

Le président. La troisième motion d'ordonnancement, déposée par M. Simon Brandt, demande d'inscrire à notre ordre du jour et de renvoyer à la commission

des finances la motion M-1114 du 25 février 2014 de MM. Simon Brandt, Eric Bertinat et Claude Jeanneret: «Naxoo: décryptons la gestion du Conseil administratif». Je donne la parole à M. Simon Brandt.

M. Simon Brandt (LR). Merci, Monsieur le président. Mesdames et Messieurs, chers collègues, le but de cette motion est de donner mandat à la commission des finances d'analyser ce qui s'est passé dans la gestion du dossier Naxoo pour aboutir au refus populaire d'il y a un mois, notamment la rupture de collégialité de M. Pagani, la communication catastrophique ou encore le transfert du fichier clients. Cette motion vise aussi à comprendre quel sera l'avenir de la société Naxoo et à permettre ainsi à la direction de l'entreprise, aux services de M^{me} Salerno et à toutes les personnes impliquées dans ce dossier de venir expliquer à ce Conseil municipal ce que l'on va faire maintenant que la société reste en mains de la Ville.

M^{me} Salerno nous dit de ne pas faire de bruit, de la laisser travailler... Nous avons fait cela à l'époque. Résultat: la population a refusé la vente. Il est grand temps que le Conseil municipal se mêle un peu plus de ce dossier et qu'il entende le Conseil administratif en commission, qu'il lui dise pourquoi il a géré cette affaire aussi mal et surtout ce qu'il compte faire maintenant pour sauver les meubles.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1114 est acceptée par 33 oui contre 24 non (9 abstentions).

Le président. La quatrième motion d'ordonnancement, déposée par M. Eric Bertinat, demande de traiter en urgence la motion M-1061, déjà inscrite à notre ordre du jour. Je donne la parole à M. Eric Bertinat.

M. Eric Bertinat (UDC). Chers collègues, nous sommes à une année des élections municipales... (*Remarque de M. Holenweg.*) Je ne suis pas sûr que vous l'ayez remarqué, mais si c'est le cas, vous allez soutenir mon urgence... La population a majoritairement accordé le droit de vote aux étrangers au niveau communal. Le service après-vente proposé par la gauche est inexistant. Les étrangers à qui l'on a accordé ce droit de vote n'ont reçu aucune information; ils ne savent absolument pas comment tout cela fonctionne.

Nous demandons, à travers notre motion – et c'est la raison pour laquelle il y a urgence – que le Conseil administratif entame un travail d'information, aussi bien auprès des étrangers que des Genevois, d'ailleurs, puisque 50% des Genevois

n'ont pas voté lors des dernières élections. Pour l'Union démocratique du centre, il est urgent d'entreprendre ce travail pour trouver des solutions acceptables.

Le président. Merci, Monsieur Bertinat. Le Conseil administratif n'intervient pas...

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1061 est refusée par 43 non contre 26 oui (3 abstentions).

Le président. La cinquième motion d'ordonnancement, déposée par MM. Daniel Sormanni et Pascal Spuhler, demande de traiter en urgence l'interpellation orale IO-249, déjà inscrite à notre ordre du jour. Je donne la parole à M. Daniel Sormanni.

M. Daniel Sormanni (MCG). Merci, Monsieur le président. Chers collègues, compte tenu du fait que les deux motions dont nous venons d'accepter l'urgence ont également trait à ce sujet, je pense que l'interpellation orale pourra être traitée en même temps. Je vous rappelle qu'il y a aussi, sur le même sujet, la motion M-1111 que j'avais déposée en urgence le 16 janvier. Je vous invite donc à soutenir cette motion d'ordonnancement et à traiter ces objets en un seul point.

Le président. Merci, Monsieur Sormanni. Le Conseil administratif n'intervient pas...

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur l'interpellation orale IO-249 est acceptée par 33 oui contre 32 non (5 abstentions).

Le président. La sixième motion d'ordonnancement, déposée par MM. Daniel Sormanni et Pascal Spuhler, demande de traiter en urgence la motion M-1111, déjà inscrite à notre ordre du jour. Je donne la parole à M. Daniel Sormanni.

M. Daniel Sormanni (MCG). Comme je l'ai dit tout à l'heure, cette motion traite de la problématique de Naxoo. Une bonne partie de ses invites restent tout à fait d'actualité. Il convient de faire le point sur cette société pour en assurer

l'avenir. Mais ce n'est ni les référendaires ni ceux qui ont émis un certain nombre de critiques sur les procédures qui ont mis en danger Naxoo... C'est bel et bien la tentative de vente et tout ce qui s'est passé à ce moment-là. Je pense que cela mérite d'être éclairci une fois pour toutes, afin d'assurer la pérennité de cette entreprise, puisqu'elle reste en mains de la Ville de Genève.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1111 est acceptée par 36 oui contre 32 non (1 abstention).

Le président. La septième motion d'ordonnancement, déposée par MM. Daniel Sormanni et Pascal Spuhler, demande de traiter en urgence le projet de délibération PRD-76, déjà inscrit à notre ordre du jour. Je donne la parole à M. Daniel Sormanni.

M. Daniel Sormanni (MCG). Je pense que cette problématique reste d'actualité, et qu'il serait bon que nous ayons une discussion de façon à l'expurger enfin. Il faut que nous puissions en discuter au Conseil municipal en dialoguant avec le Conseil administratif, afin de mettre à plat la manière dont cette négociation, cette discussion et ce financement de la Fondation de prévoyance intercommunale de droit public de la Ville de Genève, des Services industriels de Genève et des communes genevoises affiliées, ainsi que d'autres employeurs affiliés conventionnellement (CAP Prévoyance), ont été amenés à la commission des finances puis au Conseil municipal. C'est la raison pour laquelle je vous invite à accepter cette motion d'ordonnancement. Ayons une fois cette discussion! Nous pourrions ensuite clore le débat...

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Nous pouvons avoir cette discussion à l'infini! Nous l'avons déjà eue de nombreuses fois au parlement; nous l'avons eue en commission des finances! Je vous rappelle que vous avez validé il y a bientôt une année, jour pour jour, le versement des 120 millions de francs à CAP Prévoyance. Ils ont été versés au 31 décembre 2013. Alors, Monsieur Sormanni, je comprends que vous ayez envie, vu le peu de points à l'ordre du jour, de revenir cinq, six, sept, huit ou dix fois sur le même point, mais je pense que cela n'a pas grand intérêt, vu le nombre de fois où nous en avons débattu et que le versement a déjà été fait. Je vous rappelle qu'il a eu lieu il y a près de deux mois, pour la Ville, mais aussi pour l'ensemble des autres communes.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le projet de délibération PRD-76 est refusée par 56 non contre 15 oui.

Le président. La huitième motion d'ordonnancement, déposée par MM. Daniel Sormanni et Pascal Spuhler, demande d'inscrire à notre ordre du jour et de traiter en urgence la motion M-1115 du 25 février 2014 de M^{mes} et MM. Pascal Spuhler, Carlos Medeiros, Daniel Sormanni, Daniel-Dany Pastore, Mireille Luiset, Jean-Philippe Haas, Laurent Leisi, Danièle Magnin, Sandra Golay, Claude Jeanneret, Eric Bertinat, Adrien Genecand, Marie Barbey, Sandrine Burger, Sophie Courvoisier et Rémy Burri: «Pour la démolition et la reconstruction du 37, rue de la Servette». Je donne la parole à M. Pascal Spuhler.

M. Pascal Spuhler (MCG). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, cette motion M-1115 – que beaucoup, d'ailleurs, ont signée – demande que la Ville retire les deux recours qu'elle a déposés concernant la démolition-reconstruction du 37, rue de la Servette et qui ont été publiés dans la *Feuille d'avis officielle* du 24 janvier 2014. Cet immeuble appartient à la Fondation HBM Jean Dutoit, qui construit des logements sociaux, des logements d'utilité publique (LUP), en l'occurrence. Contrairement à ce que prétendait M. Pagani tout à l'heure, dans sa réponse à une question orale posée par nos collègues du Parti libéral-radical, l'immeuble actuel est complètement délabré. Il ne mérite qu'une chose, c'est d'être démolit et reconstruit pour y faire des appartements.

Aujourd'hui, l'immeuble contient 13 logements et 38 pièces; la Fondation Jean Dutoit propose de faire 21 logements et 77 pièces. Il y a peut-être un quatre-pièces à 800 francs, mais l'appartement en question est totalement insalubre et précaire. Il faudrait absolument refaire cet immeuble. Sa démolition-reconstruction, comme tout le monde le sait, est d'ailleurs beaucoup plus économique qu'une rénovation-surélévation. Aujourd'hui, la loi sur les ensembles d'immeubles n'est de toute façon pas respectée... Il n'y a donc pas de sens de s'opposer à cette autorisation de déconstruction.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1115 est acceptée par 50 oui contre 21 non (1 abstention).

Le président. La neuvième motion d'ordonnancement, déposée par MM. Daniel Sormanni et Pascal Spuhler, demande d'inscrire à notre ordre du jour et de traiter en urgence la motion M-1116 du 25 février 2014 de M^{mes} et MM. Marie Barbey, Adrien Genecand, Eric Bertinat, Pascal Spuhler, Daniel-Dany Pastore, Carlos Medeiros, Danièle Magnin et Claude Jeanneret: «Pour un audit de fonctionnement et d'efficacité des UAC». Je donne la parole à M. Pascal Spuhler.

M. Pascal Spuhler (MCG). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, nous avons proposé au budget 2014 – telle était en tout cas l'envie des

groupes de la «non-gauche» – de réduire la ligne de fonctionnement des Unités d'action communautaire (UAC), car nous avons effectivement un doute quant à leur efficacité et à leur fonctionnement. Nous avons proposé de maintenir cette ligne budgétaire durant six mois et de faire faire un audit sur son activité. Cela a été refusé, on ne va pas revenir là-dessus. Simplement, la question reste posée: que font les UAC? Sont-elles bien efficaces? Est-ce bien ce que demande la population? Toutes ces UAC, telles qu'elles sont réparties aujourd'hui en ville de Genève, sont-elles nécessaires? Nous aimerions effectivement un audit dans les plus brefs délais. Nous avons écrit au 30 juin, mais on pourrait éventuellement repousser ce délai au 30 septembre, ce n'est pas un problème. Nous aimerions surtout savoir où va notre argent, à quoi il sert et à quoi servent les UAC. *(Remarque de M. Gauthier.)*

Le président. C'est une personne pendant une minute. Monsieur Gauthier, vous n'avez pas la parole, nous sommes en procédure de vote.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1116 est acceptée par 38 oui contre 34 non.

(Remarque de M. Gauthier.)

Le président. Monsieur Gauthier, qu'est-ce qui se passe?

M. Pierre Gauthier (EàG). Monsieur le président, chères et chers collègues, les deux objets dont nous venons de voter l'urgence ne sont pas des résolutions, mais des motions. *(Corrigé au Mémorial.)* Une résolution est une déclaration du Conseil municipal; ce n'est pas une invite demandant au Conseil administratif d'agir ou de ne pas agir. Il serait quand même relativement bien que chacun rédige les objets en fonction de leur destination et de leurs objectifs, et non pas en fonction de la signification apparente du terme «résolution». Soyons résolus, Mesdames et Messieurs, à écrire des objets correspondant à notre règlement...

Le président. Merci, Monsieur Gauthier, le bureau prend acte de votre remarque. Nous passons à la dixième motion d'ordonnancement. Elle a été déposée par MM. Daniel Sormanni et Pascal Spuhler. Elle demande d'inscrire à notre ordre du jour et de traiter en urgence la motion M-1117 du 25 février 2014 de M^{mes} et MM. Pascal Spuhler, Carlos Medeiros, Daniel Sormanni, Sandra Golay, Mireille Luiset, Danièle Magnin, Laurent Leisi, Claude Jeanneret, Daniel-Dany

Pastore et Jean-Philippe Haas: «Fitness des Vernets, changement de pratique, pourquoi?» Je donne la parole à M. Pascal Spuhler.

M. Pascal Spuhler (MCG). Cette motion concerne le fitness des Vernets, c'est-à-dire la petite salle de sport qui est mise à la disposition de la population pour une modeste cotisation mensuelle. Ce fitness était fréquenté par 350 à 400 personnes. Elles utilisaient ces installations à bien plaisir avec une possibilité de renouvellement de l'abonnement à n'importe quel moment dans le mois, de six mois en six mois ou de trois mois en trois mois. Au mois de novembre, le centre sportif a refusé le renouvellement des abonnements, pour motif de sécurité, parce qu'il y aurait eu des bagarres avec des jeunes à l'intérieur du fitness. Tous les utilisateurs, principalement des personnes âgées, se sont retrouvés sans abonnement et ne peuvent plus aller au fitness. La seule possibilité d'obtenir un abonnement était de se présenter le 1^{er} décembre entre 9 h et 10 h, date à laquelle 50 misérables abonnements ont été distribués. Je vous prie donc de bien comprendre, Mesdames et Messieurs, que si 50 abonnements ont été distribués, cela signifie que 300 à 350 personnes se sont retrouvées sans abonnement et ne peuvent plus profiter de ces installations.

Par cette motion, nous voulons avoir une explication sur la décision du centre sportif des Vernets, et nous voulons que celui-ci revienne sur sa décision. Je sais qu'il y a eu un petit revirement, car près de 150 abonnements ont finalement été distribués. Mais cela ne contente toujours pas les 200 ou 300 autres personnes qui en sont malheureusement toujours privées et qui ne peuvent pas fréquenter ce fitness, qui nous paraît utile à la population, puisqu'il est spécifiquement destiné aux personnes âgées.

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Je remercie le Mouvement citoyens genevois de se préoccuper de la question du fitness des Vernets. Il a effectivement connu quelques péripéties en fin d'année 2013. Nous avons dû prendre des mesures urgentes parce qu'il y a eu des problèmes de sécurité. Nous avons même dû faire intervenir la gendarmerie cantonale parce qu'il y a eu des problèmes de trafic. Ces problèmes sont réglés. Nous avons dû serrer la vis, un peu trop, c'est vrai... Depuis, nous avons ouvert un peu le jeu – il y a désormais 150 abonnements mensuels et non plus 50.

Nous avons reçu le Groupement des utilisateurs des Vernets, les «bons usagers», ceux qui font vraiment du sport de manière tout à fait correcte. De ce point de vue, l'urgence n'est plus avérée. Si le Conseil municipal souhaite des éclaircissements plus complets entre aujourd'hui et demain, il n'y a pas de souci, mais sachez, pour vous rassurer, que je vais bientôt à la commission des sports. Si

l'urgence n'était pas votée ce soir, je pourrais également y donner des éclaircissements. En tout cas, la situation est à nouveau sous contrôle.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1117 est refusée par 43 non contre 20 oui (8 abstentions.)

Le président. La onzième et dernière motion d'ordonnancement, déposée par M. Alexandre Wisard, demande d'inscrire à notre ordre du jour et de traiter en urgence la motion M-1118 du 25 février 2014 de M^{mes} et MM. Alexandre Wisard, Catherine Thobellem, Antoine Maulini, Anne Moratti, Eric Bertinat, Marc-André Rudaz, Daniel Sormanni et Pascal Spuhler: «Pour l'installation d'un village sport + familles au Port Noir». Je donne la parole à M. Alexandre Wisard.

M. Alexandre Wisard (Ve). Je trouve que c'est un projet enthousiasmant. On a un entrepreneur à Genève qui a organisé OrangeCinéma l'été passé, vous avez vu la structure... Il se propose de faire la même chose cette année et d'installer cette structure un mois plus tôt pour la mettre gratuitement à la disposition de la population, qui pourra regarder les matches de football du Mondial et soutenir l'équipe nationale. Vous comprendrez que s'il faut organiser tout cela pour le mois de juin, puisque le Mondial commence le 12 juin, c'est tout soudain qu'il faut prendre une décision. Merci donc de donner un accueil favorable à cette motion d'ordonnancement.

M. Guillaume Barazzone, conseiller administratif. Il est assez urgent, en effet, de décider sur cette question, mais c'est de la compétence du Conseil administratif... Cela dit, j'aimerais répondre de la manière suivante aux points que vous mentionnez dans vos considérants.

Le président. Sur l'urgence, Monsieur le conseiller administratif.

M. Guillaume Barazzone, conseiller administratif. Je vous explique pourquoi, à mon avis, il ne faut pas forcément voter cette motion d'ordonnancement maintenant. S'agissant de la Fan Zone du Mondial, la décision du Conseil administratif a déjà été prise; il n'y a plus de décision à prendre en tant que telle. La Fan Zone se situera aux Vernets, pour des raisons d'organisation et de sécurité. S'agissant de l'association GE200.CH, je me suis renseigné, puisque Sami Kanaan et moi-

même, nous sommes au comité; elle ne souhaite pas organiser de manifestation à cette période de l'année, avec cette personne-là en particulier. Je voulais simplement donner ces informations au Conseil municipal, qui décidera en toute légitimité.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1118 est refusée par 43 non contre 28 oui.

Le président. Ce n'est pas terminé. Nous finirons à 19 h 5 et nous reviendrons à 20 h 35. Vous aurez l'heure et demie prévue... Il y a encore une motion d'ordre qui nous facilitera le travail. Elle a été déposée par Pierre Gauthier, d'Ensemble à gauche, et elle demande de lier les objets sur Naxoo dont nous avons accepté l'urgence ce soir, c'est-à-dire les motions M-1111, M-1113, M-1114 et l'interpellation IO-249.

Mise aux voix, la motion d'ordre est acceptée à l'unanimité (67 oui).

5. Liste des objets en suspens arrêtée au 28 janvier 2014 (D-12).

Table des matières

Bureau du Conseil municipal	4100
Questions écrites	
Commission Agenda 21	4101
Motions	
Commission de contrôle de gestion	4102
Motions	
Commission de l'aménagement et de l'environnement	4103
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Propositions CA au CM	
Résolutions	
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse	4115
Divers (CM)	
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Propositions CA au CM	
Résolutions	
Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication	4122
Divers (CM)	
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Propositions CA au CM	
Résolutions	
Commission des arts et de la culture	4129
Divers (CM)	
Motions	
Propositions CA au CM	
Résolutions	
Commission des finances	4135
Divers (CM)	
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	

Propositions CA au CM	
Résolutions	
Commission des pétitions	4148
Pétitions	
Commission des sports	4154
Divers (CM)	
Motions	
Commission des travaux et des constructions	4157
Divers (CM)	
Motions	
Pétitions	
Projets de délibérations	
Propositions CA au CM	
Résolutions	
Commission du logement	4166
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Commission du règlement	4169
Initiatives municipales	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Grand Conseil	4173
Motions	
Département des Autorités	4174
Interpellations écrites	
Motions	
Questions écrites	
Département N° 1 Finances et logement – M^{me} Sandrine Salerno	4175
Motions	
Questions écrites	
Département N° 2 Constructions et aménagement – M. Rémy Pagani	4177
Interpellations écrites	
Motions	
Pétitions	
Projets de délibérations	
Questions écrites	
Département N° 3 Culture et sport – M. Sami Kanaan	4183
Interpellations écrites	
Motions	
Pétitions	
Questions écrites	

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 2014 (après-midi)
Liste des objets en suspens

4099

Département N° 4 Environnement urbain et sécurité – M. Guillaume Barazzone	4187
Questions écrites	
Département N° 5 Cohésion sociale et solidarité – M^{me} Esther Alder	4188
Motions	
Pétitions	
Conseil administratif	4193
Pétitions	
Questions écrites	

4100

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 2014 (après-midi)
Liste des objets en suspens

Bureau du Conseil municipal

Questions écrites

QE-307 (166) Question écrite du 18 mai 2009 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli et Alexandre Chevalier: «Fonctionnement du bureau du Conseil municipal et frais inhérents».

❖ Renvoi en commission: 18.05.2009

Commission Agenda 21

Motions

- M-509 (162) Motion de M^{mes} Liliane Johner, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, MM. Alain Dupraz et Pierre Rumo: «Label de qualité sociale».
- ❖ Renvoi en commission: 21.02.2005
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CA21)
 - ❖ Vote commission: 17.01.2007
- M-705 (165) Motion du 17 septembre 2007 de M^{mes} Marguerite Contat Hickel, Anne Moratti Jung, Anne Pictet, Claudia Heberlein Simonett, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger, Sarah Klopmann, Sophie de Weck Haddad, MM. Alexandre Wisard, Alpha Dramé, Gilles Garazi, Mathias Buschbeck, Philippe Cottet et Yves de Matteis: «Pour une politique cohérente de coopération au développement».
- ❖ Renvoi en commission: 21.01.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Hélène Ecuyer (CA21)
 - ❖ Vote commission: 25.06.2009
- M-795 (165) Motion du 28 avril 2008 de M^{mes} Anne Pictet, Sandrine Burger et M. Alexandre Wisard: «FSC: pour une gestion exemplaire et durable de nos forêts».
- ❖ Renvoi en commission: 26.11.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Ariane Arlotti (CA21)
 - ❖ Vote commission: 04.02.2010
- M-876 (167) Motion du 10 juin 2009 de MM. Alpha Dramé, Marc Dalphin, Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, Mathias Buschbeck, Miguel Limpo, M^{mes} Anne Moratti Jung, Valérie Bourquin, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Florence Kraft-Babel, Anne-Marie Gisler, Maria Pérez, MM. Alain de Kalbermatten, Simon Brandt, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Christian Zaugg, Pierre Rumo, Olivier Tauxe et Sylvain Clavel: «Pour un parc éco-industriel ou un écosite sur le site de Châtelaine».
- ❖ Renvoi en commission: 23.06.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Hélène Ecuyer (CA21)
 - ❖ Vote commission: 06.05.2010

Commission de contrôle de gestion**Motions**

- M-619 (163) Motion du 17 mai 2006 de M^{mes} Hélène Ecuyer, Nelly Hartlieb, Frédérique Perler-Isaaz, Annina Pfund, MM. Alexis Barbey, David Carrillo, Gérard Deshusses, Alpha Dramé, Eric Ischi, André Kaplun, Pierre Maudet, Patrice Reynaud, Lionel Ricou et Christian Zaugg: «Pour l'activation de la commission de contrôle de gestion de la Ville de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 06.06.2006
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CCG)

Commission de l'aménagement et de l'environnement

Motions

- M-392 (156) Motion de M^{mes} Marie Vanek, Catherine Gonzalez-Charvet, MM. Didier Burkhardt et Jean-Pierre Lyon: «Extension des zones piétonnes au centre-ville».
- ❖ Renvoi en commission: 16.06.1999
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Patricia Richard (CAE)
 - ❖ Vote commission: 04.09.2001
 - ❖ Remis au secrétariat: 07.08.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- M-311 (160) Motion de M. Michel Ducret: «Pour un aménagement vert du square de Sainte-Clotilde».
- ❖ Renvoi en commission: 20.11.2002
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Patricia Richard (CAE)
 - ❖ Vote commission: 13.05.2003
 - ❖ Remis au secrétariat: 09.08.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- M-782 (165) Motion du 12 mars 2008 de MM. Thierry Piguët, Christophe Buemi, Patrick Baud-Lavigne, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, M^{mes} Silvia Machado, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Diana Duarte Rizzolio, Christiane Olivier, Annina Pfund et Mary Pallante: «De l'air à la place Dorcière!»
- ❖ Renvoi en commission: 10.11.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CAE)
- M-789 (165) Motion du 12 mars 2008 de MM. Thierry Piguët, Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, M^{mes} Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter et Marie-France Spielmann: «Sur les pavés de la Vieille-Ville (zone piétonne)».

- ❖ Renvoi en commission: 10.11.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CAE)
- ❖ Vote commission: 26.01.2010
- ❖ Remis au secrétariat: 02.12.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014

M-816 (166) Motion du 24 juin 2008 de M^{mes} Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, Patricia Richard, MM. Simon Brandt, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli et Adrien Genecand: «Très petites entreprises, petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries: créons des hôtels d'entreprises pour faciliter leur éclosion!»

- ❖ Renvoi en commission: 17.12.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Casares (CAE)
- ❖ Vote commission: 13.04.2010

M-832 (166) Motion du 5 novembre 2008 de M^{mes} Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, MM. Jean-Charles Lathion, Pascal Rubeli, Jean Sanchez et Jean-Louis Fazio: «Pour une gestion intelligente et sécurisée des flux de trafic sur le parvis de la gare».

- ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Casares (CAE)
- ❖ Vote commission: 02.03.2010

M-901 (167) Motion du 17 février 2010 de MM. Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Miltos Thomaidis, Thierry Piguet, Roger Michel, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, M^{mes} Nicole Valiquier Grecuccio, Corinne Goehner-Da Cruz, Silvia Machado, Andrienne Soutter et Christiane Olivier: «Construisons des bains publics dans le Rhône!»

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CAE)

M-903 (167) Motion du 17 février 2010 de M^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Martine Sumi, Nicole Valiquier Grecuccio, Christiane Olivier, MM. Roger Michel, Christophe Buemi, Endri Gega, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Gérard Deshusses et Thierry Piguet: «Grandes traversées cyclables à Genève».

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Patricia Richard (CAE)

Liste des objets en suspens

- M-924 (167) Motion du 19 mai 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Charlotte Meierhofer, Hélène Ecuyer, Ariane Arlotti, Maria Casares, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Pour soumettre préalablement le plan de site du quartier de Clos-Belmont au Conseil municipal».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-926 (167) Motion du 19 mai 2010 de M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Christiane Olivier, Andrienne Soutter, Silvia Machado, Annina Pfund, Corinne Goehner-Da Cruz, Martine Sumi, MM. Christophe Buemi, Miltos Thomaidis, Thierry Piguët, Gérard Deshusses et Roger Michel: «La pointe de la Jonction: encore et toujours».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandrine Burger (CAE)
- M-929 (168) Motion du 9 juin 2010 de M. Mathias Buschbeck, M^{mes} Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Marie-Pierre Theubet, MM. Marc Dalphin, Bayram Bozkurt, M^{me} Anne Moratti Jung, MM. Alpha Dramé, Georges Breguet, M^{me} Frédérique Perler-Isaaz, MM. Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, M^{mes} Sandrine Burger, Valérie Bourquin et M. Alexandre Wisard: «Créons rapidement des places de livraison en ville de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-948 (168) Motion du 3 novembre 2010 de M. Mathias Buschbeck, M^{mes} Sarah Klopmann, Salika Wenger et M. Grégoire Carasso: «Pourquoi pas un cyclocable à Genève?»
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-957 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguët, Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Pierre Rumo, M^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier, Andrienne Soutter, Martine Sumi, Hélène Ecuyer, Salika Wenger, Sandrine Burger, Sarah Klopmann et Claudia Heberlein Simonett: «Pour la prochaine Semaine de la mobilité: que la Ville de Genève se bouge!»
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Casares (CAE)
 - ❖ Vote commission: 29.05.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 22.08.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013

29.10.2013

19.11.2013

21.01.2014

25.02.2014

- M-959 (168) Motion du 19 janvier 2011 de M^{mes} Renate Cornu, Fabienne Aubry Conne, Véronique Latella, MM. Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Rémy Burri et Guy Dossan: «Pour une ville verte, plantons des murs végétalisés».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-962 (168) Motion du 15 février 2011 de M^{mes} Vera Figurek et Salika Wenger: «Encore une fermeture de cinéma au centre-ville!»
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CAE)
 - ❖ Vote commission: 24.04.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 06.11.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
 - 25.02.2014
- M-966 (168) Motion du 16 février 2011 de MM. Georges Queloz, Armand Schweingruber, Pascal Rubeli, Olivier Tauxe, Simon Brandt, Benaouda Belghoul, Alpha Dramé, Christophe Buemi, M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Corinne Goehner-da Cruz, Silvia Machado, Sandrine Burger, Anne Moratti Jung et Odette Saez: «Pour la sécurité des piétons face aux chantiers sur le domaine public.»
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CAE)
- M-979 (169) Motion du 28 juin 2011 de M^{mes} Marie Chappuis, Alexandra Rys, Nicole Valiquier Grecuccio, MM. Michel Chevrolet, Mathias Buschbeck, Julien Cart, Grégoire Carasso, Alberto Velasco, Gary Bennaim, Adrien Genecand, Olivier Fiumelli, Yves Nidegger, Eric Bertinat, Claude Jeanneret et Pascal Spuhler: «Elargissement du pont du Mont-Blanc pour y joindre une piste cyclable: la Ville de Genève veut-elle se passer des fonds privés et publics?»
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-995 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M^{mes} Marie Chappuis, Alexandra Rys, Sandra Golay, MM. Michel Chevrolet, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion et Robert Pattaroni: «Pour se

Liste des objets en suspens

promener en voyant ses pieds (éclairage et sécurité en ville de Genève)».

❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

M-998 (169) Motion du 21 février 2012 de MM. Morten Gisselbaek, Christian Zaugg, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Pierre Vanek, Pierre Rumo, Pierre Gauthier, M^{mes} Brigitte Studer, Maria Pérez, Salika Wenger, Maria Casares, Vera Figurek, Nicole Valiquer Grecuccio, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado et M. Grégoire Carasso: «Oui à l'extension d'une gare! Non à la destruction d'un quartier!»

❖ Renvoi en commission: 21.02.2012

❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CAE)

❖ Vote commission: 02.10.2012

❖ Remis au secrétariat: 04.09.2013

❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013

29.10.2013

19.11.2013

21.01.2014

25.02.2014

M-1002 (169) Motion du 22 février 2012 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Sylvain Thévoz, Michel Chevrolet, Christian Zaugg, Morten Gisselbaek, M^{mes} Sarah Klopmann, Marie Chapuis et Vera Figurek: «Réalisation de l'initiative sur la mobilité douce: un plan d'action!»

❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

❖ Rapporteur[se]: M. Stefan Kristensen (CAE)

❖ Remis au secrétariat: 09.04.2013

❖ Inscription(s) en séance CM: 14.05.2013

04.06.2013

24.06.2013

17.09.2013

08.10.2013

29.10.2013

19.11.2013

21.01.2014

25.02.2014

M-1003 (169) Motion du 21 mars 2012 de M^{mes} Maria Vittoria Romano, Martine Sumi, Nicole Valiquer Grecuccio, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado, Virginie Studemann, Olga Baranova,

Sarah Klopmann, Sandrine Burger, MM. Alberto Velasco, Pascal Holenweg, Sylvain Thévoz, Grégoire Carasso, Morten Gisselbaek et Stefan Kristensen: «Pour quand l'aménagement de la place du Pré-l'Evêque?»

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Brigitte Studer (CAE)
- ❖ Remis au secrétariat: 02.09.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

M-1020 (169) Motion du 18 avril 2012 de M^{mes} Natacha Buffet, Florence Kraft-Babel, Michèle Rouillet, Marie Chappuis, Danièle Magnin, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado, Nicole Valiquer Greccucio, Vera Figurek, MM. Jean-Paul Guisan, Alexandre Chevalier, Jean-Charles Lathion, Michel Chevrolet, Pascal Spuhler et Alberto Velasco: «Les Mouettes, c'est chouette».

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CAE)

M-1029 (169) Motion du 9 mai de M^{mes} Sandrine Burger, Frédérique Perler-Isaaz, Sarah Klopmann, Laurence Fehlmann Rielle, Maria Casares, Vera Figurek, MM. Alexandre Wisard et Stefan Kristensen: «Des potagers urbains (plantages) pour faire fleurir les fruits et légumes, mais aussi le lien social».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

M-1036 (170) Motion du 6 juin 2012 de MM. Adrien Genecand, Vincent Schaller, Alexis Barbey, Stefan Kristensen, Michel Amaudruz, Christo Ivanov, M^{mes} Maria Vittoria Romano, Laurence Fehlmann Rielle, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Marie Barbey et Danièle Magnin: «Elaboration rapide d'un plan localisé de quartier sur le territoire de la caserne des Vernets».

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Vittoria Romano (CAE)
- ❖ Vote commission: 04.12.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 21.05.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 24.06.2013
17.09.2013

Liste des objets en suspens

08.10.2013

29.10.2013

19.11.2013

21.01.2014

25.02.2014

M-1043 (170) Motion du 12 septembre 2012 de MM. Pascal Spuhler, Denis Menoud, Daniel Sormanni, Carlos Medeiros, Daniel-Dany Pastore, Jean-Philippe Haas, Laurent Leisi, Claude Jeanneret, Jean-François Caruso, M^{mes} Mireille Luiset et Danièle Magnin: «Stop aux conteneurs saisonniers».

❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Vittoria Romano (CAE)

M-1051 (170) Motion du 15 octobre 2012 de MM. Eric Bertinat, Pascal Rubeli, Jacques Pagan, Olivier Tauxe et Christo Ivanov: «Traversée du lac par bacs».

❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

Projets d'arrêtés

PA-109 (168) Projet d'arrêté du 9 juin 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Maria Casares, Charlotte Meierhofer, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Plan localisé d'utilisation du sol appliqué au quartier des Délices».

❖ Renvoi en commission: 08.06.2011

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Vittoria Romano (CAE)

❖ Vote commission: 22.05.2012

❖ Remis au secrétariat: 01.09.2012

❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012

30.10.2012

20.11.2012

15.01.2013

19.02.2013

19.03.2013

15.04.2013

23.04.2013

06.05.2013

14.05.2013

04.06.2013

24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

- PA-123 (168) Projet d'arrêté du 19 janvier 2011 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses et M^{me} Sarah Klopmann: «Crédit d'étude pour l'élargissement du pont de la Coulouvrenière afin d'y aménager une piste cyclable et un itinéraire en site propre jusqu'à la place du Cirque».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CAE)
 - ❖ Vote commission: 19.06.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 06.11.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014

Projets de délibérations

- PRD-8 (169) Projet de délibération du 28 juin 2011 de M. Adrien Genecand, Jean-Marc Froidevaux, Olivier Fiumelli, Guy Dossan, Gary Ben-naim, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, Simon Brandt, Alexis Barbey, Thomas Boyer, Jean-Paul Guisan, M^{mes} Natacha Buf-fet, Florence Kraft-Babel, Marie Chappuis, MM. Alain de Kal-bermatten, Eric Bertinat, Yves Nidegger, Thomas Bläsi, Michel Amaudruz, Soli Pardo, Jean-François Caruso, Daniel Sormanni, Jean-Philippe Haas, Denis Menoud, M^{mes} Mireille Luiset et Danièle Magnin: «Abrogation du règlement général relatif aux plans d'utilisation du sol».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Patricia Richard (CAE)

Propositions CA au CM

- PR-329 (161) Proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2004, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, en vue de l'approbation du projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la Ville de Genève, section Petit-Saconnex, et des communes du Grand-Saconnex et de Pregny-Chambésy (création de zones diverses et abrogation

Liste des objets en suspens

d'une zone de développement 4B protégée, selon plan N° 29250) pour le site central des organisations internationales «le Jardin des Nations».

❖ Renvoi en commission: 09.03.2004

PR-931 (169) Proposition du Conseil administratif du 2 novembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 20 000 francs en faveur d'une subvention annuelle du projet de véhicule écologique BioMobile.

❖ Renvoi en commission: 20.03.2012

PR-1008 (170) Proposition du Conseil administratif du 28 novembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 703 500 francs destiné à l'amélioration et à la rénovation de l'éclairage public de la place du Bourg-de-Four.

❖ Renvoi en commission: 16.01.2013

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Patricia Richard (CAE)

❖ Remis au secrétariat: 11.11.2013

❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014

25.02.2014

PR-1029 (171) Proposition du Conseil administratif du 22 mai 2013 en vue de:

– l'ouverture d'un crédit brut de 1 440 000 francs destiné à l'organisation d'un concours de projets d'architecture et aux études de deux bâtiments abritant un hébergement temporaire et des équipements pour les sports et la jeunesse, situés à l'angle des routes de Vernier et du Bois-des-Frères, sur les parcelles N^{os} 4221 et 4222, feuille 19, du cadastre de la commune de Vernier, dont à déduire 225 000 francs de participation de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social aux frais de concours en lien avec les bâtiments B et C, soit un montant net de 1 215 000 francs;

– l'octroi de deux droits de superficie distincts et permanents sur une partie des parcelles N^{os} 4221 et 4222, feuille 19 du cadastre de la commune de Vernier, à la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social en vue de la réalisation de deux immeubles de logements sociaux pérennes de type HBM.

❖ Renvoi en commission: 24.06.2013

❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Patricia Richard (CAE)

❖ Rapporteur[se] de minorité: M^{me} Mireille Luiset (CAE)

❖ Remis au secrétariat: 11.11.2013

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014

PR-1046 (171) Proposition du Conseil administratif du 16 octobre 2013 en vue de l'ouverture d'un crédit pour un montant de 681 000 francs destiné à l'acquisition et la mise en place d'un système de contrôle d'accès par bornes rétractables pour la Vieille-Ville.

- ❖ Renvoi en commission: 19.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Patricia Richard (CAE)

PR-1048 (171) Proposition du Conseil administratif du 16 octobre 2013 concernant les parcelles de la commune de Genève, section Plainpalais, N^{os} 255, 2589, propriété de la paroisse catholique romaine de Sainte-Clotilde, et N^{os} 258 et 4116 (ex 3257) propriété de la Ville de Genève, sises rues Michel-Simon, Jean-Louis-Hugon et avenue de Sainte-Clotilde, en vue de l'ouverture d'un crédit pour un montant total net de 4 203 000 francs et l'octroi d'un droit de superficie:

- un crédit brut de 4 922 000 francs destiné à l'aménagement de l'îlot Sainte-Clotilde et de ses abords incluant la création d'une place publique arborée, le réaménagement des rues adjacentes (Jean-Louis-Hugon et Michel-Simon) et du jardin de la crèche Sainte-Clotilde, dont à déduire 719 000 francs représentant la participation de l'Association paroissiale Sainte-Clotilde pour les travaux de réaménagement de l'îlot, soit un montant net de 4 203 000 francs;
- l'octroi à la paroisse catholique romaine de Sainte-Clotilde, ou à tout autre organisme à même de garantir la réalisation de logements sociaux pérennes, d'un droit de superficie distinct et permanent, en vue de la construction d'un immeuble de logements à caractère social.

La réalisation de la mutation parcellaire selon le dossier de mutation DM N^o 22/2012, établi par M. Adrien Küpfer, ingénieur-géomètre officiel, en date du 7 juin 2012.

La radiation de la servitude de jour inscrite au Registre foncier sous P.j.A 655 du 4 juillet 1962, et la constitution d'une servitude de jour grevant les futures parcelles N^{os} 4249 et 4250 de Genève Plainpalais (selon DM 22/2012 cité plus haut), de la paroisse catholique romaine de Sainte-Clotilde.

La modification de la servitude de non bâtir inscrite au Registre foncier sous P.j. 216 du 4 juillet 1962.

- ❖ Renvoi en commission: 19.11.2013

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Vittoria Romano
(CAE)

PR-1051 (171) Proposition du Conseil administratif du 6 novembre 2013 en vue de l'ouverture d'un crédit de 467 000 francs destiné aux études pour la promotion du vélo ainsi qu'à la communication.

❖ Renvoi en commission: 20.11.2013

PR-1055 (171) Proposition du Conseil administratif du 11 décembre 2013, sur demande du Département de l'urbanisme, en vue de l'approbation du projet de modification des limites de zones N° 29900-215 (création d'une zone de développement 3), situé entre la rue de Chandieu et l'avenue Giuseppe-Motta, sur le territoire de la Ville de Genève – Petit-Saconnex, parcelle N° 3036, feuille 28, du cadastre du Petit-Saconnex.

❖ Renvoi en commission: 21.01.2014

PR-1056 (171) Proposition du Conseil administratif du 11 décembre 2013, sur demande du Département de l'urbanisme, en vue de l'approbation du projet de plan localisé de quartier N° 29731-215, situé à l'angle de la rue de Chandieu et de l'avenue Giuseppe-Motta, feuille 28, section Petit-Saconnex du cadastre communal, abrogeant et remplaçant pour partie le plan localisé de quartier N° 28748-215 adopté par le Conseil d'Etat le 30 octobre 1996.

❖ Renvoi en commission: 21.01.2014

PR-1057 (171) Proposition du Conseil administratif du 11 décembre 2013 en vue de la constitution d'une servitude de passage pour véhicules d'intervention grevant en charge la parcelle N° 707 de la commune de Genève, section Eaux-Vives, propriété de la Ville de Genève, au profit de la parcelle N° 2166, mêmes commune et section, propriété de la société Five One One SA, sise 3bis, avenue de Chamonix, selon le plan de servitude établi par le bureau Adrien Küpfer, ingénieur géomètre officiel, en date du 5 juin 2013.

❖ Renvoi en commission: 21.01.2014

PR-1058 (171) Proposition du Conseil administratif du 11 décembre 2013 en vue de l'ouverture d'un crédit brut de 4 770 000 francs, déduction faite de 281 000 francs représentant la part du crédit d'étude PR-679 voté le 18 mai 2010, et dont à déduire 1 585 332 francs représentant la contribution forfaitaire d'aménagement de l'Ins-

titut de hautes études internationales et du développement (IHEID), soit un montant net de 3 184 668 francs, destiné au réaménagement du chemin Eugène-Rigot, sis en domaine public, parcelle N° 4844 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, et de ses abords.

❖ Renvoi en commission: 21.01.2014

PR-1060 (171) Proposition du Conseil administratif du 18 décembre 2013 en vue de:

- l'annulation de la délibération votée le 7 juin 2011 (PR-787);
- l'ouverture d'un crédit de 2 335 000 francs destiné aux études d'aménagements et de circulation des rues concernées par la première étape de la «stratégie de piétonnisation» en Ville de Genève.

❖ Renvoi en commission: 21.01.2014

Résolutions

R-131 (167) Résolution du 24 mars 2010 de M^{mes} Claudia Heberlein Simonett, Sandrine Burger, Sarah Klopmann, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier et M. Grégoire Carasso: «Nous avons le droit à l'air frais: pour des zones à faibles émissions polluantes à Genève!»

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Vittoria Romano (CAE)

❖ Remis au secrétariat: 09.12.2013

❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014

R-140 (168) Résolution du 3 novembre 2010 de MM. Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Thierry Piguët, Alexandre Wisard, M^{mes} Andrienne Soutter, Isabelle Brunier, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris, Vera Figurek et Salika Wenger: «Cette petite ville qui porte le monde»: pour une rue ou une place Georges-Haldas».

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Vittoria Romano (CAE)

❖ Remis au secrétariat: 09.12.2013

❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014

Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse

Divers (CM)

- D-34 (170) Rapport annuel 2011 du Conseil administratif sur le Fonds chômage.
❖ Renvoi en commission: 25.06.2012
- D-39 (170) 8^e plan financier d'investissement 2013-2024.
❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (CCSJ)
M^{me} Martine Sumi (CSDOMIC)
M. Christian Zaugg (CS)
M^{me} Maria Pérez (CTC)
M^{me} Florence Kraft-Babel (CF)
❖ Vote commission: 29.01.2013
- D-39 (171) 9^e plan financier d'investissement 2014-2025.
❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions

- ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
- ❖ Vote commission: 13.12.2013

Motions

- M-859 (166) Motion du 6 avril 2009 de M^{mes} Martine Sumi, Corinne Goehner-Da Cruz, Annina Pfund, Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Véronique Paris, MM. Gérard Deshusses, Christophe Buemi et Christian Lopez Quirland: «Pension en espace de vie enfantine et crèche: diminuer le taux d'effort pour les familles aux revenus en dessous de 30 000 francs».
- ❖ Renvoi en commission: 31.05.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CCSJ)
 - ❖ Vote commission: 13.01.2011
- M-863 (166) Motion du 6 avril 2009 de M^{me} Martine Sumi, M. Christophe Buemi, M^{mes} Silvia Machado, Nicole Valiquer Grecuccio, M. Christian Lopez Quirland, M^{mes} Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Mary Pallante, Corinne Goehner-Da Cruz: «Aides sociales urgentes: il y a urgence».
- ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Casares (CCS)
 - ❖ Vote commission: 13.01.2011
- M-933 (168) Motion du 29 juin 2010 de M^{mes} Martine Sumi, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, MM. Grégoire Carasso, Endri Gega et Roger Michel: «Un emploi de solidarité (EdS) ne devient solidaire que lorsqu'il débouche sur un véritable emploi».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Brigitte Studer (CCSJ)
 - ❖ Vote commission: 02.05.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 29.10.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- M-934 (168) Motion du 29 juin 2010 de MM. Grégoire Carasso, Roger Michel, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Thierry Piguët, Christian Lopez Quirland, Endri Gega, M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris et Martine Sumi: «Emplois de solidarité (EdS): la Ville de Genève ne participera pas à la précarisation du marché de l'emploi».

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Brigitte Studer (CCSJ)
 - ❖ Vote commission: 02.05.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 29.10.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- M-963 (168) Motion du 16 février 2011 de M^{mes} Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Christiane Olivier, Annina Pfund, Andrienne Soutter, Martine Sumi, MM. Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Endri Gega, Pascal Holenweg, Christian Lopez Quirland, Roger Michel et Thierry Piguet: «Respect des droits des travailleuses et travailleurs de Ronin Primeurs, maintenant!»
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Vera Figurek (CCSJ)
- M-964 (168) Motion du 16 février 2011 de MM. Christophe Dunner, Benaouda Belghoul, Mathias Buschbeck, Alain de Kalbermatten, Yves de Matteis, Alpha Dramé, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Alexandre Wisard et M^{me} Maria Casares: «Pour une petite enfance plus écologique (langes)».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie Barbey (CCSJ)
- M-970 (168) Motion du 23 mai 2011 de MM. Yves de Matteis, Benaouda Belghoul, Christophe Dunner, M^{mes} Anne Moratti Jung, Sandrine Burger, Martine Sumi, Ariane Arlotti et Maria Pérez: «Petite enfance: des crèches pour toutes les familles... Toutes?»
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-976 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Christian Zaugg et Olivier Baud: «Remise en état des équipements sportifs dans les écoles».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CCSJ)
 - ❖ Vote commission: 03.10.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 06.11.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- M-999 (169) Motion du 22 février 2012 de M^{mes} Maria Pérez, Brigitte Studer, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Morten Gisselbaek, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Pierre Vanek, Pierre Rumo, Pierre Gauthier et Christian Zaugg: «Comment aider immédiatement les

familles modestes qui n'obtiennent pas de place en crèche pour leur enfant?»

- ❖ Renvoi en commission: 29.10.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Delphine Wuest (CCSJ)

M-1008 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Yves de Matteis, Alexandre Wisard, Michel Chevrolet, Olivier Fiumelli, Eric Bertinat, Christo Ivanov, Pascal Spuhler, Carlos Medeiros, Sylvain Clavel, Grégoire Carasso, M^{mes} Frédérique Perler-Isaaz, Marie Chappuis, Fabienne Aubry Conne, Maria Vittoria Romano, Vera Figurek et Maria Pérez: «Plaine de Plainpalais: court de tennis géant ou espace de convivialité privilégié?»

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

M-1018 (169) Motion du 18 avril 2012 de M^{mes} Anne Moratti, Julide Turgut Bandelier, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger, Marie Chappuis, Fabienne Aubry Conne, Nicole Valiquer Grecuccio, Maria Vittoria Romano, Martine Sumi, Silvia Machado, Annina Pfund, Laurence Fehlmann Rielle, Maria Pérez, Maria Casares, Brigitte Studer, MM. Yves de Matteis, Alain de Kalbermatten, Alexis Barbey, Olivier Fiumelli, Alexandre Chevalier, Sylvain Clavel, Eric Bertinat, Carlos Medeiros, Pascal Spuhler et Luc Broch: «Structure de coordination pour l'accueil familial de la petite enfance».

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Michèle Roulet (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 14.03.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 30.04.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 04.06.2013
- 24.06.2013
- 17.09.2013
- 08.10.2013
- 29.10.2013
- 19.11.2013
- 21.01.2014
- 25.02.2014

M-1028 (169) Motion du 9 mai 2012 de M^{mes} Maria Pérez, Salika Wenger, Brigitte Studer, Vera Figurek, Frédérique Perler-Isaaz, Anne Moratti, Sandra Golay, MM. Tobias Schnebli, Morten Gisselbaek et Stefan Kristensen: «Crèches de nuit: pourquoi attendre encore cinq ans?»

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Laurence Fehlmann
Rielle (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 14.03.2013

M-1040 (170) Motion du 26 juin 2012 de MM. Sylvain Thévoz, Grégoire Carasso, Pascal Holenweg, Luc Broch, Stefan Kristensen, Alberto Velasco, M^{mes} Silvia Machado, Maria Vittoria Romano, Nicole Valiquier Grecuccio, Virginie Studemann, Laurence Fehlmann Rielle, Martine Sumi, Marie Gobits, Olga Baranova, Anne Moratti, Vera Figurek, Brigitte Studer, Maria Pérez, MM. Pierre Gauthier, Julien Cart et Mathias Buschbeck: «Pour un lieu d'accueil de nuit à l'année destiné aux personnes à la rue».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

M-1052 (170) Motion du 31 octobre de MM. Lionel Ricou, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, M^{mes} Marie Barbey et Alexandra Rys: «Elaborer des modèles de calcul du prix de pension en institutions de la petite enfance plus favorables aux familles».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

M-1088 (171) Motion du 25 juin 2013 de M^{mes} et MM. Marie Barbey, Jean-Charles Lathion, Alexandra Rys, Robert Pattaroni, Alain de Kalbermatten, Lionel Ricou, Adrien Genecand, Olivier Fiumelli et Vincent Subilia: «Transparence dans l'attribution des places de crèche: du trou noir à l'administration en ligne!»

- ❖ Renvoi en commission: 29.10.2013
- ❖ Vote commission: 09.01.2014

M-1090 (171) Motion du 25 juin 2013 de M^{mes} et MM. Anne Moratti, Grégoire Carasso, Mathias Buschbeck et Laurence Fehlmann Rielle: «Non à la loi du 17 mai 2013 modifiant la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance et sur l'accueil familial de jour (J 6 29-10636)».

- ❖ Renvoi en commission: 29.10.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Brigitte Studer (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 09.01.2014

M-1110 (171) Motion du 21 janvier 2014 de M^{mes} et MM. Alain de Kalbermatten, Grégoire Carasso, Marie Barbey, Morten Gisselbaek, Eric Bertinat, Sandrine Burger, Laurence Fehlmann Rielle et Simon

Brandt: «Sauvegardons les jeux de Baby-Plage dans une perspective de sécurité et de pérennité».

❖ Renvoi en commission: 22.01.2014

Projets d'arrêtés

PA-124 (168) Projet d'arrêté du 19 janvier 2011 de M^{mes} Vera Figurek, Salika Wenger, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, MM. Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Thierry Piguet et Grégoire Carasso: «Organisons rationnellement la délation».

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

❖ Rapporteur[se]: M. Vincent Subilia (CCSJ)

Projets de délibérations

PRD-4 (169) Projet de délibération du 8 juin 2011 de M^{mes} Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Antoine Salamin, Daniel Sormanni et Pascal Spuhler: «Cinq cents emplois aidés pour les jeunes».

❖ Renvoi en commission: 13.09.2011

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Silvia Machado (CCSJ)

PRD-36 (169) Projet de délibération du 21 mars 2012 de MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo, Christian Zaugg, M^{mes} Salika Wenger, Maria Casares, Vera Figurek, Olga Baranova, Julide Turgut Bandelier, Fabienne Fischer, MM. Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Grégoire Carasso et Mathias Buschbeck: «Pas de restriction des droits humains dans la ville d'Henry Dunant».

❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

Propositions CA au CM

PR-576 (165) Proposition du Conseil administratif du 3 octobre 2007 en vue de la constitution d'une fondation de droit public de la Ville de Genève pour l'accueil et l'hébergement de personnes âgées.

❖ Renvoi en commission: 06.11.2007

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandrine Burger (CSJ)

PR-1019 (170) Proposition du Conseil administratif du 20 mars 2013 en vue de l'adoption du règlement du Fonds municipal pour le soutien financier à la création de places d'apprentissage de première année en Ville de Genève et à l'ouverture d'un crédit budgétaire

Liste des objets en suspens

supplémentaire de 3 000 000 de francs pour la mise en œuvre de l'initiative IN-4 «Créons des places d'apprentissage pour nos enfants».

- ❖ Renvoi en commission: 23.04.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Vera Figurek (CCSJ)

Résolutions

R-154 (169) Résolution du 21 mars 2012 de M^{me} Maria Vittoria Romano et M. Alberto Velasco: «H&M vient-il marcher sur les plates-bandes du caritatif local?»

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 18.10.2012

R-159 (169) Résolution du 8 mai 2012 de MM. Alberto Velasco, Pierre Gauthier et M^{me} Vera Figurek: «Mettons tout en œuvre afin que la crèche de Merck Serono soit sauvée».

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 18.10.2012

**Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information
et de la communication****Divers (CM)**

- D-39 (170) 8^e plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (CCSJ)
M^{me} Martine Sumi (CSDOMIC)
M. Christian Zaugg (CS)
M^{me} Maria Pérez (CTC)
M^{me} Florence Kraft-Babel (CF)
 - ❖ Vote commission: 29.01.2013
- D-39 (171) 9^e plan financier d'investissement 2014-2025.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
 - ❖ Vote commission: 13.12.2013

Motions

- M-772 (165) Motion du 20 février 2008 de MM. Vincent Maitre, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, M^{mes} Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys, Odette Saez, Florence Kraft-Babel, MM. Alexandre Chevalier, Jean Sanchez et Alexis Barbey: «Sécurité informatique: connectons-nous à la réalité!»
- ❖ Renvoi en commission: 22.09.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CICO)
 - ❖ Vote commission: 09.03.2009
- M-935 (168) Motion du 15 septembre 2010 de M^{mes} Valérie Bourquin, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Charlotte Meierhofer, Patricia Richard, MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Olivier Tauxe et Christian Zaugg: «Tri des déchets dans les parcs et autour de la rade».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CSDOMIC)
 - ❖ Vote commission: 11.04.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 10.06.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- M-978 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Julien Cart, Eric Bertinat, Pascal Spuhler, M^{mes} Maria Casares, Olga Baranova et Marie Chappuis: «Bâtissons un parc aventure au bois de la Bâtie».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet (CSDOMIC)
 - ❖ Vote commission: 14.06.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 16.01.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013

04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

- M-980 (169) Motion du 26 septembre 2011 de M. Pascal Holenweg: «Création d'une commission consultative des espaces verts et de l'environnement».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CSDOMIC)
- M-1014 (169) Motion du 2 avril 2012 de MM. Pascal Spuhler, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Daniel Sormanni, Laurent Leisi, Daniel-Dany Pastore, M^{mes} Mireille Luiset et Danièle Magnin: «Ecoles primaires des Pâquis: trafic de drogue, spectacle permanent pour les enfants».
- ❖ Renvoi en commission: 10.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Julide Turgut Bandelier (CSDOMIC)
 - ❖ Vote commission: 31.01.2013
- M-1021 (169) Motion du 18 avril 2012 de M^{mes} Julide Turgut Bandelier, Maria Vittoria Romano, Vera Figurek, MM. Yves de Matteis, Mathias Buschbeck, Sylvain Thévoz, Alberto Velasco, Pascal Holenweg, Pierre Gauthier, Pierre Vanek et Pierre Rumo: «Opérations de ramassage visant les Roms: stop!»
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Olga Baranova (CSDOMIC)
 - ❖ Vote commission: 31.01.2013
- M-1034 (170) Motion du 6 juin 2012 de M^{mes} Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Frédérique Perler-Isaaz, Marie-Pierre Theubet, Fabienne Aubry Conne, Maria Vittoria Romano, Mireille Luiset, MM. Mathias Buschbeck, Morten Gisselbaek et Sylvain Clavel: «Guerilla jardinière en ville: laissons la population verdier les espaces publics».

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier
(CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 11.04.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 12.06.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

M-1038 (170) Motion du 26 juin 2012 de M^{mes} Olga Baranova, Silvia Machado, MM. Stefan Kristensen, Luc Broch, Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Sylvain Thévoz et Grégoire Carasso: «Des grillades pour toutes et tous, sans privilèges!»

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Julide Turgut Bandelier
(CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 13.12.2012

M-1049 (170) Motion du 15 octobre 2012 de MM. Eric Bertinat, Pascal Rubeli, Jacques Pagan, Olivier Tauxe et Christo Ivanov: «Pour une police municipale moderne et proche de la population».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Ahmed Jama
(CSDOMIC)

M-1050 (170) Motion du 15 octobre 2012 de MM. Eric Bertinat, Pascal Rubeli, Jacques Pagan, Olivier Tauxe et Christo Ivanov: «Des postes de police mobiles pour les APM».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Ahmed Jama
(CSDOMIC)

Projets d'arrêtés

PA-102 (167) Projet d'arrêté du 17 février 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, Christiane Olivier, Nicole Valiquer Grecuccio, Marie-France Spielmann, Silvia Machado, Martine Sumi, MM. Christian Zaugg, Gérard Deshusses et Alexandre Wisard: «Gratuité du domaine public pour les 1^{er} Mai, 1^{er} Juin et 1^{er} Août».

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Olga Baranova
(CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 11.04.2013

PA-114 (168) Projet d'arrêté du 15 septembre 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Nicole Valiquier Grecuccio, MM. Alexandre Wisard, Gérard Deshusses et Grégoire Carasso: «Projet de règlement municipal sur l'utilisation du domaine public et des parcs pour les activités citoyennes et caritatives ainsi que les animations de quartier».

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet
(CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 18.04.2013

PA-120 (168) Projet d'arrêté du 11 décembre 2010 de M^{mes} Ariane Arlotti, Maria Casares, Hélène Ecuyer, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, Maria Pérez, Marie-France Spielmann, Salika Wenger et M. Pierre Rumo: «Règlement des agent-e-s de la police municipale de la Ville de Genève».

- ❖ Renvoi en commission: 02.04.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier
(CSDOMIC)

Projets de délibérations

PRD-41 (169) Projet de délibération du 9 mai 2012 de MM. Tobias Schnebli, Pierre Vanek, Morten Gisselbaek, Olivier Baud, Pierre Rumo, M^{mes} Brigitte Studer, Vera Figurek, Maria Pérez, Maria Casares, MM. Alberto Velasco, Pascal Holenweg, Stefan Kristensen, M^{mes} Olga Baranova, Laurence Fehlmann Rielle, Nicole Valiquier Grecuccio, M. Julien Cart, M^{mes} Sarah Klopmann, Marie-Pierre Theubet et Julide Turgut Bandelier: «Règlement de soutien aux activités citoyennes sur le domaine public».

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel
(CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 16.05.2013

PRD-47 (170) Projet de délibération du 6 juin 2012 de M^{me} Sarah Klopmann, MM. Guillaume Käser, Tobias Schnebli, Grégoire Carasso et Laurent Leisi: «Exonérons les plantes vivantes!»

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

Liste des objets en suspens

❖ Rapporteur[se]:	M ^{me} Florence Kraft-Babel (CSDOMIC)
❖ Vote commission:	13.12.2012
❖ Remis au secrétariat:	20.02.2013
❖ Inscription(s) en séance CM:	23.04.2013 06.05.2013 14.05.2013 04.06.2013 14.05.2013 24.06.2013 17.09.2013 08.10.2013 29.10.2013 19.11.2013 21.01.2014 25.02.2014

Propositions CA au CM

PR-1044 (171) Proposition du Conseil administratif du 2 octobre 2013 en vue de l'ouverture d'un crédit de 140 000 francs destiné à l'acquisition de 4 sondes de détection anticipée de verglas pour la viabilité hivernale.

❖ Renvoi en commission: 29.10.2013

Résolutions

R-137 (168) Résolution du 29 juin 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Thierry Piguët, M^{mes} Nicole Valiquier Grecuccio, Isabelle Brunier, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris et Martine Sumi: «La gestion des déchets des entreprises: un échec dont les responsabilités sont politiques et qu'une privatisation ne fera qu'aggraver».

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

❖ Rapporteur[se]: M^{me} Julide Turgut Bandelier
(CSDOMIC)

❖ Vote commission: 18.04.2013

R-169 (170) Résolution du 15 janvier 2013 de M. Pierre Gauthier: «Il faut mettre en œuvre sans attendre les décisions du Conseil municipal relatives au projet ConvergenceS».

❖ Renvoi en commission: 15.01.2013

4128

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 2014 (après-midi)
Liste des objets en suspens

- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet
(CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 16.05.2013

Commission des arts et de la culture

Divers (CM)

- D-39 (170) 8^e plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (CCSJ)
M^{me} Martine Sumi (CSDOMIC)
M. Christian Zaugg (CS)
M^{me} Maria Pérez (CTC)
M^{me} Florence Kraft-Babel (CF)
 - ❖ Vote commission: 29.01.2013
- D-39 (171) 9^e plan financier d'investissement 2014-2025.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
 - ❖ Vote commission: 13.12.2013

Motions

- M-851 (166) Motion du 11 mars 2009 de MM. Thierry Piguet, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, M^{mes} Martine Sumi, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Silvia Machado, Véronique Paris, Corinne Goehner-Da Cruz, Annina Pfund et Andrienne Soutter: «Une retraite pour les artistes».
- ❖ Renvoi en commission: 17.02.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CARTS)
- M-891 (167) Motion du 2 décembre 2009 de MM. Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, Miltos Thomaidis, Christophe Buemi, Endri Gega, M^{mes} Annina Pfund, Isabelle Brunier et Andrienne Soutter: «Parce qu'ils ont construit la Suisse et Genève: rendons hommage aux saisonniers».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 23.01.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 25.02.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- M-913 (167) Motion du 24 mars 2010 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Guy Dossan, Salvatore Vitanza, Edgar Bordier, Adrien Genecand et M^{me} Patricia Richard: «Un nouvel espace culturel à Saint-Gervais».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Tobias Schnebli (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 07.05.2012

Liste des objets en suspens

- M-928 (168) Motion du 9 juin 2010 de M^{mes} Catherine Buchet-Harder, Sophie Kuster, MM. Sylvain Clavel, Roland Crot, Jacques Hämmerli, Pascal Rubeli, Gilbert Schreyer, Olivier Tauxe et Jacques Baud: «Bonne intégration et cohésion sociale par la lecture».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thévoz (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 28.01.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 21.10.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- M-965 (168) Motion du 16 février 2011 de M^{mes} Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Salika Wenger, Isabelle Brunier, MM. Pascal Holenweg et Jacques Hämmerli: «Pour une réelle visibilité de l'enrichissement des collections municipales qui sont la base de notre patrimoine».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 07.05.2012
- M-969 (168) Motion du 18 mai 2011 de MM. Bayram Bozkurt, Alexandre Wisard, Yves de Matteis, Benaouda Belghoul, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion, Endri Gega, Pascal Rubeli, Jacques Baud, M^{mes} Anne Moratti Jung, Sarah Klopmann, Marie Chappuis, Silvia Machado, Martine Sumi, Charlotte Meierhofer et Danièle Magnin: «Mère Teresa, nous ne t'oublions jamais».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Virginie Studemann (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 18.02.2013
- M-985 (169) Motion du 23 novembre 2011 de M. Pascal Spuhler, M^{mes} Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Daniel Sormanni et Laurent Leisi: «Récompensons nos jeunes talents artistiques».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
 - ❖ Remis au secrétariat: 02.04.2013

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

M-1016 (169) Motion du 18 avril 2012 de MM. Guy Dossan, Michel Chevrolet, Jean-Charles Lathion, Alexandre Chevalier, Sylvain Clavel, Eric Bertinat, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Pascal Spuhler, Daniel-Dany Pastore, M^{mes} Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet et Fabienne Aubry Conne: «Genève, ville de culture: quelle promotion pour quel rayonnement?»

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Lionel Ricou (CARTS)

M-1026 (169) Motion du 9 mai 2012 de M^{mes} Natacha Buffet, Florence Kraft-Babel, Michèle Roulet, MM. Olivier Fiumelli, Guy Dossan, Jean-Charles Lathion, Eric Bertinat, Pascal Spuhler, Jean-Philippe Haas et Claude Jeanneret: «Nunc est museorum hora».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alpha Dramé (CARTS)

M-1032 (170) Motion du 6 juin 2012 de MM. Jean-Paul Guisan, Olivier Fiumelli, Guy Dossan, M^{me} Florence Kraft-Babel, MM. Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Olivier Baud, Tobias Schnebli, Stefan Kristensen, Julien Cart, Yves de Matteis, Mathias Buschbeck, Lionel Ricou, Jean-Charles Lathion, Eric Bertinat, Jean-Philippe Haas, Pascal Spuhler et M^{me} Danièle Magnin: «Ars genevensis et helvetica magnifica».

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Yves de Matteis (CARTS)
- ❖ Vote commission: 27.05.2013

M-1035 (170) Motion du 6 juin 2012 de M^{mes} Natacha Buffet, Michèle Roulet, Florence Kraft-Babel, MM. Guy Dossan, Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion et Lionel Ricou: «Quid d'une artothèque genevoise?»

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

Liste des objets en suspens

- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Virginie Studemann
(CARTS)
- ❖ Vote commission: 03.06.2013

M-1103 (171) Motion du 29 octobre 2013 de M^{mes} et MM. Jean-Philippe Haas, Denis Menoud, Mireille Luiset, Danièle Magnin, Laurent Leisi, Claude Jeanneret, Marie-Pierre Theubet, Frédérique Perler-Isaaz, Sylvain Thévoz et Grégoire Carasso: «Les œuvres ailleurs que dans les dépôts, c'est possible! Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève (FMAC) mobile».

- ❖ Renvoi en commission: 21.01.2014

Propositions CA au CM

PR-934 (169) Proposition du Conseil administratif du 2 novembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 500 000 francs destiné à participer à l'acquisition de l'œuvre d'art de John Armleder, sise dans le passage Montbrillant, soutenant ainsi le projet d'art public inter-communal lié au TCOB.

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thevoz (CARTS)
- ❖ Vote commission: 12.03.2012

PR-1000 (170) Proposition du Conseil administratif du 10 octobre 2012 en vue de l'approbation des comptes de la saison 2011-2012 du Grand Théâtre de Genève.

- ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Tobias Schnebli (CARTS)
- ❖ Vote commission: 03.12.2012

PR-1016 (170) Proposition du Conseil administratif du 20 février 2013 en vue de l'approbation des comptes de la saison 2011/2012 de la Fondation d'art dramatique de Genève.

- ❖ Renvoi en commission: 19.03.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel
(CARTS)
- ❖ Vote commission: 03.06.2013

PR-1028 (171) Proposition du Conseil administratif du 22 mai 2013 en vue de l'approbation du budget de la saison 2013-2014 du Grand Théâtre de Genève.

- ❖ Renvoi en commission: 24.06.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Eric Bertinat (CARTS)

Résolutions

- R-161 (170) Résolution du 6 juin 2012 de M^{mes} Martine Sumi, Laurence Fehlmann Rielle, Nicole Valiquier Grecuccio, MM. Grégoire Carasso et Sylvain Thévoz: «Pour ne plus occulter, par omission, le citoyen de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 22.04.2013

Commission des finances

Divers (CM)

- D-32 (165) Rapport annuel 2006 de la Fondation pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).
- ❖ Renvoi en commission: 11.09.2007
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
 - ❖ Vote commission: 12.01.2011
- D-54 (165) Ratification de la rémunération du président et des membres de la Fondetec.
- ❖ Renvoi en commission: 25.06.2007
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
 - ❖ Vote commission: 04.12.2007
- D-32 (167) Rapport d'activité et comptes 2008 et budget de fonctionnement 2009 de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).
- ❖ Renvoi en commission: 15.09.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
 - ❖ Vote commission: 30.09.2009 (comptes
25.11.2009 (budget)
- D-61 (167) Rapport des audits du Contrôle financier sur les bains des Pâquis.
- ❖ Renvoi en commission: 24.06.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Olivier Fiumelli (CF)
 - ❖ Vote commission: 25.11.2009
- D-39 (170) 8^e plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 2014 (après-midi)
Liste des objets en suspens

- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (CCSJ)
M^{me} Martine Sumi (CSDOMIC)
M. Christian Zaugg (CS)
M^{me} Maria Pérez (CTC)
M^{me} Florence Kraft-Babel (CF)
- ❖ Vote commission: 29.01.2013

D-54 (170) Rapport d'activités 2011 de la Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS).

- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
- ❖ Vote commission: 14.11.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 06.12.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

D-65 (170) Bilan social des ressources humaines 2011.

- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
- ❖ Vote commission: 14.11.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 23.08.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

Liste des objets en suspens

- D-32 (171) Rapport d'activité et comptes 2012 et budget de fonctionnement 2013 de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).
- ❖ Renvoi en commission: 17.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
 - ❖ Vote commission: 27.11.2013
- D-34 (171) Rapport annuel 2012 du Conseil administratif sur le Fonds chômage.
- ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
- D-39 (171) 9^e plan financier d'investissement 2014-2025.
- ❖ Commission(s):
Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
 - ❖ Vote commission: 13.12.2013
- D-54 (171) Rapport d'activités 2012 de la Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS).
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
 - ❖ Remis au secrétariat: 13.08.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- D-65 (171) Bilan social des ressources humaines 2012
- ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
 - ❖ Vote commission: 13.12.2013

Motions

- M-595 (163) Motion du 15 février 2006 de MM. Pierre Maudet, Patrice Reynaud, Gérard Deshusses, M^{mes} Nelly Hartlieb, Alexandra Rys et Frédérique Perler-Isaaz: «Pour des budgets politiques à la place des plans comptables».
- ❖ Renvoi en commission: 07.06.2006
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M. Olivier Fiumelli (CF)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Christian Zaugg (CF)
 - ❖ Vote commission: 09.02.2010
- M-713 (165) Motion du 17 septembre 2007 de M. Olivier Fiumelli, M^{mes} Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, MM. Simon Brandt, Rémy Burri, M^{me} Virginie Jordan, MM. Grégory Baud, Guy Dossan et M^{me} Patricia Richard: «Pour des états financiers intelligibles, pertinents, fiables et comparables, appliquons les normes IPSAS aux comptes de la Ville!»
- ❖ Renvoi en commission: 21.01.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CF)
 - ❖ Vote commission: 30.09.2009
- M-774 (165) Motion du 20 février 2008 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, M^{mes} Virginie Jordan, Christine Camporini, Patricia Richard et Anne-Marie Gisler: «Mettons fin au non-sens économique de la taxe professionnelle».
- ❖ Renvoi en commission: 22.09.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
 - ❖ Vote commission: 01.09.2009
- M-787 (165) Motion du 12 mars 2008 de MM. Olivier Fiumelli, Simon Brandt, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, Alexis Barbey et Jean-Marc Froidevaux: «Pour la mise en place d'une véritable culture du contrôle en Ville de Genève et un renforcement de l'audit interne».
- ❖ Renvoi en commission: 10.11.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
 - ❖ Vote commission: 25.03.2009
- M-793 (165) Motion du 23 avril 2008 de MM. Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Jean-Charles Lathion, Vincent Maitre, M^{mes} Anne Caron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys et Odette Saez: «Pour une équitable répartition de la manne fiscale

Liste des objets en suspens

entre communes liées à la future réalisation du projet d'aménagement de la zone Praille-Acacias-Vernets (PAV)».

- ❖ Renvoi en commission: 26.11.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 27.01.2009
- ❖ Remis au secrétariat: 29.08.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

M-897 (167) Motion du 20 janvier 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Maria Pérez, Maria Casares, Hélène Ecuyer et Charlotte Meierhofer: «De subventions en fondations?...»

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
- ❖ Vote commission: 13.03.2012

M-911 (167) Motion du 24 mars 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Marie-France Spielmann, MM. Christian Zaugg, Pierre Rumo, Mathias Buschbeck et Fabien Sartoretti: «Gouverner, c'est... gouverner (audits)!»

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
- ❖ Vote commission: 13.03.2012

M-942 (168) Motion du 13 octobre 2010 de MM. Alexis Barbey, Rémy Burri, M^{me} Florence Kraft-Babel: «Engagement en Ville de Genève: pour la fin du fait du prince».

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CF)
- ❖ Vote commission: 06.02.2013

M-945 (168) Motion du 13 octobre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Jean-Charles Lathion et M^{me} Marie Chappuis: «Pour une politique d'achat plus efficace et plus efficiente».

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
- ❖ Vote commission: 25.04.2012

- M-950 (168) Motion du 3 novembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Adrien Genecand, Alexandre Chevalier, Guy Dossan, Rémy Burri et Alexis Barbey: «Pour une gestion municipale du logement plus efficace, plus efficiente et moins politisée».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (CF)
 - ❖ Vote commission: 07.03.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 18.12.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- M-954 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Robert Pattaroni, Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Jacques Finet, M^{mes} Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Sandra Golay, Alexandra Rys et Odette Saez: «Pour une nouvelle formule de gestion du patrimoine financier de la Ville de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (CF)
 - ❖ Vote commission: 07.03.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 18.12.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- M-987 (169) Motion du 23 novembre 2011 de MM. Grégoire Carasso, Luc Broch, Sylvain Thévoz, Stefan Kristensen, Pascal Holenweg, Alberto Velasco, M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Maria Vittoria Romano, Martine Sumi, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado et Olga Baranova: «Agences de notation contre démocratie».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
 - ❖ Vote commission: 09.04.2013
- M-1017 (169) Motion du 18 avril 2012 de MM. Adrien Genecand, Rémy Burri, Alexis Barbey, Gary Bennaïm, Olivier Fiumelli, Jean-Paul Guisan, Simon Brandt, Guy Dossan, M^{mes} Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet, Sophie Courvoisier et Michèle Roulet: «Rendons la place Emile-Guyenot aux habitants!»
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Charles Lathion (CF)

Liste des objets en suspens

- ❖ Vote commission: 30.01.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 22.02.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 23.04.2013
- 06.05.2013
- 14.05.2013
- 04.06.2013
- 24.06.2013
- 17.09.2013
- 08.10.2013
- 29.10.2013
- 19.11.2013
- 21.01.2014
- 25.02.2014

M-1030 (169) Motion du 9 mai 2012 de M. Pascal Holenweg, M^{mes} Maria Pérez et Vera Figurek: «Gratuité des lignes de bus de quartier».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 03.12.2013

M-1033 (170) Motion du 6 juin 2012 de MM. Sylvain Thévoz, Grégoire Carasso, Stefan Kristensen, Luc Broch, Alberto Velasco, M^{mes} Martine Sumi, Maria Vittoria Romano, Annina Pfund, Silvia Machado, Laurence Fehlmann Rielle, Fabienne Aubry Conne, MM. Sylvain Clavel, Alain de Kalbermatten, Christo Ivanov et Jean-Philippe Haas: «Pour une administration municipale éveillée à la nuit».

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
- ❖ Vote commission: 09.01.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 22.08.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013
- 29.10.2013
- 19.11.2013
- 21.01.2014
- 25.02.2014

M-1047 (170) Motion du 9 octobre 2012 de M^{mes} Danièle Magnin, Mireille Luiset, MM. Daniel Sormanni, Denis Menoud, Pascal Spuhler, Daniel-Dany Pastore, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Laurent Leisi, Jean-François Caruso et Jean-Philippe Haas: «Vite, une nouvelle convention sur le subventionnement des artères municipales».

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
- ❖ Vote commission: 10.04.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 15.07.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

Projets d'arrêtés

- PA-90 (166) Projet d'arrêté du 26 novembre 2008 de M^{mes} Salika Wenger, Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, Charlotte Meierhofer, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Internationalisation des concierges, nettoyeurs et nettoyeuses qui travaillent pour la Ville de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CF)
 - ❖ Vote commission: 28.02.2012

Projets de délibérations

- PRD-10 (169) Projet de délibération du 13 septembre 2011 de M^{mes} Marie Chappuis, Alexandra Rys, Sandra Golay, MM. Michel Chevrollet, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion et Olivier Fiumelli: «Taxe professionnelle communale 2012».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Vanek (CF)
 - ❖ Vote commission: 04.09.2012
- PRD-12 (169) Projet de délibération du 11 octobre 2011 de M. Olivier Fiumelli, M^{mes} Sophie Courvoisier, Marie Chappuis, MM. Eric Bertinat et Michel Chevrollet: «Soutenons les entreprises genevoises! »
- ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
 - ❖ Vote commission: 14.11.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 20.08.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

Liste des objets en suspens

- PRD-40 (169) Projet de délibération du 8 mai 2012 de MM. Daniel Sormanni, Jean-Philippe Haas, Carlos Medeiros et Pascal Spuhler: «La Ville de Genève s'engage pour les demandeurs d'emploi résidant à Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 12.09.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Grégoire Carasso (CF)
 - ❖ Vote commission: 21.05.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 17.12.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- PRD-42 (169) Projet de délibération du 9 mai 2012 de M^{mes} Maria Pérez, Vera Figurek et M. Pascal Holenweg: «Gratuité de la ligne de bus 32».
- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
 - ❖ Vote commission: 03.12.2013
- PRD-51 (170) Projet de délibération du 9 octobre 2012 de MM. Olivier Fiumelli, Jean-Charles Lathion, Eric Bertinat, Pascal Spuhler et Carlos Medeiros: «Pensions de retraite des conseillers administratifs».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Simon Brandt (CF)
 - ❖ Vote commission: 14.11.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 26.11.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

- PRD-66 (170) Projet de délibération du 15 mai 2013 de MM. Alberto Velasco, Alain de Kalbermatten, Olivier Fiumelli, Eric Bertinat et Daniel Sormanni: «Fiche technique devant accompagner les propositions d'investissement du Conseil administratif (bis)».
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
 - ❖ Vote commission: 28.08.2013
- PRD-68 (171) Projet de délibération du 25 juin 2013 de MM. Olivier Fiumelli, Vincent Schaller, Adrien Genecand, Simon Brandt, Claude Jeanerret, Carlos Medeiros, Pascal Spuhler, Jean-Charles Lathion et Eric Bertinat: «Adaptons le statut du personnel à la nouvelle CAP».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Marc-André Rudaz (CF)
 - ❖ Vote commission: 13.11.2013
- PRD-69 (171) Projet de délibération du 25 juin 2013 de MM. Daniel Sormanni, Alberto Velasco, Alain de Kalbermatten et Morten Gisselbaek: «Versement de la dotation à la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social».
- ❖ Renvoi en commission: 18.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Olivier Fiumelli (CF)

Propositions CA au CM

- PR-628 (166) Proposition du Conseil administratif du 11 juin 2008 en vue du bouclage du crédit de 40 200 francs destiné à l'accroissement de la capacité d'accueil du restaurant scolaire de l'école Micheli-du-Crest, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 2311,83 francs.
- ❖ Renvoi en commission: 16.09.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Grégoire Carasso (CF)
 - ❖ Vote commission: 01.07.2009
- PR-758 (167) Proposition du Conseil administratif du 25 novembre 2009 en vue de l'approbation des comptes 2008 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social.
- ❖ Renvoi en commission: 19.01.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CF)
 - ❖ Vote commission: 13.04.2010
- PR-921 (169) Proposition du Conseil administratif du 7 septembre 2011 en vue du bouclage d'un crédit de construction avec l'ouverture d'un

Liste des objets en suspens

crédit complémentaire de 113 447,21 francs destiné à couvrir les hausses conjoncturelles et contractuelles relatives aux travaux de rénovation des deux dépendances de la villa La Grange, situées au parc La Grange, route de Frontenex 71, sur la parcelle N° 3166, feuille 2, commune de Genève, section Eaux-Vives, propriété de la Ville de Genève.

- ❖ Renvoi en commission: 12.10.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Vanek (CF)
- ❖ Vote commission: 25.01.2012

PR-924 (169) Proposition du Conseil administratif du 21 septembre 2011 en vue de l'approbation des comptes 2010 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS).

- ❖ Renvoi en commission: 12.10.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CF)
- ❖ Vote commission: 25.04.2012

PR-958 (169) Proposition du Conseil administratif du 28 mars 2012 en vue de l'approbation des comptes 2009 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS).

- ❖ Renvoi en commission: 17.04.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CF)
- ❖ Vote commission: 25.04.2012

PR-1030 (171) Proposition du Conseil administratif du 5 juin 2013 en vue de l'approbation des comptes 2011 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS).

- ❖ Renvoi en commission: 24.06.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 04.09.2013

PR-1031 (171) Proposition du Conseil administratif du 5 juin 2013 en vue de l'approbation des comptes 2012 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS).

- ❖ Renvoi en commission: 24.06.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 04.09.2013

PR-1032 (171) Proposition du Conseil administratif du 5 juin 2013 en vue:

- du bouclement du crédit de 1 240 000 francs relatif aux programmes «Travail social hors-murs», «Actions parcs» et «Différents projets destinés à la jeunesse»;

Liste des objets en suspens

- de l'ouverture d'un crédit complémentaire de 206 178,85 francs.
 - ❖ Renvoi en commission: 25.06.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
 - ❖ Vote commission: 28.08.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 04.11.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- PR-1033 (171) Proposition du Conseil administratif du 19 juin 2013 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un total de 2 400 000 francs destinés à assurer le renouvellement et l'évolution du mobilier, des machines de nettoyage et des équipements métiers de la Ville de Genève (10^e plan d'achat de mobilier).
- ❖ Renvoi en commission: 17.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
 - ❖ Vote commission: 01.10.2013
- PR-1050 (171) Proposition du Conseil administratif du 6 novembre 2013 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant total de 13 020 000 francs, soit:
- un crédit de 6 450 000 francs destiné à l'acquisition des parcelles N^{os} 1723 et 1726 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, d'une surface totale de 7258 m², sises avenue de Riant-Parc 21 et avenue de Joli-Mont 17, et de sa dépendance pour moitié de la parcelle N^o 1725, même commune et section (chemin d'accès à la parcelle 1723), propriétés de l'Etat de Genève, en vue de construire un groupe scolaire;
 - un crédit de 110 000 francs destiné à l'acquisition de la parcelle N^o 2893 de la commune de Genève, section Eaux-Vives, d'une surface de 2572 m², sise plateau de Frontenex 5, propriété de l'Etat de Genève;
 - un crédit de 6 460 000 francs destiné à l'acquisition de la parcelle N^o 4398 de la commune de Genève-Cité, d'une surface de 849 m², sise rue René-Louis-Piachaud 4, propriété de l'Etat de Genève, en vue de la reconversion de l'ancien manège en espace de quartier.
- ❖ Renvoi en commission: 20.11.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Olivier Fiumelli (CF)
 - ❖ Vote commission: 07.01.2014

Liste des objets en suspens

- PR-1054 (171) Proposition du Conseil administratif du 11 décembre 2013 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 600 000 francs destiné à couvrir les frais de préétudes et d'études à engager en 2014 pour huit projets inscrits au 9^e plan financier d'investissement 2014-2025 et trois nouveaux projets non planifiés.
- ❖ Renvoi en commission: 21.01.2014

Résolutions

- R-129 (167) Résolution du 17 février 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Vera Figurek et Ariane Arlotti: «La Ville de Genève ne veut pas subventionner le dumping salarial».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Vanek (CF)
 - ❖ Vote commission: 29.08.2012
- R-134 (167) Résolution du 19 mai 2010 de M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Miltos Thomaïdes, Thierry Piguët, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Christophe Buemi, Roger Michel, M^{mes} Christiane Olivier, Andrienne Soutter, Annina Pfund, Silvia Machado et Martine Sumi: «Droits syndicaux: le gouvernement doit respecter les engagements internationaux concernant la protection des délégué-e-s syndicaux».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (CF)
 - ❖ Vote commission: 04.09.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 17.09.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

Commission des pétitions**Pétitions**

- P-237 (167) Pétition: «Menace de démolition d'une partie du quartier des Grottes».
- ❖ Renvoi en commission: 20.01.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
 - ❖ Vote commission: 13.09.2010
- P-253 (168) Pétition: «Attitude de l'unité des marchés à l'égard des puciers de Plainpalais».
- ❖ Renvoi en commission: 13.10.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
 - ❖ Vote commission: 14.02.2011
- P-262 (168) Pétition: «Pour des préaux sûrs et sécurisés: fermeture nocturne pour utilisation diurne!»
- ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Paul Guisan (CP)
 - ❖ Vote commission: 17.10.2011
 - ❖ Remis au secrétariat: 10.12.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- P-263 (168) Pétition: «Vandalisme au parc Bertrand».
- ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Robert Pattaroni (CP)

- ❖ Vote commission: 27.02.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 12.11.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013
- 19.02.2013
- 19.03.2013
- 15.04.2013
- 23.04.2013
- 06.05.2013
- 14.05.2013
- 04.06.2013
- 24.06.2013
- 17.09.2013
- 08.10.2013
- 29.10.2013
- 19.11.2013
- 21.01.2014
- 25.02.2014

P-264 (168) Pétition: «Tranquillité et sécurité publiques dans le quartier de Rive».

- ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
- ❖ Vote commission: 16.05.2011

P-265 (168) Pétition: «Garantie d'accessibilité au et dans le quartier des Eaux-Vives».

- ❖ Renvoi en commission: 20.04.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CP)
- ❖ Vote commission: 17.09.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 22.01.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013
- 19.03.2013
- 15.04.2013
- 23.04.2013
- 06.05.2013
- 14.05.2013
- 04.06.2013
- 24.06.2013
- 17.09.2013
- 08.10.2013
- 29.10.2013

19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

- P-272 (169) Pétition: «Jonction: la mort d'un quartier».
- ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CP)
 - ❖ Vote commission: 21.05.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 17.12.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013
- 19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- P-287 (169) Pétition: «Pour le soutien des activités citoyennes dans l'espace public en ville de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 08.05.2012
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Julide Turgut Bandelier (CP)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M^{me} Maria Pérez (CP)
 - ❖ Vote commission: 11.03.2013
- P-290 (170) Pétition du 5 juin 2012: «Pourquoi la Ville de Genève a-t-elle raté l'expérience de gestion des pigeons?»
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CP)
 - ❖ Vote commission: 19.11.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 18.09.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 29.10.2013
- 19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

Liste des objets en suspens

- P-292 (170) Pétition du 25 juin 2012: «Supprimons l'interdiction de circuler installée à la rue des Minoteries».
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CP)
 - ❖ Vote commission: 17.12.2012
- P-294 (170) Pétition du 9 octobre 2012: «Contre les nuisances générées par le bar de la Plage».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CP)
 - ❖ Vote commission: 13.05.2013
- P-295 (170) Pétition du 9 octobre 2012: «Pour l'accès aux forains à la rive droite durant les week-ends des Fêtes de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CP)
 - ❖ Vote commission: 18.03.2013
- P-296 (170) Pétition du 9 octobre 2012: «Contre les incivilités et le bruit au boulevard Carl-Vogt».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CP)
 - ❖ Vote commission: 13.05.2013
- P-298 (170) Pétition du 20 novembre 2012: «Obtention urgente d'électricité pour l'éclairage du stand au chemin des Marronniers».
- ❖ Renvoi en commission: 20.11.2012
- P-300 (170) Pétition du 15 janvier 2013: «Contre les concerts de musique techno en plein-air sur la place de la Navigation».
- ❖ Renvoi en commission: 15.01.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Paul Guisan (CP)
 - ❖ Vote commission: 11.03.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 29.04.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

- P-301 (170) Pétition du 19 février 2013: «Contre l'obligation de recevoir le *GHI*».
- ❖ Renvoi en commission: 19.02.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CP)
 - ❖ Vote commission: 18.03.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 14.06.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- P-304 (170) Pétition du 19 mars 2013: «Préserveons le pigeon des villes».
- ❖ Renvoi en commission: 19.03.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CP)
 - ❖ Vote commission: 29.04.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 17.06.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- P-305 (170) Pétition du 19 mars 2013: «Accessibilité aux vestiges découverts à l'esplanade Saint-Antoine».
- ❖ Renvoi en commission: 19.03.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Stefan Kristensen (CP)
 - ❖ Remis au secrétariat: 26.09.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- P-307 (170) Pétition du 6 mai 2013: «Propreté, salubrité et sécurité aux abords de l'école des Franchises!»
- ❖ Renvoi en commission: 06.05.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandrine Burger (CP)
 - ❖ Vote commission: 27.05.2013

Liste des objets en suspens

- P-308 (171) Pétition: «Pour une rénovation de l'ancien site horticole de Beaulieu».
❖ Renvoi en commission: 24.06.2013
❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandrine Burger (CP)
- P-309 (171) Pétition: «Contre les grillades et les troubles de la tranquillité publique à la place de jeux du sentier du Promeneur Solitaire, à Saint-Jean, 1203 Genève»
❖ Renvoi en commission: 24.06.2013
❖ Rapporteur[se]: M. Grégoire Carasso (CP)
- P-310 (171) Pétition du 9 septembre 2013: «Pour un modèle réaliste de réseau de tram à 5 lignes».
❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CP)
- P-311 (171) Pétition du 9 septembre 2013: «Pour soutenir l'agrandissement de la Maison internationale des associations».
❖ Rapporteur[se]: M. Robert Pattaroni (CP)
- P-313 (171) Pétition du 29 octobre 2013: «Pour plus de places de stationnement vélo autour de la gare de Cornavin».
❖ Renvoi en commission: 29.10.2013
❖ Rapporteur[se]: M. Morten Gisselbaek (CP)
- P-314 (171) Pétition du 21 janvier 2014: «Pour que l'ancien café UGS redevienne un établissement en lien avec le quartier!»
❖ Renvoi en commission: 21.01.2014
- P-315 (171) Pétition du 21 janvier 2014: «Non aux coupes dans le projet de budget 2014, équilibré, de la Ville de Genève».
❖ Renvoi en commission: 21.01.2014
- P-316 (171) Pétition du 21 janvier 2014: «Pour une véritable politique sociale à la Gérance immobilière municipale».
❖ Renvoi en commission: 21.01.2014
- P-317 (171) Pétition du 21 janvier 2014: «Pour le maintien de l'installation de jeux de Baby-Plage».
❖ Renvoi en commission: 21.01.2014

Commission des sports**Divers (CM)**

- D-39 (170) 8^e plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (CCSJ)
M^{me} Martine Sumi (CSDOMIC)
M. Christian Zaugg (CS)
M^{me} Maria Pérez (CTC)
M^{me} Florence Kraft-Babel (CF)
 - ❖ Vote commission: 29.01.2013
- D-39 (171) 9^e plan financier d'investissement 2014-2025.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
 - ❖ Vote commission: 13.12.2013

Liste des objets en suspens

Motions

M-672 (164) Motion du 26 février 2007 de M^{me} Sandrine Salerno et M. Roman Juon: «Construction d'un bowl pour la pratique des sports de rue à roulettes».

- ❖ Renvoi en commission: 08.05.2007
- ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CS)
- ❖ Vote commission: 07.02.2008

M-747 (165) Motion du 28 novembre 2007 de MM. Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Georges Queloz, Jean Sanchez, Jean-Marc Froidevaux, M^{mes} Florence Kraft-Babel, Nathalie Fontanet, Laetitia Guinand, Linda de Coulon, Danièle Magnin, Fabienne Aubry Conne et M. Vincent Maitre: «Pour des compétitions sportives internationales à Genève».

- ❖ Renvoi en commission: 12.03.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thévoz (CS)
- ❖ Vote commission: 30.11.2009
- ❖ Remis au secrétariat: 18.02.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

M-904 (167) Motion du 17 février 2010 de M. Grégoire Carasso, M^{mes} Ariane Arlotti, Patricia Richard, Odette Saez, MM. Mathias Buschbeck, Alexandre Chevalier, Christian Zaugg et Pascal Rubeli: «Développons les murs de grimpe».

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CS)
- ❖ Vote commission: 29.03.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 25.10.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014

- M-977 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Christian Zaugg et Morten Gisselbaek: «Deux salles pour le handball à Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CS)
 - ❖ Vote commission: 29.03.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 23.10.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- M-986 (169) Motion du 23 novembre 2011 de M. Pascal Spuhler, M^{mes} Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Daniel Sormanni et Laurent Leisi: «Récompensons nos jeunes talents sportifs».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Christian Zaugg (CS)
 - ❖ Remis au secrétariat: 01.03.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- M-1009 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Christian Zaugg, Morten Gisselbaek, Pierre Gauthier, M^{mes} Salika Wenger, Marie Gobits et Sylvain Thévoz: «Soutien au sport amateur».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Claude Jeanneret (CS)
- M-1027 (169) Motion du 9 mai 2012 de MM. Simon Brandt, Eric Bertinat, Daniel Sormanni, Alain de Kalbermatten, Mathias Buschbeck, Sylvain Thévoz, Christian Zaugg et M^{me} Sophie Courvoisier: «Pour que Genève redevienne une ville étape du Tour de France».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thévoz (CS)

Commission des travaux et des constructions

Divers (CM)

- D-39 (170) 8^e plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (CCSJ)
M^{me} Martine Sumi (CSDOMIC)
M. Christian Zaugg (CS)
M^{me} Maria Pérez (CTC)
M^{me} Florence Kraft-Babel (CF)
 - ❖ Vote commission: 29.01.2013
- D-39 (171) 9^e plan financier d'investissement 2014-2025.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité du domaine public de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
 - ❖ Vote commission: 13.12.2013

Motions

- M-820 (166) Motion du 24 juin 2008 de M^{mes} Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, Patricia Richard, MM. Simon Brandt, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli et Adrien Genecand: «Pour une ville verte de qualité!»
- ❖ Renvoi en commission: 20.01.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel-Dany Pastore (CTC)
- M-921 (167) Motion du 19 mai 2010 de MM. Simon Brandt, Salvatore Vitanza, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, M^{me} Florence Kraft-Babel, M. Jean-Charles Lathion et M^{me} Marie Chappuis: «Construction d'une nouvelle patinoire pour le hockey professionnel et le GSHC».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Pérez (CTC)
 - ❖ Vote commission: 23.05.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 28.08.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014
- M-938 (168) Motion du 15 septembre 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Alexandre Wisard, Pascal Rubeli, M^{mes} Salika Wenger, Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Anne Moratti Jung, Marie Chappuis et Alexandra Rys: «Pour une villa La Concorde enfin ouverte sur le quartier».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CTC)
 - ❖ Vote commission: 30.05.2012
- M-983 (169) Motion du 2 novembre 2011 de MM. Eric Bertinat, Pascal Rubeli, Jacques Pagan, M. Thomas Bläsi et Michel Amaudruz: «Pour plus de logements, utilisons toutes les possibilités de surélever les immeubles du patrimoine de la Ville».
- ❖ Renvoi en commission: 02.04.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Rémy Burri (CTC)
- M-1010 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Olivier Fiumelli, Gary Benaim, Adrien Genecand, Alexandre Wisard, Christo Ivanov, Claude Jeanneret, Luc Broch, M^{mes} Marie Chappuis et Vera

Liste des objets en suspens

Figurek: «Pour que la Ville de Genève termine enfin de paver la Vieille-Ville!»

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CTC)
- ❖ Vote commission: 06.02.2013

M-1012 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Olivier Fiumelli, Vincent Schaller, M^{mes} Natacha Buffet, Florence Kraft-Babel, Michèle Rouillet, Marie Chappuis, Laurence Fehlmann Rielle, MM. Mathias Buschbeck, Eric Bertinat, Claude Jeanneret et Jean-Philippe Haas: «Gouverner, c'est prévoir: pour un programme Stratus applicable aux bâtiments publics propriété de la Ville de Genève».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Rémy Burri (CTC)

M-1023 (169) Motion du 9 mai 2012 de MM. Rémy Burri, Gary Bennaim, Simon Brandt, Guy Dossan, Olivier Fiumelli, Adrien Genecand, Jean-Paul Guisan, M^{mes} Natacha Buffet, Sophie Courvoisier, Florence Kraft-Babel et Michèle Rouillet: «Etat des routes à Genève: une honte pour notre ville!»

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alain de Kalbermatten (CTC)

M-1046 (170) Motion du 12 septembre 2012 de MM. Pascal Spuhler, Denis Menoud, Daniel Sormanni, Carlos Medeiros, Daniel-Dany Pastore, Jean-Philippe Haas, Laurent Leisi, Claude Jeanneret, Jean-François Caruso, M^{mes} Mireille Luiset et Danièle Magnin: «Végétalisations et espaces conviviaux des toitures».

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

M-1048 (170) Motion du 15 octobre 2012 de MM. Pascal Spuhler, Denis Menoud, Daniel Sormanni, Carlos Medeiros, Daniel-Dany Pastore, Laurent Leisi, Claude Jeanneret, Jean-François Caruso, M^{mes} Mireille Luiset et Danièle Magnin: «Ecole de Sécheron: stop au gaspillage, retrouvons les grillages d'antan!»

- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Altenbach (CTC)

M-1100 (171) Motion du 29 octobre 2013 de M^{mes} et MM. Grégoire Carasso, Sandrine Burger, Morten Gisselbaek, Laurence Fehlmann Rielle et Stefan Kristensen: «Places de jeux: place à la participation!»

- ❖ Renvoi en commission: 29.10.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Christian Zaugg (CTC)
- ❖ Vote commission: 04.12.2013

Pétitions

- P-269 (169) Pétition: «Musée d'art et d'histoire: un projet réaliste».
- ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
- P-299 (170) Pétition du 8 décembre 2012: «Pour l'installation d'un système de rafraîchissement de l'air au Grand Théâtre».
- ❖ Renvoi en commission: 08.12.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Christian Zaugg (CTC)
 - ❖ Vote commission: 27.02.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 10.04.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 14.05.2013
- 04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

Projets de délibérations

- PRD-52 (170) Projet de délibération du 9 octobre 2012 de M^{mes} Maria Pérez, Brigitte Studer, Vera Figurek, MM. Olivier Baud, Pierre Gauthier, Pierre Rumo, Tobias Schnebli et Christian Zaugg: «Protection des locataires: la Ville de Genève doit montrer l'exemple!»
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Annina Pfund (CTC)
 - ❖ Vote commission: 17.04.2013

Propositions CA au CM

- PR-840 (168) Proposition du Conseil administratif du 10 novembre 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 793 000 francs destiné à l'étude du réaménagement des dépôts, de la halle pour les véhicules et du bâtiment administratif de la Voirie, situés rue François-Dussaud 10, parcelle N° 3297, feuille N° 89, commune de Genève, section Plainpalais.

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 23.11.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)
- PR-916 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture de deux crédits d'un total de 14 169 000 francs destinés à la rénovation des immeubles situés aux 6 et 6 bis, rue des Grottes ainsi qu'au 5, rue des Amis, parcelles N^{os} 2715 et 2560, feuille N^o 70, commune de Genève, section Cité, soit:
- un crédit de 13 984 000 francs destiné à la rénovation des immeubles;
 - un crédit de 185 000 francs destiné à la pose de cellules photovoltaïques en toiture.
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
- PR-976 (170) Proposition du Conseil administratif du 20 juin 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 7 786 000 francs destiné à la rénovation et transformation du restaurant de la Perle du Lac situé au 126, rue de Lausanne, parcelle N^o 244, feuille N^o 19, commune de Genève, section Petit-Saconnex.
- ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Maria Pérez (CTC)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Grégoire Carasso (CTC)
 - ❖ Vote commission: 27.11.2013
- PR-978 (170) Proposition du Conseil administratif du 27 juin 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 7 277 000 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 1-3, rue Lissignol, parcelle N^o 5737, feuille N^o 43, commune de Genève, section Cité, et à l'aménagement de la cour, parcelle N^o 5741, feuille N^o 43, commune de Genève, section Cité.
- ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Maria Pérez (CTC)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)
 - ❖ Vote commission: 13.11.2013
- PR-979 (170) Proposition du Conseil administratif du 27 juin 2012 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant total brut de 89 990 000 francs destinés à la rénovation de l'enveloppe et des toitures, à la remise à niveau des installations techniques de l'ensemble des immeubles et de la galette centrale, à la réno-

vation de l'espace de quartier des aînés, de la bibliothèque-discothèque, de la crèche, des espaces communs, ainsi que des aménagements extérieurs et l'assainissement amiante des immeubles formant l'ensemble des Minoteries, dont à déduire 700 000 francs du Fonds énergie des collectivités, soit un montant net de 89 290 000 francs, soit:

- projet de délibération I (rénovation de l'enveloppe). Un crédit brut de 89 200 000 francs destiné à la rénovation de l'enveloppe et des toitures, à la remise à niveau des installations techniques de l'ensemble des immeubles et de la galette centrale, à la rénovation de l'espace de quartier des aînés, de la bibliothèque-discothèque, de la crèche, des espaces communs ainsi que des aménagements extérieurs et l'assainissement amiante des immeubles situés rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102, dont à déduire 700 000 francs du Fonds énergie des collectivités, soit un montant net de 88 500 000 francs;
- projet de délibération II (équipement informatique de la bibliothèque). Un crédit de 244 000 francs destiné à l'équipement en matériel informatique de la bibliothèque-discothèque située dans l'ensemble des immeubles rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102;
- projet de délibération III (achat mobilier de la bibliothèque et achat mobilier de la crèche). Un crédit de 546 000 francs destiné au déménagement et à l'achat de mobilier de la bibliothèque-discothèque (498 000 francs) ainsi qu'à l'achat de mobilier pour la crèche (48 000 francs) situées dans l'ensemble des immeubles rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102.

Ces trois crédits concernent des objets situés à la rue des Minoteries 1-3-5-7 et la rue de Carouge 98-100-102, sur les parcelles N^{os} 1011, 1017, 2833, 3389 et DP3591 de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété de la Ville de Genève.

- ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012
- ❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Annina Pfund (CTC)
- ❖ Rapporteur[se] de minorité: M^{me} Maria Pérez (CTC)
- ❖ Vote commission: 08.05.2013

PR-994 (170) Proposition du Conseil administratif du 29 août 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit destiné à l'aménagement de l'allée périphérique de la plaine de Plainpalais, comprenant la plantation de 20 arbres supplémentaires, l'élargissement des travées

Liste des objets en suspens

piétonnes et le renforcement de l'éclairage afin de faciliter la déambulation et améliorer la sécurité, pour un montant total de 11 409 000 francs, permettant d'achever son réaménagement.

- ❖ Renvoi en commission: 10.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Guy Dossan (CTC)
- ❖ Vote commission: 27.11.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 08.01.2014
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 25.02.2014

PR-1009 (170) Proposition du Conseil administratif du 5 décembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit pour un montant net total de 3 295 000 francs, soit un crédit brut de 6 764 450 francs destiné à la restauration du pont de Carouge, qui comprend les travaux de génie civil, de réfection de la pierre naturelle et de serrurerie, dont à déduire la participation de la commune de Carouge de 3 426 250 francs, la participation des TPG de 43 200 francs, soit un montant net total de 3 295 000 francs, sis sur les parcelles du domaine public cantonal N^{os} 2678, 2691 et 3611, N^{os} 2680 et 2693 de la commune de Carouge, N^{os} 3606 et 3608 de la commune de Genève, section Plainpalais.

- ❖ Renvoi en commission: 19.02.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alexandre Wisard (CTC)

PR-1010 (170) Proposition du Conseil administratif du 5 décembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 593 000 francs destinés à la transformation des vestiaires de la Société des Mouettes genevoises Navigation SA sous la rotonde situés quai du Mont-Blanc 8, parcelle N^o 3940, feuille N^o 5, commune Genève-Cité (21).

- ❖ Renvoi en commission: 16.01.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)
- ❖ Vote commission: 08.05.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 30.10.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014

PR-1040 (171) Proposition du Conseil administratif du 30 juillet 2013 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total de 1 998 600 francs, soit:

- délibération I: un crédit de 477 000 francs destiné à des travaux de rénovation de chaufferies vétustes dans divers bâtiments du patrimoine administratif;

- délibération II: un crédit de 1 521 600 francs destiné à des travaux de rénovation de chaufferies vétustes dans divers bâtiments du patrimoine financier.
 - ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Alain de Kalbermatten (CTC)
 - ❖ Vote commission: 13.11.2013

- PR-1042 (171) Proposition du Conseil administratif du 28 août 2013 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 494 400 francs destiné à la rénovation de la machinerie scénique du dessus du Théâtre Am Stram Gram, situé 56 route de Frontenex, 1207 Genève, parcelle N° 707, feuille 19, section Genève-Eaux-Vives.
 - ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Pérez (CTC)
 - ❖ Vote commission: 06.11.2013

- PR-1045 (171) Proposition du Conseil administratif du 9 octobre 2013 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 500 000 francs destiné à la mise aux normes de différentes places de jeux existantes (école Liotard et six parcs municipaux).
 - ❖ Renvoi en commission: 29.10.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Christian Zaugg (CTC)
 - ❖ Vote commission: 04.12.2013

- PR-1047 (171) Proposition du Conseil administratif du 16 octobre 2013 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant total brut de 660 400 francs, dont à déduire les participations mentionnées dans la deuxième délibération, soit un montant net de 627 100 francs:
 - un crédit de 307 000 francs destiné aux travaux de pavage de la rue du Puits-Saint-Pierre;
 - un crédit brut de 103 400 francs, dont à déduire la participation de l'Etat de Genève de 11 700 francs représentant la part de subvention cantonale au réseau d'assainissement des eaux de la Ville de Genève, une participation des propriétaires des biens-fonds concernés de 21 600 francs, soit un crédit net de 70 100 francs, destiné aux travaux de construction et rénovation des collecteurs situés sur la rue du Puits-Saint-Pierre;
 - un crédit de 250 000 francs destiné aux travaux de construction d'un local technique de recyclage de l'eau de la fontaine

monumentale située à l'angle de la rue Calvin et de la rue du Puits-Saint-Pierre.

❖ Renvoi en commission: 19.11.2013

Résolutions

R-164 (170)

Résolution du 12 septembre 2012 de MM. Eric Bertinat, Pascal Rubeli, Thomas Bläsi, Christo Ivanov et Michel Amaudruz: «Pour éclairer le parc jouxtant la promenade du Pin».

❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

Commission du logement**Motions**

- M-763 (165) Motion du 21 janvier 2008 de M^{mes} Nathalie Fontanet, Florence Kraft-Babel, Fabienne Aubry Conne, Linda de Coulon, Laetitia Guinand, Danièle Magnin, MM. Jean Sanchez, Alexis Barbey, Jean-Marc Froidevaux, Georges Queloz et Alexandre Chevalier: «Pour que la Ville respecte les accords sur le logement!»
- ❖ Renvoi en commission: 17.03.2008
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Sandra Golay (CL)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M^{me} Andrienne Soutter (CL)
 - ❖ Vote commission: 26.04.2010
- M-932 (168) Motion du 29 juin 2010 de M^{mes} Maria Casares, Charlotte Meierhofer, Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, Maria Pérez, Salika Wenger, Ariane Arlotti, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Structure municipale de gestion de logements intergénérationnels pour les étudiant-e-s».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CL)
 - ❖ Vote commission: 17.09.2012
- M-1000 (169) Motion du 22 février 2012 de M^{mes} Brigitte Studer, Maria Pérez, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Morten Gisselbaek, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Pierre Vanek, Pierre Gauthier, Pierre Rumo, Christian Zaugg, Yves de Matteis, M^{mes} Silvia Machado, Marie Gobits, Laurence Fehlmann Rielle, Nicole Valiquer Grecuccio et Sarah Klopmann: «Droit au logement – empêcher les expulsions de locataires».
- ❖ Renvoi en commission: 21.03.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Anne Moratti (CL)
 - ❖ Vote commission: 22.04.2013
- M-1005 (169) Motion du 21 mars 2012 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Casares, MM. Pierre Gauthier, Christian Zaugg, Pierre Rumo, Alberto Velasco et Grégoire Carasso: «Réchauffons les lits froids».
- ❖ Renvoi en commission: 25.11.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Christiane Leuenberger-Ducret (CL)

Liste des objets en suspens

- M-1083 (170) Motion du 15 mai 2013 de M^{mes} et MM. Lionel Ricou, Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Marie Barbey et Alexandra Rys: «Pour un espace intergénérationnel au sein du PAV».
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Michèle Roulet (CL)

Projets d'arrêtés

- PA-62 (163) Projet d'arrêté du 15 mars 2006 de MM. Pierre Maudet, Guy Dossan, Alexis Barbey, Jean-Pierre Oberholzer, Roland Crot, Jacques Mino, Alain Dupraz, Gérard Deshusses, David Carrillo, Didier Bonny, M^{mes} Alexandra Rys, Marie-France Spielmann, Gisèle Thiévent, Frédérique Perler-Isaaz, Marguerite Contat Hickel et Nelly Hartlieb: «Règlement municipal sur l'attribution et l'exploitation des restaurants et débits de boisson appartenant à la Ville de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 24.03.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandra Golay (CL)
- ❖ Vote commission: 14.03.2011
- PA-94 (166) Projet d'arrêté du 31 mars 2009 de M^{mes} Maria Pérez, Salika Wenger, Ariane Arlotti, Hélène Ecuyer, Maria Casares, Marie-France Spielmann, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Règlement fixant les conditions de location des locaux commerciaux et places de stationnement de la Ville de Genève».
- ❖ Renvoi en commission: 31.03.2009
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandra Golay (CL)
- ❖ Vote commission: 14.03.2011
- PA-106 (167) Projet d'arrêté du 28 avril 2010 de MM. Thierry Piguet, Christophe Buemi, Gérard Deshusses, Roger Michel, Christian Lopez Quirland, M^{mes} Andrienne Soutter, Corinne Goehner-Da Cruz, Nicole Valiquier Grecuccio, Silvia Machado et Annina Pfund: «Des logements modulaires dans des structures pavillonnaires pour les personnes en formation».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se] de majorité: M. Alberto Velasco (CL)
- ❖ Rapporteur[se] de minorité: M^{me} Michèle Roulet (CL)
- PA-126 (168) Projet d'arrêté du 16 février 2011 de MM. Rémy Burri et Alexandre Chevalier: «Règlement fixant les conditions de location des salles de réunions et de spectacles de la Ville de Genève».

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sarah Klopmann (CL)
- ❖ Vote commission: 11.06.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 03.11.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014

Projets de délibérations

PRD-5 (169) Projet de délibération du 8 juin 2011 de M^{mes} Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Antoine Salamin, Daniel Sormanni et Pascal Spuhler: «Pour une véritable politique de construction de logements».

- ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CL)
- ❖ Vote commission: 16.04.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 20.03.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013
21.01.2014
25.02.2014

PRD-55 (170) Projet de délibération du 31 octobre 2012 M^{mes} Anne Moratti, Sarah Klopmann, M. Mathias Buschbeck, M^{mes} Marie-Pierre Theubet, Sandrine Burger, Julide Turgut Bandelier, MM. Julien Cart, Yves de Matteis, M^{me} Frédérique Perler-Isaaz, MM. Alexandre Wisard, Alain de Kalbermatten, Jacques Pagan, Alberto Velasco, M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Daniel Sormanni, Olivier Fiumelli, Adrien Genecand et Carlos Medeiros: «Pour lutter contre la pénurie de logements: développons les coopératives d'habitation en Ville de Genève».

- ❖ Renvoi en commission: 20.11.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Brigitte Studer (CL)

Commission du règlement

Initiatives municipales

- IN-1 (165) Rapport du Conseil administratif sur la validité et la prise en considération de l'initiative populaire municipale: «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI».
- ❖ Renvoi en commission: 20.05.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CR)
 - ❖ Remis au secrétariat: 06.10.2008
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 04.11.2008

Projets d'arrêtés

- PA-108 (167) Projet d'arrêté du 31 mai 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christophe Buemi, Miltos Thomaidis, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Roger Michel, Gérard Deshusses, M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier et Véronique Paris: «Jetons de présence et indemnités 2011-2014: enfin la transparence du financement des partis!»
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Sophie Courvoisier (CR)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Pascal Holenweg (CR)
 - ❖ Vote commission: 13.06.2012
- PA-119 (168) Projet d'arrêté du 24 novembre 2010 de M^{mes} Frédérique Perler-Isaaz, Marie-Pierre Theubet, Anne Moratti Jung, MM. Mathias Buschbeck, Fabien Sartoretti, Yves de Matteis, Christophe Dunner, Georges Breguet, Bayram Bozkurt, Marc Dalphin, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, M^{mes} Maria Casares, Maria Pérez, Ariane Arlotti et Martine Sumi: «Pour des horaires du Conseil municipal compatibles avec la vie de famille et la vie sociale des élu-e-s».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Vittoria Romano (CR)

Projets de délibérations

- PRD-3 (169) Projet de délibération du 7 juin 2011 de M. Eric Bertinat: «Règlement du Conseil municipal: répartition des sièges en commission».

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CR)
 - ❖ Vote commission: 17.04.2013
- PRD-11 (169) Projet de délibération du 26 septembre 2011 de MM. Jean-Philippe Haas, Pascal Spuhler, Carlos Medeiros, Claude Jeanneret, Jean-François Caruso, Laurent Leisi, M^{mes} Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Michel Chevrolet et Jean-Charles Lathion: «Pouvoir exclure un-e conseiller-ère municipal-e».
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M. Pascal Holenweg (CR)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Pierre Gauthier (CR)
 - ❖ Vote commission: 06.11.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 23.12.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- PRD-16 (169) Projet de délibération du 2 novembre 2011 de M. Pascal Holenweg et M^{me} Salika Wenger: «Règlement du Conseil municipal: création de fondations ou de sociétés de droit public ou privé».
- ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CR)
 - ❖ Vote commission: 02.05.2012
- PRD-18 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de MM. Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Grégoire Carasso, M^{mes} Nicole Valiquier Grecuccio et Vera Figurek: «Examen général du règlement du Conseil municipal».
- ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- PRD-19 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Modification du règlement du Conseil municipal concernant l'entrée en matière».
- ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CR)
 - ❖ Vote commission: 16.05.2012
- PRD-30 (169) Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio: «Nomination des rapporteurs de commission».

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 21.02.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet (CR)
 - ❖ Vote commission: 13.06.2012
- PRD-31 (169) Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio: «Composition du bureau des commissions».
- ❖ Renvoi en commission: 21.02.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CR)
 - ❖ Vote commission: 13.06.2012
- PRD-34 (169) Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio: «Règlement du Conseil municipal: retrait d'une proposition des conseillères et conseillers municipaux».
- ❖ Renvoi en commission: 21.02.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CR)
 - ❖ Vote commission: 15.01.2014
- PRD-35 (169) Projet de délibération du 21 mars 2012 de M. Pascal Holenweg et M^{me} Vera Figurek: «Modification du règlement: ajout d'un article «Nouveau vote».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Spuhler (CR)
 - ❖ Vote commission: 15.01.2014
- PRD-37 (169) Projet de délibération du 21 mars 2012 de M^{mes} Olga Baranova, Virginie Studemann et M. Pascal Holenweg: «Nouvel article 134 bis: «Remboursement des frais liés au mandat de conseiller municipal et de conseillère municipale ayant des personnes à charge».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Spuhler (CR)
 - ❖ Vote commission: 15.01.2014
- PRD-46 (170) Projet de délibération du 6 juin 2012 de M. Pascal Holenweg: «Modification de l'article 36 du règlement du Conseil municipal «Ordre du jour».
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Olivier Baud (CR)
 - ❖ Vote commission: 15.01.2014

- PRD-53 (170) Projet de délibération du 31 octobre 2012 de MM. Jean-Charles Rielle, Pascal Rubeli, Robert Pattaroni, Gary Benaïm et Carlos Medeiros: «Modification de l'article 15 du règlement du Conseil municipal: «Compétences».
- ❖ Renvoi en commission: 16.01.2013
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M. Pascal Holenweg (CR)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Pierre Gauthier (CR)
 - ❖ Vote commission: 06.11.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 23.12.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- PRD-54 (170) Projet de délibération du 31 octobre 2012 de MM. Jean-Charles Rielle, Pascal Rubeli, Robert Pattaroni, Gary Benaïm et Carlos Medeiros: «Modification de l'article 40 du règlement du Conseil municipal: «Violation d'ordre».
- ❖ Renvoi en commission: 16.01.2013
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M. Pascal Holenweg (CR)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Pierre Gauthier (CR)
 - ❖ Vote commission: 06.11.2013
 - ❖ Remis au secrétariat: 23.12.2013
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.01.2014
25.02.2014
- PRD-63 (170) Projet de délibération du 24 avril 2013 de M^{me} Sarah Klopmann: «Modification de l'article 88 du règlement du Conseil municipal: «Préconsultation».
- ❖ Renvoi en commission: 14.05.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Gary Benaïm (CR)
 - ❖ Vote commission: 15.01.2014
- PRD-67 (171) Projet de délibération du 5 juin 2013 de M^{mes} et MM. Vera Figurek, Anne Moratti, Pascal Holenweg et Grégoire Carasso: «Modification du règlement du Conseil municipal: Respecter la Constitution genevoise».
- ❖ Renvoi en commission: 24.06.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Spuhler (CR)
 - ❖ Vote commission: 15.01.2014

Grand Conseil

Motions

- M-345 (160) Motion de MM. Jacques Mino, Alain Marquet, Didier Bonny, Pierre Losio, Gérard Deshusses, René Grand, Christian Zaugg et Guy Jousson, à l'intention du Grand Conseil: «Pour une équipe d'assistant(e)s sociaux(ales) à la disposition de l'enseignement primaire».
❖ Renvoi en commission: 12.02.2003
- M-348 (160) Motion de MM. Gérard Deshusses et Daniel Sormanni, à l'intention du Grand Conseil: «Pour la création d'un fonds cantonal de compensation pour les charges communales exceptionnelles résultant de décisions cantonales en matière d'aménagement du territoire».
❖ Renvoi en commission: 12.04.2003

Département des Autorités**Interpellations écrites**

- IE-2 (169) Interpellation écrite du 21 mars 2012 de M^{mes} Olga Baranova, Virginie Studemann, Silvia Machado, Annina Pfund, Maria Vittoria Romano, MM. Stefan Kristensen, Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Luc Broch et Sylvain Thévoz: «Nespresso: la Ville de Genève est-elle responsable face à ses engagements?»
- ❖ Renvoyé à: Jacques Moret
 - ❖ Renvoi au CA: 18.04.2012

Motions

- M-1001 (169) Motion du 22 février 2012 de M^{mes} Vera Figurek, Salika Wenger, Maria Pérez, Brigitte Studer, Maria Casares, MM. Olivier Baud, Morten Gisselbaek, Pierre Gauthier, Pierre Vanek, Pierre Rumo, Tobias Schnebli, Alberto Velasco, Matthias Buschbeck et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Pour l'application du statut du personnel de la Ville de Genève aux procès-verbalistes du Conseil municipal».
- ❖ Renvoyé à: Direction générale
 - ❖ Renvoi au CA: 04.12.2013

Questions écrites

- QE-377 (170) Question écrite du 6 juin 2012 de M. Simon Brandt: «Répartition des annonces publicitaires dans la presse locale bis».
- ❖ Renvoyé à: Direction générale
 - ❖ Renvoi au CA: 20.06.2012
- QE-395 (171) Question écrite du 25 juin 2013 de M. Alain de Kalbermatten: «Que pense la Ville de Genève du conflit d'intérêt du directeur de Léman Bleu».
- ❖ Renvoyé à: Jacques Moret
 - ❖ Renvoi au CA: 30.07.2013
- QE-402 (171) Question écrite du 20 novembre 2013 de M^{me} Olga Baranova: «Coût de l'impression des documents pour le Conseil municipal».
- ❖ Renvoyé à: Direction générale
 - ❖ Renvoi au CA: 04.12.2013

Département N° 1 Finances et logement – M^{me} Sandrine Salerno

Motions

- M-967 (168) Motion du 23 mars 2011 de MM. Christophe Dunner, Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Alpha Dramé, Alexandre Wisard, Christian Lopez Quirland et M^{me} Anne Moratti Jung: «Pour des fêtes alliant plaisir et développement durable». (Rapport M-967 A.)
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Olga Baranova (CSDOMIC)
 - ❖ Vote commission: 14.06.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 08.10.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013

Questions écrites

- QE-375 (169) Question écrite du 9 mai 2012 de M^{me} Marie-Pierre Theubet: «Qu'en est-il de la collaboration entre la GIM et le département de la culture et du sport concernant l'attribution des ateliers d'artistes?»
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan (rapporteur[se])
M^{me} Sandrine Salerno
 - ❖ Renvoi au CA: 23.05.2012
- QE-401 (171) Question écrite du 20 novembre 2013 de M. Pascal Holenweg: «Internalisation» du nettoyage des locaux de la Ville».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Sandrine Salerno
 - ❖ Renvoi au CA: 04.12.2013

4176

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 2014 (après-midi)
Liste des objets en suspens

QE-406 (171) Question écrite du 25 novembre 2013 de M. Grégoire Carasso:
«Transfert du contrôle de stationnement».

- ❖ Renvoyé à: M^{me} Sandrine Salerno
- ❖ Renvoi au CA: 04.12.2013

Département N° 2 Constructions et aménagement – M. Rémy Pagani

Interpellations écrites

IE-7 (171) Interpellation écrite du 25 juin 2013 de MM. Eric Bertinat et Grégoire Carasso: «Le revêtement bitumineux phonoabsorbant est-il réellement économique?»

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 30.07.2013

Motions

M-738 (165) Motion du 7 novembre 2007 de M^{mes} Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, Anne-Marie Gisler, MM. Thierry Piguët et Jean Sanchez: «La rade en rade». (Rapport M-738 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 21.03.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CAE)
- ❖ Vote commission: 23.09.2008
- ❖ Remis au secrétariat: 03.01.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
20.03.2012

M-790 (165) Motion du 22 avril 2008 de M^{mes} Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, Marie Chappuis, Anne-Marie Gisler, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Salika Wenger, MM. Jean Sanchez, Alpha Dramé, Pascal Rubeli, Olivier Tauxe et Pierre Rumo: «Déplacement des activités portuaires: il est temps de faire des propositions». (Rapport M-790 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 21.03.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Diana Duarte Rizzolio (CAE)
- ❖ Vote commission: 23.09.2008
- ❖ Remis au secrétariat: 21.10.2008
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
20.03.2012

M-915 (167) Motion du 28 avril 2010 de MM. Thierry Piguët, Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Roger Michel, Christian Lopez Quirland, Endri Gega et M^{me} Corinne Goehner-Da Cruz: «Des logements à portée de main: construisons à Plainpalais!» (Rapport M-915 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 20.03.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Brigitte Studer (CL)

Liste des objets en suspens

- ❖ Vote commission: 26.03.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 02.05.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 05.06.2012
25.06.2012
03.09.2012
09.10.2012
30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013

M-917 (167) Motion du 28 avril 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Bayram Bozkurt, Alpha Dramé, Georges Breguet, Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, Alexandre Wisard, M^{mes} Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Marie-Pierre Theubet, Anne Moratti Jung, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger et Valérie Bourquin: «Mettons rapidement fin au gaspillage énergétique dans les bâtiments de la Ville de Genève». (Rapport M-917 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Silvia Machado (CL)
- ❖ Vote commission: 05.12.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 23.08.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012
30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013

M-991 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M^{me} Salika Wenger et M. Pierre Gauthier: «Modifications du réseau TPG». (Rapport M-991 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 08.10.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CAE)
- ❖ Vote commission: 22.05.2012

Liste des objets en suspens

- ❖ Remis au secrétariat: 25.09.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013

M-992 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M. Daniel Sormani: «TPG, machine arrière toute!» (Rapport M-992 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 08.10.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CAE)
- ❖ Vote commission: 22.05.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 25.09.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013

M-1011 (169) Motion du 21 mars 2012 de M^{mes} Fabienne Fischer, Silvia Machado, Julide Turgut Bandelier, Frédérique Perler-Isaaz, Anne Moratti, Sandrine Burger, Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Laurence Fehlmann Rielle, Virginie Studemann, Olga Baranova, Maria Vittoria Romano, Marie Gobits, Brigitte Studer, Maria Casares, Vera Figurek, Marie Chappuis, MM. Olivier Fiumelli, Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, Yves de

Matteis, Julien Cart, Luc Broch, Pascal Holenweg, Sylvain Thévoz, Grégoire Carasso, Pierre Gauthier, Christian Zaugg, Tobias Schnebli, Morten Gisselbaek, Eric Bertinat, Thomas Bläsi, Denis Menoud et Pascal Spuhler: «Non au gaz de schiste!»

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 04.12.2013

M-1062 (170) Motion du 19 février 2013 de MM. Pierre Gauthier, Mathias Buschbeck, Jean-Charles Lathion, Grégoire Carasso et M^{me} Salika Wenger: «Ouvrons enfin l'ancien manège à la population!»

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 27.02.2013

M-1086 (170) Motion du 15 mai 2013 de M^{me} et MM. Daniel Sormanni, Pascal Spuhler, Jean-Philippe Haas, Carlos Medeiros, Laurent Leisi, Claude Jeanneret et Danièle Magnin: «Halte aux restrictions inutiles de circulation à la rue de l'École-de-Médecine: stop à la pollution (ter)».

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 12.06.2013

Pétitions

P-277 (169) Pétition: «Pour la conservation des bancs publics en ville de Genève».

- ❖ Renvoi en commission: 15.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Paul Guisan (CP)
- ❖ Vote commission: 07.05.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 13.06.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012
09.10.2012

P-302 (170) Pétition du 19 février 2013: «Pour un bowl dans le futur parc Hentsch».

- ❖ Renvoi en commission: 18.09.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CP)
- ❖ Vote commission: 22.04.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 14.06.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013

P-303 (170) Pétition du 19 février 2013: «Pour le maintien du projet «un manège pour tous».

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 27.02.2013

P-306 (170) Pétition: «Circulation et accès à la rue de l'École-de-Médecine et au boulevard Carl-Vogt».

- ❖ Renvoi en commission: 18.09.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CP)
- ❖ Vote commission: 13.05.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 11.06.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.09.2013

Projets de délibérations

PRD-43 (170) Projet de délibération du 5 juin 2012 de MM. Mathias Buschbeck, Pascal Spuhler, Alain de Kalbermatten, Olivier Fiumelli, Grégoire Carasso, Eric Bertinat et M^{me} Vera Figurek: «Parc de la crèche des Ouches: pour le respect des décisions du Conseil municipal et pour un projet concerté».

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 31.07.2012

Questions écrites

QE-385 (170) Question écrite du 31 octobre 2012 de M. Pierre Rumo: «Arrêt TPG du rond-point de Plainpalais à revaloriser».

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 02.10.2013

QE-397 (171) Question écrite du 23 septembre 2013 de M^{mes} et MM. Delphine Wuest, Sarah Klopmann, Marie-Pierre Theubet, Sandrine Burger, Anne Moratti, Guillaume Käser et Alexandre Wisard: «Sécurité sur le chemin des écoles Ferdinand-Hodler et Saint-Antoine, quelle suite et quelle fin?»

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 23.09.2013
- ❖ Date de la réponse: 22.01.2014

QE-398 (171) Question écrite du 29 octobre 2013 de M^{me} et M. Mathias Buschbeck et Sandrine Burger: «Arrêt de bus 22-Cantons (Gare Cornavin): la honte!»

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 29.10.2013
- ❖ Date de la réponse: 08.01.2014

- QE-400 (171) Question écrite du 29 octobre 2013 de MM. Mathias Buschbeck et Guillaume Käser: «Future halte ferroviaire de Saint-Jean: les réserves de terrain sont-elles conservées?»
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 13.11.2013
- QE-403 (171) Question écrite du 20 novembre 2013 de M^{me} Olga Baranova: «Vente aux enchères des plaques de rues».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 04.12.2013
- QE-404 (171) Question écrite du 25 novembre 2013 de M. Grégoire Carasso: «Cadre institutionnel et dispositions légales relatives à l'urbanisme, à l'aménagement et à la mobilité».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 04.12.2013

Département N° 3 Culture et sport – M. Sami Kanaan

Interpellations écrites

- IE-5 (170) Interpellation écrite du 15 octobre 2012 de M. Eric Bertinat:
«Politique d'engagement dans nos musées».
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 31.10.2012

Motions

- M-882 (167) Motion du 16 septembre 2009 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Charlotte Meierhofer, M. Christian Zaugg, M^{mes} Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Frédérique Perler-Isaaz, Renate Cornu, MM. Jean-Charles Lathion, Adrien Genecand et Jacques Baud: «Un coup de pouce pour les arts électroniques». (Rapport M-882 A).
- ❖ Renvoi en commission: 20.04.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Holenweg (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 18.11.2010
 - ❖ Remis au secrétariat: 10.01.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.02.2011
22.03.2011
19.04.2011
- M-940 (168) Motion du 27 septembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Salvatore Vitanza, Jacques Finet, Jean-Charles Lathion, Alexandre Chevalier, M^{mes} Anne Carron-Cescato et Florence Kraft-Babel: «Pour une réelle autonomie du Grand Théâtre de Genève». (Rapport M-940 A.)
- ❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CF)
 - ❖ Vote commission: 23.05.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 30.07.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012
09.10.2012
30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013

06.05.2013

14.05.2013

04.06.2013

24.06.2013

17.09.2013

M-943 (168) Motion du 13 octobre 2010 de M. Yves de Matteis, M^{mes} Ariane Arlotti, Sarah Klopmann, Salika Wenger, MM. Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten et Pascal Rubeli: «Pour un soutien affirmé à des lieux de fête et de vie nocturne populaires et associatifs afin de redonner vie à Genève».

❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan

❖ Renvoi au CA: 17.11.2010

M-988 (169) Motion du 23 novembre 2011 de M^{mes} Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet, Virginie Studemann, MM. Guy Dossan, Michel Chevrolet, Eric Bertinat, Jean-Philippe Haas, Pascal Holenweg, Olivier Baud et Tobias Schnebli: «Avenir de la culture à Genève: dialogue du Canton avec la Ville et les communes ou shopping list?» (Rapport M-988 A.)

❖ Renvoi en commission: 06.05.2013

❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CARTS)

❖ Vote commission: 03.05.2012

❖ Remis au secrétariat: 21.05.2012

❖ Inscription(s) en séance CM: 25.06.2012

03.09.2012

09.10.2012

30.10.2012

20.11.2012

15.01.2013

19.02.2013

19.03.2013

15.04.2013

23.04.2013

06.05.2013

M-1007 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Stefan Kristensen, Sylvain Thévoz, Pascal Holenweg, Julien Cart, M^{mes} Vera Figurek et Virginie Studemann: «Pour une politique globale de soutien au livre». (Rapport M-1007 A.)

❖ Renvoi en commission: 25.11.2013

Liste des objets en suspens

- ❖ Rapporteur[se]: M. Lionel Ricou (CARTS)
- ❖ Vote commission: 22.04.2013
- ❖ Remis au secrétariat: 29.05.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013

M-1025 (169) Motion du 9 mai 2012 de MM. Alberto Velasco, Pascal Holenweg, Sylvain Thévoz, M^{mes} Nicole Valiquier Greuccio, Maria Vittoria Romano, Virginie Studemann, Silvia Machado, Laurence Fehlmann Rielle, Vera Figurek, MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo, Mathias Buschbeck, M^{me} Marie-Pierre Theubet, MM. Daniel-Dany Pastore, Pascal Spuhler, Alain de Kalbermatten et Jean-Charles Lathion: «Pour un réel soutien de la Ville au maintien de cinémas indépendants de quartier». (Rapport M-1025 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 08.10.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet (CARTS)
- ❖ Remis au secrétariat: 27.05.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013

M-1057 (170) Motion du 21 novembre 2012 de M^{me} Vera Figurek et M. Pascal Holenweg: «Maintenir et étendre la gratuité d'accès aux musées de la Ville de Genève».

- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
- ❖ Renvoi au CA: 02.10.2013

Pétitions

P-291 (170) Pétition du 5 juin 2012: «Pour sauver le cinéma Cinélux à la Jonction».

- ❖ Renvoi en commission: 08.10.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Stefan Kristensen (CP)
- ❖ Vote commission: 24.09.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 29.09.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013

19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013

Questions écrites

QE-375 (169) Question écrite du 9 mai 2012 de M^{me} Marie-Pierre Theubet:
«Qu'en est-il de la collaboration entre la GIM et le département
de la culture et du sport concernant l'attribution des ateliers
d'artistes?»

❖ Renvoyé à:

M. Sami Kanaan
(rapporteur[se])

M^{me} Sandrine Salerno
23.05.2012

❖ Renvoi au CA:

**Département N° 4 Environnement urbain et sécurité –
M. Guillaume Barazzone**

Questions écrites

- QE-399 (171) Question écrite du 29 octobre 2013 de M^{me} et M. Mathias Buschbeck et Marie-Pierre Theubet: «Vélos épaves: jusqu'à quand la situation va-t-elle se dégrader?»
- ❖ Renvoyé à: M. Guillaume Barazzone
 - ❖ Renvoi au CA: 29.10.2013
 - ❖ Date de la réponse: 08.01.2014
- QE-405 (171) Question écrite du 25 novembre 2013 de M. Grégoire Carasso: «L'Abri, un toit à quel prix?»
- ❖ Renvoyé à: M. Guillaume Barazzone
 - ❖ Renvoi au CA: 25.11.2013
 - ❖ Date de la réponse: 08.01.2014

Département N° 5 Cohésion sociale et solidarité – M^{me} Esther Alder**Motions**

- M-63 (157) Motion de M^{mes} Alice Ecuivillon et Alexandra Rys: «Télévision de proximité et malentendants». (Rapport M-63 A.)
- ❖ Renvoi en commission: 10.10.2001
 - ❖ Vote commission: 25.07.2001
 - ❖ Remis au secrétariat: 25.07.2001
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2001
11.09.2001
- M-536 (162) Motion de MM. Pierre Losio, Bruno Martinelli, M^{mes} Hélène Ecuver et Sandrine Salerno: «Relations Ville-Etat: le Conseil municipal doit être informé des intentions du Conseil administratif».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 14.01.2009
- M-548 (162) Motion de M^{mes} Claudine Gachet, Alexandra Rys, MM. Jean-Marie Hainaut et Eric Ischi: «Concept des Fêtes de Genève 2006; qu'en est-il?»
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 14.01.2009
- M-786 (165) Motion du 12 mars 2008 de M^{mes} Maria Casares et Marie-France Spielmann: «Renouvelons le crédit de 300 000 francs permettant de venir en aide à de jeunes requérants en formation». (Rapport M-786 A.)
- ❖ Renvoi en commission: 13.10.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandrine Burger (CCS)
 - ❖ Vote commission: 28.05.2009
 - ❖ Remis au secrétariat: 08.08.2010
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 14.09.2010
12.10.2010
- M-866 (166) Motion du 6 avril 2009 de M^{mes} Maria Casares, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Salika Wenger, Maria Pérez, Martine Sumi, Anne Moratti Jung et Sandrine Burger: «Pensions alimentaires et familles monoparentales!» (Rapport M-866 A.)
- ❖ Renvoi en commission: 20.03.2013
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Vera Figurek (CCS)
 - ❖ Vote commission: 05.05.2011

Liste des objets en suspens

- ❖ Remis au secrétariat: 10.04.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.05.2012
05.06.2012
25.06.2012
03.09.2012
09.10.2012
30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013

M-930 (168) Motion du 9 juin 2010 de MM. Thierry Piguët, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Roger Michel, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, M^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio et Silvia Machado: «Skate-parks dans nos parcs et autres places». (Rapport M-930 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 06.05.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thevoz (CS)
- ❖ Vote commission: 29.03.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 29.05.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 25.06.2012
03.09.2012
09.10.2012
30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013

M-955 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Jacques Finet, Rémy Burri, Simon Brandt, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, M^{mes} Sandra Golay, Anne Carron-Cescato, Odette Saez, Marie Chappuis, Alexandra Rys, Maria Pérez, Anne Moratti Jung, Danièle Magnin, MM. Gérard Deshusses, Grégoire Carasso et Pascal Rubeli: «FASe: pour une vraie transparence justifiant les subventions de la Ville de Genève». (Rapport M-955 A.)

- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi au CA: 06.05.2013
- ❖ Date de la réponse: 08.01.2014

M-956 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Bayram Bozkurt, Georges Breguet, Alexandre Wisard, Christophe Dunner, Yves de Matteis, Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Alain de Kalbermatten, Jacques Finet, Jean-Charles Lathion, Rémy Burri, Simon Brandt, Alexandre Chevalier, Armand Schweingruber, Roland Crot, Sylvain Clavel, Jacques Baud, Christophe Buemi, Thierry Piguet, Gérard Deshusses, Christian Zaugg, M^{mes} Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Anne Moratti Jung, Anne Carron-Cescato, Sandra Golay, Florence Kraft-Babel, Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Annina Pfund, Véronique Paris, Maria Casares, Ariane Arlotti et Salika Wenger: «Prévoir des lieux de vie pour nos aîné-e-s». (Rapport M-956 A.)

- ❖ Renvoi en commission: 15.05.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Silvia Machado (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 30.06.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 13.06.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012
09.10.2012
30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013

Pétitions

P-284 (169) Pétition: «Quelle concertation pour les jeux de la promenade de la Treille?»

- ❖ Renvoi en commission: 20.11.2013
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CP)
- ❖ Vote commission: 29.10.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 06.11.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013

15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013

P-285 (169) Pétition: «Pour terminer l'aménagement de la place de jeu du parc Vermont».

❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
❖ Renvoi au CA: 15.10.2012
❖ Date de la réponse: 22.01.2014

P-289 (170) Pétition du 5 juin 2012: «Pour le maintien d'une ludothèque dans le quartier Jardins du Rhône/Ouches/Concorde».

❖ Renvoi en commission: 23.09.2013
❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CP)
❖ Vote commission: 10.09.2012
❖ Remis au secrétariat: 20.09.2012
❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012
30.10.2012
20.11.2012
15.01.2013
19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013

P-293 (170) Pétition du 25 juin 2012: «Pour des jeux dans le préau de l'école de Montchoisy!»

❖ Renvoi en commission: 20.11.2013
❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Vittoria Romano (CP)

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 2014 (après-midi)
Liste des objets en suspens

- ❖ Vote commission: 01.10.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 05.11.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013
- 19.02.2013
19.03.2013
15.04.2013
23.04.2013
06.05.2013
14.05.2013
04.06.2013
24.06.2013
17.09.2013
08.10.2013
29.10.2013
19.11.2013

Conseil administratif

Pétitions

- P-278 (169) Pétition: «Rénovons le pavillon Cayla pour en faire un pavillon cycliste grâce aux chantiers jeunes».
- ❖ Renvoi en commission: 15.10.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CP)
 - ❖ Vote commission: 06.02.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 04.06.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 25.06.2012
03.09.2012
09.10.2012

Questions écrites

- QE-407 (171) Question écrite du 22 janvier 2014 de M. Robert Pattaroni:
«Comment est-il possible qu'un site de 36 000 m² appartenant à la Ville de Genève ne soit pas mieux utilisé?»

6. Résolution du 12 septembre 2012 de MM. Eric Bertinat, Pascal Rubeli, Thomas Bläsi, Christo Ivanov, Olivier Tauxe, Jacques Pagan et Michel Amaudruz: «Non à la nouvelle convention de double imposition entre la Suisse et la France en matière d'impôts sur les successions» (R-165)¹.

PROJET DE RÉOLUTION

Considérant:

- la nouvelle convention de double imposition en matière successorale que le Conseil fédéral a «négociée» et paraphée le 5 juillet 2012 avec la République française;
- que cette nouvelle convention, contrairement à celle de 1953, permettra à la France de s'arroger le droit d'imposer tous les biens dévolus à des héritiers domiciliés en France, mais dont le dernier domicile du parent décédé était la Suisse;
- que 170 000 Suisses résident en France;
- que cette convention est au demeurant parfaitement discriminatoire pour la Suisse, puisque la France n'a signé avec aucun autre pays une telle convention lui permettant d'imposer un héritier domicilié en France sur tous ses biens;
- que, en Suisse, ce sont les cantons et les communes qui perçoivent l'impôt sur le revenu et la fortune;
- qu'ainsi ladite convention de double imposition, pourtant «négociée» par notre exécutif suprême, entre en collision frontale avec l'essence même de notre système fédéraliste en bafouant la souveraineté des cantons et des communes suisses;
- que cette convention avec la France touche en particulier le Canton et la Ville de Genève qui se verront assurément privés d'une part importante de leurs recettes fiscales,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de s'opposer avec force à la ratification par les Chambres fédérales de la convention de double imposition entre la Confédération suisse et la République française en matière d'impôts sur les successions, telle que paraphée le 5 juillet 2012 par le Conseil fédéral.

(La résolution est retirée par ses auteurs.)

¹ «Mémoires 170^e année»: Annoncée, 1736.

7. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

8. Interpellations.

Néant.

9. Questions écrites.

Néant.

Le président. Je vous souhaite un excellent repas. On se retrouve à 20 h 35 précises pour traiter quelques-unes de ces urgences.

Séance levée à 19 h 5.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	4054
2. Communications du bureau du Conseil municipal	4054
3. Projet de délibération du 25 février 2014 de la commission des finances: «Approbation du budget 2014 de la Fondetec» (PRD-79) .	4056
4. Questions orales	4062
5. Liste des objets en suspens arrêtée au 28 janvier 2014 (D-12)	4097
6. Résolution du 12 septembre 2012 de MM. Eric Bertinat, Pascal Rubeli, Thomas Bläsi, Christo Ivanov, Olivier Tauxe, Jacques Pagan et Michel Amaudruz: «Non à la nouvelle convention de double imposition entre la Suisse et la France en matière d'impôts sur les successions» (R-165).	4194
7. Propositions des conseillers municipaux	4195
8. Interpellations	4195
9. Questions écrites	4195

Le mémorialiste:
Ramzi Touma